





# Regards croisés n°33

# Beni

## L'enfer vécu par des « oubliés de la terre »

Mars 2017

## **POLE INSTITUTE**

### **Pole Institute est un Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs.**

Son siège est basé à Goma, à Est de la RDC. Il est né du défi que s'est imposé un groupe de personnes du Nord et du Sud-Kivu (RDC) de croiser leurs regards dans un contexte de crise émaillé de beaucoup d'événements malheureux, caractérisé par des cycles de violences, de pauvreté, de mauvaise gouvernance, et de l'insécurité.

En conséquence, **Pole Institute** se veut un espace de :

- analyse et recherche autour des grands défis locaux et leurs implications nationales, régionales et internationales (pauvreté exacerbée, violences sociales, fractures ethniques, absence de repères, culture de l'impunité, etc.)
- analyse et renforcement des stratégies de survie des populations dans un contexte de guerre et de crise prolongée
- analyse des économies de guerre pour dégager des pistes de renforcement des populations locales et de leurs activités économiques
- recherche-action-lobbying en partenariat avec des organismes locaux, régionaux et internationaux.

#### **Finalité et but :**

Faire évoluer des sociétés dignes et non exclusives dans lesquelles agissent des personnes et des peuples libres en vue de contribuer à :

- la construction d'une SOCIÉTÉ dans laquelle chacun trouve sa place et redécouvre l'autre par le développement d'une culture de négociation permanente et l'identification des valeurs positives communes ;
- la formation d'un type nouveau de PERSONNE indépendante d'esprit enracinée dans son identité tout en étant ouverte au monde.

#### **Politique :**

- Initier, développer, renforcer et vulgariser les idées avant-gardistes en matière de paix, de reconstruction et de cohabitation des populations vivant en zones de crise.
- Initier l'émergence d'une culture de négociation (contre une culture de la mort) basée sur les intérêts des uns et des autres.

#### **Regards Croisés**

Editeur responsable : Pole Institute  
Directeur de publication : Nene Morisho Mwana Biningo  
Rédacteur en chef : Onesphore Sematumba

#### **Comité de rédaction**

- Aloys Tegera
- Christiane Kayser
- Godefroid Kâ Mana
- Jean-Pierre Kabirigi
- Nene Morisho Mwana Biningo
- Onesphore Sematumba

Pole Institute  
Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I  
Ville de Goma / Nord-Kivu  
B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 355 Gisenyi (Rwanda)  
Tél.: (00243) 99 86 77 192 / (00243) 99 72 52 216 / (00250)788 51 35 31  
Web site: [www.pole-institute.org](http://www.pole-institute.org)  
E-mail : [poleinst@pole-institute.org](mailto:poleinst@pole-institute.org), [poleinst@free.fr](mailto:poleinst@free.fr)

© Pole Institute, 2017

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous les pays

# Sommaire

Préface .....	7
Beni, un piège sans fin ? .....	7
<i>Par Onesphore Sematumba</i>	
Décrypter la tragédie de Beni pour penser les conditions d'une paix heureuse dans la région des Grands Lacs .....	11
<i>Par Godefroid Kä Mana</i>	
Opérations militaires contre les ADF à Beni : « Entre prestige et humiliation de l'Etat » .....	22
<i>Par Jaribu Muliwavyo</i>	
Beni : silence, on tue ! .....	40
<i>Par Kennedy Wema Muhindo</i>	
Une lecture économique de la crise de Beni .....	52
<i>Par Dr.Nene Morisho Mwana Biningo</i>	
ADF-NALU: Fondements historiques et développements actuels d'une violence transfrontalière .....	62
<i>Par Aloys Tegera, PhD</i>	
Beni : une horreur vécue par des "oubliés de la terre" .....	75
<i>Par Jean-Pierre Kabirigi</i>	
Repenser et réorienter la sécurité intérieure et extérieure de la République Démocratique du Congo après les massacres de Beni .....	81
<i>Par Godefroid Kä Mana</i>	

# Sigles et abréviations

ADF	: Allied Democratic Forces
AFDL	: Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo
BCDC	: Banque Commerciale du Congo
BIAC	: Banque Internationale pour l’Afrique au Congo
CADECO	: Caisse d’Epargne du Congo
DGRNK	: Direction Générale des Recettes du Nord Kivu
ESCO	: Edmond Schlüter Congo
FBN	: First <i>Bank</i> of Nigeria
FENAPEC	: Fédération Nationale des Petites Entreprises du Congo
MONUSCO	: Mission de Nations Unies pour la Stabilisation du Congo
ONC	: Office National du Café
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
RCD	: Rassemblement Congolais pour la Démocratie

# Préface

## Beni, un piège sans fin ?

*Par Onesphore Sematumba  
Directeur Information et Plaidoyer  
Pole Institute*

Lorsque l'on évoque Beni, à l'est de la République Démocratique du Congo (RDC), les images qui défilent sont celles des personnes égorgées, des femmes enceintes éventrées, des prêtres enlevés et disparus, des cases brûlées, des survivants en déshérence, hagards, hébétés, muets à force d'avoir crié au secours sans autre réaction que le retour hideux de leur écho, fourbi après avoir parcouru à perte d'haleine des kilomètres de chemins, des sentiers et des broussailles dans une zone devenue au fil des mois « *un piège sans fin* », comme dirait le Béninois Olympe-Bhêly Quenum.

Depuis que les massacres se sont installés dans ce territoire frontalier de l'Ouganda, plusieurs rapports ont été produits, plusieurs analyses ont été faites, des visites officielles ont été organisées, le Nonce apostolique est allé verser des larmes de compassion sur le Mur de Lamentation d'une cabane abandonnée définitivement par des propriétaires égorgés, un procès a même été initié par un tribunal militaire spécial, mais personne, absolument personne n'a pu dire aux habitants de Beni, aux Congolais et à l'humanité abasourdie « qui sont les tueurs de Beni », pour reprendre le titre d'un des nombreux rapports sur la question. Ou, pour être plus précis, qui sont les **vrais** tueurs des habitants de Beni. Parce que, dans ce climat de terreur, l'identité des massacreurs varie selon l'identité du dénonciateur. Au hit-parade de cette ignominie, les rebelles ougandais de l'Allied Democratic Forces (ADF) font presque l'unanimité contre eux. Désignés par le gouvernement congolais comme les seuls coupables, en liaison avec les autres mouvements du djihadisme terroriste international, ils sont les plus nombreux sur le banc des accusés du tribunal spécial militaire. Mais d'autres acteurs sont aussi évoqués, à la fois par les chercheurs et par les

prévenus à la barre. Des officiers de Forces armées de la RDC (et non l'institution elle-même), certaines personnalités et élites locales, provinciales, voire nationales sont également lourdement soupçonnées. Il y a tellement de pistes que, finalement, aucune d'elles ne semble mener à l'établissement de la vérité, pour que justice soit rendue, que les coupables soient punis, que les survivants fassent le deuil et que les morts reposent en paix. Et surtout pour qu'en dormant à la tombée de la nuit, dans leurs cases enfin reconstruites, les habitants de Beni ne pensent plus qu'« A cinq heures nous serons tous morts ! », pour citer cette ouvrage de Charles Jeanne, au XIX<sup>ème</sup> siècle français. Mais là, il s'agissait de héros qui donnaient leur vie en défendant une barricade pour s'opposer à un roi injuste en France, alors qu'à Beni, la vie est arrachée à de pauvres gens, de « paisibles citoyens » selon une expression consacrée en RDC, qui me fait toujours sourire en coin quand elle est prononcée.

Notre initiative d'écrire sur Beni n'a pas la prétention d'apporter des lumières dans ces ténèbres. Nous voulons apporter plutôt notre contribution en termes d'analyse, avec un recul nécessaire pour identifier les clés de la tragédie de Beni qui n'est qu'une tragédie de plus dans une RDC qui se fragmente et s'embrase de plus en plus, sans que personne ne semble trouver les ressources nécessaires pour éteindre les foyers des incendies.

Ce numéro des *Regards Croisés* a connu la contribution d'une équipe complémentaire, où chacun aborde la question avec les lunettes de sa spécialité.

Le professeur Godefroid Kā Mana, philosophe et théologien, propose des clés pour penser les conditions d'une paix heureuse dans les pays des Grands Lacs africains à partir du décryptage de la tragédie de Beni. Pour le philosophe, « *ces pays vivent dans un cadre surchargé de catalyseurs de conflits, de guerres, de tourmentes et d'agitations sur lesquels il est urgent d'agir de manière globale afin de penser et de construire un avenir de paix. Cette action ne peut pas être d'ordre militaire, encore moins d'ordre de l'enferment dans les politiques autoritaires, dans l'économie de prédation et dans la culture d'identités meurtrières. Elle demande une géopolitique nouvelle et une nouvelle géostratégie qui mobilisent les forces éducatives nourries par les recherches et les limons des sciences humaines.* » Plus loin, Kā Mana nous invite à anticiper l'après-massacres, à « repenser et réorienter la sécurité intérieure et extérieure de la République Démocratique du Congo après les massacres de Beni », en vue, dit-il, de construire « *un paradigme de la paix qui nous sortirait définitivement de la barbarie des guerres et de la sauvagerie des groupes armés* ».

Jaribu Muliwavyo, enseignant en sciences politiques et député provincial élu de Beni, décortique les opérations militaires des FARDC contre les rebelles ougandais de l'ADF. Le bilan est plus que mitigé selon l'élu, qui plaide pour *« le renforcement des FARDC en équipement militaire, leur spécialisation par rapport à la zone des combats (les parcs aux forêts et le massif montagneux), la redéfinition des relations entre les FARDC et la population civile, la levée de la confusion sur l'utilisation des tenues des FARDC par les ADF, la relance et la rationalisation du programme de démobilisation, l'implication des leaders locaux dans l'appropriation des opérations par la population locale pour la destruction du réseau des ADF et l'évaluation citoyenne et/ou participative de l'opération Sokola 1. »*

Dans *« Beni : silence, on tue ! »*, le journaliste Kennedy Muhindo Wema décrit le quotidien d'une région fantôme où les habitants ont abandonné leurs cases aux hommes en uniformes et en armes dans ce qui est devenu un véritable Far East où les FARDC, les Casques bleus Tanzaniens, Uruguayens, Népalais, Malawites, Sud-africains, Indiens, les ADF et les Maï Maï se disputent les espaces au nom de la sécurisation des populations. Dans cet environnement hyper-militarisé, les rescapés civils ne semblent pas être au centre des préoccupations de quiconque. *« Les massacres de Beni, on n'en parle pas assez. Vu l'ampleur et l'atrocité avec laquelle elles sont perpétrées, ces tueries feraient longtemps la une des journaux mais, c'est comme un simple conflit oublié. Est-ce que l'opinion nationale se souviendra n'avoir pas assez fait pour mobiliser en faveur de la fin de cette tragédie ? »*, s'interroge le journaliste.

Le professeur Néné Morisho Mwene Biningo, décrit la descente aux enfers d'une région naguère économiquement prospère. Tous les secteurs de la vie économique se sont effondrés : le café, le cacao, le bois, l'hôtellerie, plus rien ne marche comme avant. *« Bien qu'il y ait un petit groupe d'acteurs qui profite économiquement de cette crise, en particulier les hommes armés qui ont développé des mécanismes pour contrôler une bonne partie de l'économie locale grâce à leur pouvoir militaire, la majorité de la population voit son bien-être négativement affecté par la crise »*, conclut l'analyste.

Quant à Aloys Tegera, anthropologue et historien, chercheur Senior à Pole Institute, il rappelle les fondements historiques de ce qui est devenu aujourd'hui la rébellion de l'ADF-NALU qui a sanctuarisé les contreforts du mont Ruwenzori en RDC. De la résistance des Bakonjo aux agendas nationaux de l'ADF-Nalu pour le renversement du pouvoir du président Yoweri Museveni jusqu'aux massacres actuels dont les populations congolaises font les frais, l'historien pose les balises historiques mais il



questionne aussi les enjeux et les intérêts congolais dans ces violences avant de poser cette question : « *Les différents acteurs impliqués de près ou de loin dans la traque des ADF à Beni ont-ils vraiment la volonté de mettre fin à cette crise face aux enjeux qui clairement bénéficient aux uns et aux autres ?* »

Enfin, un autre et chercheur Senior à Pole Institute, Jean-Pierre Kabirigi Lindiro, socio-économiste, décrit les horreurs subies par ces « oubliés de la terre », un clin d'œil aux *Damnés de la terre* de Frantz Fanon. Il dénonce la politique des deux poids deux mesures appliquée par ce qu'on nomme la Communauté internationale dans l'attention portée aux violences dont sont victimes les civils dans le monde. « *Beni n'est ni Kolwezi, ni Bunia, encore moins Alep !* », écrit-il, désabusé et dépité. Ce dépit le pousse à poser la question de fond : « *Qui dès lors sauvera Beni ?* ». *Même si pour lui, la réponse est évidente : « La question de Beni sera résolue par les enfants de la RDC et pas quelqu'un d'autre !* », le défi est immense. D'autant plus immense que, selon le même analyste, « *La RDC est malade de son élite* ».

Bonne lecture !

*Goma, mars 2017*

# Décrypter la tragédie de Beni pour penser les conditions d'une paix heureuse dans la région des Grands Lacs

*Par Godefroid Kä Mana  
Directeur de la Capacitation  
Pole Institute*

## **Des questions sans réponses convaincantes**

A force d'être confrontées aux massacres toujours recommencés et à l'impuissance des pouvoirs publics pour en enrayer la mécanique destructrice et neutraliser les hordes de la mort, les populations de la région de Beni et tout le peuple de la République Démocratique du Congo n'ont, aujourd'hui à l'esprit, qu'une seule question qui compte vraiment : que faire pour arrêter les carnages et juguler la peur et l'insécurité qui terrorisent et révoltent toute la nation ?

Derrière cette question se profilent beaucoup d'autres qui restent sans réponses claires actuellement, malgré les intarissables explications du gouvernement sur ces événements macabres et les analyses contradictoires des experts à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale :

-Qui est *vraiment* derrière les innombrables et mystérieux carnages de Beni ?

-Quels objectifs les criminels qui massacrent les innocents et égorgent les paisibles citoyens recherchent-ils *vraiment* ?

-Nos forces de sécurité, pourquoi n'arrivent-elles pas *vraiment* à briser les ressorts des groupes de tueurs dont les méthodes sont pourtant visibles depuis deux ans déjà ?

-Comment se fait-il que la coopération entre les FARDC et les troupes de la MONUSCO n'arrivent pas, grâce à l'armement et aux stratégies modernes de combat, à vaincre sur le terrain ou à dissuader des barbares armés de machettes et de gourdins ?

## Des réponses troublantes

Face à ces questions, on entend depuis de longs mois des réponses qui vont dans tous les sens et qui obscurcissent le problème plus qu'elles ne l'éclairent.

La réponse la plus régulièrement entendue désigne les rebelles ougandais de l'Allied Democratic Forces (ADF) comme les auteurs des tueries à Beni. Au début, cette réponse semblait convaincre les esprits et on attendait des forces armées congolaises une riposte adéquate pour mettre ces rebelles hors d'état de nuire, une fois pour toutes. La neutralisation des criminels étrangers sur nos terres paraissait à portée de main après la puissance de feu des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) soutenues par la brigade internationale et les troupes de la Mission des Nations-Unies pour la stabilisation du Congo (MONUSCO) dans la confrontation avec le Mouvement du 23 Mars (M23), il n'y a pas si longtemps. Rien ne laissait présager que les ADF avaient de longs jours devant eux pour commettre sur notre sol des carnages horribles dans des opérations spectaculaires complètement insensées. Les interventions publiques du Chef de l'Etat congolais et du porte-parole du gouvernement étaient porteuses d'espoir et leur fermeté sécurisait les esprits. Curieusement, chaque fois que le Président de la République passe dans la région de Beni-Butembo, les massacres recommencent, comme si des forces de l'ombre voulaient le narguer, l'humilier et mettre à nu son impuissance à lier l'acte à la parole face aux ADF.

Face à cette situation, il y eut dans l'opinion publique de plus en plus de gens pour remettre en cause la thèse d'une attaque étrangère sur notre territoire. On se mit à accuser les « Nande qui se massacrent entre eux » dans une spirale vertigineuse de course au leadership local. L'idée paraît impensable, même si elle surgit de temps à autre, faute d'autre explication clairement convaincante. Il est difficilement imaginable que des leaders Nande dont on connaît les noms et que l'on peut facilement localiser se décident de tuer leurs frères, femmes et enfants compris, dans une barbarie inénarrable, rien que pour affirmer leur puissance et leur pouvoir ; un Congolais qui osa accuser publiquement les Nande d'être eux-mêmes les massacreurs des Nande en eut pour son compte dans les insultes populaires sur les réseaux sociaux et dans les milieux politiques congolais.

Une autre réponse surgit, accusant les FARDC d'être les auteurs des carnages de Beni, dans une dynamique bien huilée et bien organisée au profit de certains hauts gradés de l'armée. Une étude faite par une grande organisation internationale aboutit à cette conclusion, déchaînant l'ire outrée des autorités de la République. La colère congolaise s'attaqua au

caractère impensable de l'hypothèse d'une armée chargée de la sécurité qui se met à massacrer sa propre population.

Il est arrivé que des hypothèses plus effarantes encore soient émises. On accuse le pouvoir congolais de faire lui-même de Beni un instrument de « glissement » vers un autre mandat du président Kabila, comme si l'homme se servait du carnage comme message à son propre peuple et indiquait ce que sera le pays si jamais l'avenir veut être dessiné sans lui.

Maintenant, le gouvernement congolais voit dans les carnages de Beni la main de l'international djihadiste, comme si la RDC était devenue la cible de Boko Haram et de Daesh en quête de nouveaux espaces d'implantation pour sa guerre contre l'Occident.

Toutes ces tentatives d'explication montrent à quel point l'histoire congolaise tourne en rond. C'est du déjà entendu à d'autres occasions, chaque fois que les guerres éclatent au Congo et que le pays est embrasé par des rébellions ou des révoltes populaires. Accuser l'étranger est un exercice courant, voir la main du pouvoir en place dans les tragédies locales ou nationales est tout aussi courant. Les haines tribales constamment évoquées pour expliquer les carnages n'étonnent plus personne, encore moins les conflits intra-tribaux autour des enjeux de pouvoir, de richesses et d'accaparement des terres.

Ce qui est étonnant, c'est la manière dont le pays se complait dans cette situation et n'arrive pas à casser les ressorts de l'éternel retour du mal et de ses causes en vue d'ouvrir une nouvelle voie de vie. Tout se passe comme s'il manquait au Congo une réflexion profonde sur les catalyseurs de toutes les tragédies que nos populations vivent depuis l'indépendance de 1960.

Cette réflexion globale, sur les massacres de Beni, y convient avec urgence dans l'espoir que s'ouvrent au Congo et dans toute la région des Grands Lacs des possibilités d'une paix heureuse.

### **Beni, un arbre qui cache la forêt**

Lorsqu'on entend tout ce qui est proposé comme explications de la responsabilité des uns et des autres sur les massacres de Beni, il y a de quoi être indigné et révolté. Tout se passe comme si ces explications, dans leur imbroglio et agitation contradictoire, épaississait plus encore l'énigme des crimes commis de jour comme de nuit au nez et à la barbe de l'armée congolaise et de la MONUSCO. Cette énigme est lancée comme une boule toute-puissante pour narguer les autorités congolaises dont elles veulent montrer la face d'incompétence, un peu comme ferait un *serial killer* dans les romans policiers. La boule est propulsée par un vent de terreur dans une

population qu'elle plonge dans l'insécurité totale. Elle crée ainsi une ambiance de psychose générale comme cela se sent maintenant dans l'extrême nord du Kivu.

Au fond, quand on réfléchit attentivement sur tout ce qui se dit concernant les causes des massacres de Beni, on ne peut pas ne pas prendre conscience de cet effet de psychose consciemment entretenue. Mais il faut dépasser cette psychose et entrer dans une dynamique d'analyse pour comprendre ce qui se passe. Un fait s'impose à l'esprit : les crimes de masse perpétrés dans la région de Beni s'inscrivent dans un cadre organisé pour imposer au massacre un caractère mystérieux, avec la possibilité d'une multiplicité d'interprétations pour masquer le problème de fond.

Ce problème de fond, c'est l'ordre global qui régit la politique, l'économie et la culture des peuples de la région des Grands Lacs. Quelle que soit la cause réelle, plausible ou purement fantasmée et délirante de la situation qui choque aujourd'hui nos consciences d'êtres humains, on n'y comprend rien de fondamental si on n'analyse pas les lignes directrices de la politique, de l'économie et de la culture dans l'espace des Grands Lacs, notamment au Rwanda, au Burundi, en Ouganda et en RD Congo. C'est dans les mailles de ces réalités vécues, tissées comme une toile d'araignée empoisonnée qu'il sied de penser correctement ce que Beni symbolise dans la logique de mort qui s'y exprime.

### **Dans l'ordre politique de plomb**

Du point de vue politique, il est clair que tous les pouvoirs qui dirigent les pays des Grands Lacs et en assurent la gouvernance sont des pouvoirs autoritaires : des chefs dont le système de dictature, *hard ou soft*, noyaute tout et impose à toutes les populations ses rythmes, ses volontés et son autisme face aux attentes du peuple. Aucun débat véritablement démocratique n'y est possible, encore moins l'exigence d'alternance non sanglante. L'image la plus caricaturale de ce qui s'y passe, c'est le Burundi aujourd'hui livrée à la folie de ses propres dirigeants. Tout l'espace des Grands Lacs vit dans la même logique, malgré les accalmies qui cachent les tremblements de profondeur. On a beau s'émouvoir de tout ce qui s'y perpète comme crimes, forfaits, destructions funestes, effondrements des droits humains ou phénomènes de destruction massive, tant que l'ordre global qui y structure la vie échappe à toutes les aspirations des peuples aux principes de la démocratie politique comme norme de construction d'une société de liberté, de débats ouverts et de possibilités d'alternance, on passe à côté du vrai catalyseur des phénomènes comme ceux de Beni.

Plus exactement, il faut dire que c'est la politique de systèmes autoritaires *hard ou soft* dans la région des Grands Lacs qui rend possible les causes que l'on présente pour expliquer la situation de Beni.

Dire que ce sont les ADF NALU qui massacrent les populations dans cette ville et aux alentours, c'est reconnaître qu'il existe une situation générale qui génère des révoltes et des rébellions dont personne ne peut contrôler les méthodes d'action, surtout si ces méthodes sont pensées en termes de guerre et de moyens de se faire connaître. Les massacres en série des innocents deviennent possibles comme stratégies infernales pour occuper l'espace médiatique et satisfaire des instincts de destruction massive chez des tueurs formatés pour de telles besognes.

Dire que ce sont les « Nande qui massacrent les Nande », c'est reconnaître qu'un principe de fragmentation politique de la société congolaise divise le pays contre lui-même, frère contre frère, en fonction d'intérêts qui peuvent conduire à l'absurdité des massacres des innocents. On reconnaît en fait que l'on vit dans une politique insensée qui aboutit à l'impensable, si l'on se réfère à ce qu'être frère signifie dans nos traditions africaines.

Dire que les forces armées congolaises organisent elles-mêmes le carnage de Beni pour les intérêts propres des généraux et des colonels engagés dans des business très lucratifs qui ne peuvent s'organiser que dans un chaos absolu, c'est reconnaître que l'esprit des casernes qui fait vivre les Etats des pays Grands Lacs n'est pas indemne de tout dérapage de l'ombre. Que les massacres de Beni se perpétrent souvent la nuit, ou sous l'effet de surprise en plein jour, montre comment les régimes fondés sur les renseignements cachés et la surveillance forte des populations donnent à ceux qui en animent les ressorts la possibilité de devenir des criminels de l'ombre, tellement ils connaissent eux-mêmes les rouages du système en dehors de tout contrôle démocratique. Maîtres du système autoritaire, ces militaires deviennent capables de contourner le système dans une logique des ténèbres. C'est cette logique politique ténébreuse qui se déploie à Beni et qui peut exploser à tout instant dans tous les Etats de dictature ouverte ou feutrée. Donner un pouvoir illimité à la *Grande Muette*, elle finit par parler de manière inattendue et échapper, comme Frankenstein, à ceux qui l'ont fabriquée selon leurs intérêts.

Arriver à dire que le Président de la République est Maître d'œuvre de ce qui se déroule dans l'extrême nord du Kivu, c'est indiquer jusqu'où les régimes autoritaires peuvent aller, selon l'imaginaire populaire. Il n'y a que dans des Etats qui maintiennent leur pouvoir par le poids des armes sans égard pour l'opinion du peuple que l'hypothèse même d'un Chef d'Etat qui

tue son propre peuple est envisageable. Jamais une telle vision des choses ne pourra voir le jour dans une démocratie.

Lorsque la perspective du djihadisme international s'ouvre dans la réflexion du gouvernement congolais sur la cause de la situation macabre de Beni, nous sommes devant un aveu : le système politique sent sa chape de plomb sur le pays éclater et il crie au secours face à la communauté internationale. C'est cela qui arrive toujours quand les régimes autoritaires sentent leur autorité s'effriter face aux rébellions. Ils crient au complot et à l'agression, sans jamais se demander ce qui, en eux-mêmes, a conduit à l'implosion de leur pouvoir.

### **Dans une économie de prédation et d'inspiration tribaliste**

Ce qui frappe dans l'économie comme champ global de la gestion des pays des Grands Lacs, c'est son orientation complètement inégalitaire où la part du lion est entre les mains du chef, de sa famille, de sa tribu et de son entourage politique au détriment de la population, ou presque. Il suffit de regarder comment les proches des présidents dominant les rouages économiques et s'enrichissent de manière ahurissante aux yeux du petit peuple pour se rendre compte que l'accaparement des richesses nationales entre les mains de quelques personnes conduit à une instabilité dont l'horizon ne peut être que la guerre sous toutes ses formes, qu'il s'agisse de guerre civile, du terrorisme ou des massacres insensés comme stratégies de déstabilisation de ceux qui sont au pouvoir.

De plus, les disparités de richesses entre les pays des Grands Lacs et l'impossibilité de mettre sur pied une politique d'ensemble du partage paisible de ces richesses dans des institutions économiques communes crédibles développe l'esprit de prédation et d'exploitation où certaines nations se servent de la guerre pour animer l'économie du chaos à leur bénéfice. Et dans cette économie du chaos et du désordre chez le voisin, tout devient possible. Les chefs militaires peuvent se transformer en bandits de grand chemin ; les multiples groupes armés peuvent se disséminer partout et semer la terreur ; la logique djihadiste peut faire des émules ; les pouvoirs politiques peuvent se transformer en force de carnage pour des intérêts de toutes sortes, même les paisibles citoyens en apparence peuvent se transformer en tueurs sans foi ni loi. C'est la jungle qui s'installe et l'insécurité se propage au point de devenir un mode d'être.

Quand on vit dans un climat d'insécurité chronique, il est difficile de voir quelle est la vraie cause de ce que l'on vit et qui en est le chef d'orchestre ; ceux qui profitent de l'économie du chaos la transforment en dictature de la terreur.

Comme les inégalités conduisent au chaos, la seule forme de structuration de la vie dans l'insécurité est de faire de la logique tribale le mode de vie tant soit peu normal et parfois même de doter la tribu des forces d'autodéfense qui seront tentées de se transformer en puissance d'attaque pour éviter d'être envahis par la présence des allogènes que l'on accuse de tous les maux, avec tous les noms d'oiseaux. On décide de défendre sa terre, de défendre son identité et de défendre sa parcelle de pouvoir.

C'est ainsi qu'à tout moment, les massacres sont attribués aux agresseurs qui viennent d'ailleurs ou qui appartiennent à d'autres sphères de vie : les sphères des ennemis que l'on cherchera aussi à massacrer par la suite.

Dans les pays des Grands Lacs, cette logique embrase la vie entre tribus à l'intérieur des Etats comme elle dégingue les relations entre les Etats. Certains Etats en profitent pour intensifier par la guerre l'économie du chaos en entretenant des rebellions et des révoltes chez les voisins. On trouve ainsi des rebelles ougandais et rwandais au Congo, des rebelles congolais en Ouganda, des rebelles burundais au Rwanda et au Congo, des rebelles rwandais au Congo, tout cela dans une géopolitique meurtrière où les dimensions économiques et stratégiques ont une place importante.

Le comble dans ce contexte, c'est de constater que les dimensions et les stratégies en question servent des intérêts à court terme, sans projet global du bonheur partagé qui garantirait une paix heureuse dans la région. L'économie devient une économie permanente de guerre, avec tout ce que cela comporte de crimes, de carnages, de massacres et de déstabilisation permanente.

On ne comprendrait pas vraiment ce qui se passe à Beni si on sépare cela de l'économie du chaos et de toutes les pesanteurs mortifères qu'elle comporte. Il ne s'agit pas ici de dire que c'est le chaos économique entretenu qui est la cause des massacres, mais qu'il en est largement le catalyseur dont les fureurs peuvent embraser d'autres foyers d'insécurité et d'instabilité.

### **Dans une culture traumatique et les pesanteurs des mentalités destructrices**

L'autre catalyseur de l'esprit destructeur, c'est la culture que les régimes autoritaires, l'économie du chaos et ses ramifications tribales ont créée dans la région des Grands Lacs. Il existe aujourd'hui une identité meurtrière qui se déploie et s'auto-régénère au point de devenir le fond le plus virulent du vécu des individus et des communautés. On trouve dans tous les milieux cette dynamique de l'esprit meurtrier. Malgré la multitude de colloques, symposiums, ateliers de réflexion et séances d'animation éducative, rien



n'arrive à casser les ressorts des haines et la volonté d'anéantissement de l'humain. Cela signifie que les communautés et les personnes ont subi des traumatismes qui les ont complètement changées, désarticulées mentalement et rendues fondamentalement immorales.

On comprend que face à la question de savoir quelles sont les causes de la tragédie de Beni, les réponses ressortissent à une psychologie traumatique qui voit des tueurs partout : les Ougandais, les Rwandais, l'armée congolaise, les Nande eux-mêmes, les tribus voisines ainsi que le pouvoir politique. On voit des tueurs partout parce qu'on les a déjà à l'intérieur de soi-même et qu'ils sont devenus une part de soi-même. La question est de l'ordre de la psychologie collective où le meurtre ne relève plus du mal, de l'inhumain et de l'immoral, mais plutôt de la vie normale où carnages et massacres font partie du quotidien. On les traite comme de faits divers qui viennent et passent en attendant d'être remplacés par d'autres faits divers.

Si la tragédie de Beni semble révolter les populations à un certain degré de conscience, il ne faut pas croire que cela signifie que l'on a décidé de mettre fin à cette barbarie. C'est seulement la récurrence de son déploiement et le caractère de provocation pour narguer le Congo tout entier qui choquent. Il est possible que les Nande, à bout de patience face à la léthargie des pouvoirs publics, en arrivent à créer eux-mêmes une armée tribale pour se défendre, même sans savoir exactement contre qui ils doivent se défendre. L'important sera d'avoir leur force de frappe à eux, comme on le voit dans certains villages où leur colère s'est déjà déchaînée contre les Hutu accusés de vouloir traverser le pays nande pour aller en Ituri occuper de nouvelles terres, au prix de massacres qui engendreront des contre-massacres nourrissant indéfiniment la culture des traumatismes sans fin et des haines meurtrières.

### **Agir maintenant**

Faute de pouvoir agir directement sur les auteurs des massacres dont il est difficile d'éclairer l'énigme de leur identité et de leurs motivations à l'état actuel de la tragédie de Beni, il est aujourd'hui indispensable de s'attaquer aux catalyseurs globaux de cette tragédie en orientant la lutte vers les facteurs politiques, économiques et culturels sans lesquels ce qui arrive à Beni ne se produirait pas et ne risquerait pas de se produire encore dans d'autres villes et villages du Kivu et d'autres régions du Congo.

Une chose doit être dite avec clarté : Beni est un problème global qu'il convient de prendre globalement dans ses enjeux politiques, économiques et culturels dans la région des Grands Lacs. On ne peut l'aborder

globalement qu'en proposant des orientations d'ensemble qui interpellent les personnes, les communautés et les institutions.

Il faut considérer avant tout la question de la culture meurtrière et les traumatismes qu'elle a semés dans les esprits. On comprendra que la solution primordiale à une tragédie comme celle de Beni demande une implication profonde des sciences humaines pour comprendre ce qui se passe et agir de manière féconde. Plus particulièrement, au lieu de penser que la solution est militaire, il est bon de se concentrer sur la psychologie de l'Homme des Grands Lacs et toute la socio-anthropologie qu'elle induit. En fait, avant de se consacrer à mobiliser les armées, FARDC, MONUSCO ou brigade internationale, on serait bien inspiré de mobiliser les psychologues, les psychiatres et les motivateurs psychologiques traditionnels pour travailler le mental des populations et rendre possible un travail d'éducation qui s'ancre dans les profondeurs de la société et engage les hommes et les femmes à changer leur être en profondeur.

Aujourd'hui, cette perspective des profondeurs est plus que jamais urgente. Jusqu'ici, l'approche privilégiée dans le contexte global des pays des Grands Lacs s'accroche au côté visible, superficiel et accessoire qui a mis au centre de l'action les armées et les animateurs de la paix formés pour des enquêtes quantitatives aboutissant à des conclusions qui n'ouvrent pas sur les pathologies sociales de fond. Pour avoir négligé la psychologie, l'anthropologie et la sociologie comme voies indispensables pour transformer les personnes, les communautés et les pays, on nage dans le vide et les problèmes restent intacts. Le temps de la psychologie, de l'anthropologie et de la sociologie de la paix est arrivé : l'heure de la guérison de l'être de l'Homme des Grands Lacs. Si l'on veut éviter des tragédies comme celles de Beni, il faut impérativement s'engager sur cette voie de mobilisation des Sciences humaines et sociales pour une action éducative profonde sans laquelle l'agitation militaire n'est qu'un coup d'épée dans l'eau.

Parler globalement de l'Homme des Grands Lacs, c'est regarder aussi du côté de la vision et de l'organisation de la politique comme champ de la gestion et de la gouvernance des pays et des communautés. On doit être clair à ce niveau : ce ne sont pas des régimes autoritaires et dictatoriaux qui changeront les structures mentales profondes des populations aujourd'hui. Bien au contraire. Dans la mesure où les politiques dictatoriales sont souvent liées à la domination des ethnies les unes sur les autres et à l'exacerbation des haines tribales qui se nichent dans les inconscients et dans les consciences des hommes, il est impensable que les pulsions de vengeance et les affects de violence n'opèrent pas pour forcer le destin

afin que le tour des dominés à diriger l'Etat arrive aussi, sans référence à une quelconque compétence ni à une quelconque éthique. Quand l'ordre politique est perçu globalement comme un ordre d'humiliation, l'appel aux carnages et aux massacres n'est pas loin. Dans leur histoire immédiate, la RDC, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi sont des exemples vivants des catastrophes causées par des politiques d'humiliation. Si la région des Grands Lacs est devenue terre de génocides, d'exterminations massives de populations, d'épurations ethniques et de profanations des vagins dans de violents à grande échelle où la vie est détruite par toutes les techniques de dévalorisation des êtres, c'est dans les tissus mêmes des politiques menées que réside le fond du problème.

Comment arriver à une politique de paix entre les pays et les ethnies ? Par le choix d'une démocratie véritable à l'intérieur de nos pays et d'une diplomatie ouverte à la coopération pour créer et faire vivre des institutions supranationales performantes. Disons-le autrement : seule une politique de valorisation de l'interculturalité démocratique et de la construction de grandes sphères de collaboration économique au-delà des frontières ouvre un chemin de paix véritable. Une telle politique exige une éthique de la vérité sans méfiance et de la solidarité sans arrière-pensée que l'on devra à tout prix instaurer aujourd'hui, en dehors de tous les conflits entretenus par des visions politiques autocratiques parcellaires dont le fruit est la guerre ou la logique des massacres. Nos chefs d'Etat sont-ils en mesure d'orienter leurs actions dans cette direction ? Il ne faut pas seulement le souhaiter. Il faut que les peuples s'organisent pour faire pression sur les responsables politiques. La politique de la paix dépendra alors de la volonté de paix dans les populations elles-mêmes comme forces de changement.

D'où l'importance d'une action pour une économie du bonheur partagé qui permette à toutes les populations de se déployer en toute liberté sur toute la zone géographique couverte par nos pays en vue d'y créer des richesses matérielles et immatérielles, d'y ouvrir un grand marché commun et d'y construire une communauté de destinée organisée autour des valeurs du vivre-ensemble et des normes juridiques respectées par tous.

On éviterait ainsi des actes de prédation, d'exploitation, de vol organisé au niveau des Etats, tout cela qui conduit nos pays à soutenir les rébellions les uns contre les autres et à rendre possibles les massacres perpétrés par des groupes armés comme les FDLR, la LRA ou l'ADF-NALU dans une économie du désordre chaotique dont l'insécurité est le mode d'opération privilégié.

## **Conclusion**

Dans cette réflexion, j'ai voulu montrer ce que la tragédie de Beni révèle sur l'Homme des Grands Lacs et sur l'esprit des populations dans le contexte politique, économique et culturel global qui domine la vie des peuples de la RDC, de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi.

Ces pays vivent dans un cadre surchargé de catalyseurs de conflits, de guerres, de tourmentes et d'agitations sur lesquels il est urgent d'agir de manière globale afin de penser et de construire un avenir de paix. Cette action ne peut pas être d'ordre militaire, encore moins d'ordre de l'enferment dans les politiques autoritaires, dans l'économie de prédation et dans la culture d'identités meurtrières. Elle demande une géopolitique nouvelle et une nouvelle géostratégie qui mobilisent les forces éducatives nourries par les recherches et les limons des sciences humaines.

Cette perspective n'est pas celle d'une réponse immédiate ni d'une vision des problèmes à court terme, mais une grande orientation d'ensemble pour une philosophie globale de la transformation sociale dans la région des Grands Lacs.

La réponse vraiment fertile à la tragédie de Beni devra aller dans ce sens. Essentiellement.

*Goma, décembre 2016*

# Opérations militaires contre les ADF à Beni : « Entre prestige et humiliation de l'Etat »

*Par Jaribu Muliwavyo  
Assistant à l'Université de Goma  
Député provincial élu de Beni*

## Introduction

Le vendredi 24 octobre 2014, lors du passage à Eringeti, de M. Richard Muyej Mangej, alors Ministre de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires Coutumières, accompagné de M. Julien Paluku Kahongya, Gouverneur de la Province du Nord-Kivu, après le massacre de 84 civils par les ADF, ce responsable national de la sécurité intérieure s'était exclamé en ces termes : « *Je ne sais pas s'il y a des mots pour exprimer notre état d'âme. Ce qui est arrivé est grave, c'est un coup fort pour la nation. Je ne manquerai pas de dire que c'est une humiliation... ça fait la honte à la République... il nous faut absolument relever les défis* ».

Dans le même cadre de compassion aux victimes des massacres, le Nonce Apostolique Luis Mariano Montemayor s'est rendu à Mbelu, au quartier Rwangoma, commune Beu en ville de Beni où un autre massacre dont le bilan n'avait pas été révélé<sup>1</sup>, venait de se dérouler le 13 août 2016. Arrivé au lieu des massacres, il dénonce : « *le silence honteux autour des tueries de Beni...* ». Cet envoyé de Jorge Mario Bergoglio, Pape François, ajoute que : « *Nous voulons voir concrètement comment faire vivre le travail de protection de la population... Il faut également la volonté politique du gouvernement de faire mieux...* ».

L'on ne cesse de se demander pourquoi les vastes opérations militaires impliquant conjointement la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo (MONUSCO) et les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) mais quelques fois aussi les Forces pour la Défense du Peuple Ougandais (UPDF) ne parviennent pas à démanteler les bastions des rebelles ougandais des Forces Alliées Démocratiques (ADF). Non seulement les populations locales sont en proie

---

<sup>1</sup> Le Gouvernement de la RDC parle de trente-six morts, la société civile évoque cinquante et un morts tandis que l'opposition parle d'une centaine des morts dont une grande partie jetée dans la rivière Semuliki.

à des kidnappings et assassinats aux allures terroristes puisque tués à la hache et à la machette, mais aussi les ADF et leurs ancêtres de la National Army for the Liberation of Uganda (NALU) ont imposé « une zone grise »<sup>2</sup> sur un espace considérable du territoire national congolais depuis bientôt trente ans<sup>3</sup>.

Cet exposé se veut être une critique systématique de la dynamique des opérations militaires déjà déployées dans la région de Beni pour éradiquer les ADF. Il s'appuie sur des interviews, des déclarations et autres documents en rapport avec l'histoire immédiate du phénomène ADF.

En plus de l'introduction et de la conclusion, ce papier s'articule sur trois points : la présentation critique de ces opérations, une brève discussion sur l'opération « *Safisha Ruwenzori* » et l'évaluation de l'opération « *Sokola 1* ».

### I. Présentation critique des opérations militaires contre les ADF

La présence des rebelles ADF dans la région du Ruwenzori où les conflits armés sont de plus en plus résiduels a déjà fait l'objet de plusieurs opérations militaires. Ces opérations sont listées dans le tableau ci-après :

**Tableau 1. Récapitulation des opérations militaires dans le Ruwenzori**

Operations	Objectifs	Résultats	
		Forces	Faiblesses
<b>1. Ruwenzori</b> Le 2 août 1986-1996	Mater la poussée des rebelles du PLC/ et plus tard de la LDC qui conquirent la quasi-totalité de la région	-Reconquête de la région par les FAZ ; -Expulsion de quelques Chefs rebelles ougandais ; -Reddition de certains chefs rebelles zaïrois avec leurs troupes ; -Réinstallation des autorités politico-administratives ;	-Création de la NALU ; -Pillages des biens de la population par les FAZ ; -Extorsion et rançonnement ; -Incendie de 462 maisons dans les villages se situant entre Kasaka et Museya; -Braconnage organisé par les FAZ ; -Climat de méfiance entre les FAZ et la

<sup>2</sup> Les zones grises sont des espaces géographiques caractérisés par une insécurité récurrente et un déficit de contrôle étatique. Ce sont des régions instables investies par des organisations hors-la-loi. Pour plus d'éclaircissement, lire :

- Philippe Moreau Defarges., « La gestion de zones grises », in *Rams*, Paris, 2003n pp59-70 ;
- Gaidz Minassian, *Zones grises. Quand les Etats perdent le contrôle*, éd. Autrement, Paris, 2011, p17.

<sup>3</sup> Jaribu Muliwavyo, La dynamique du phénomène rebelle dans le Ruwenzori à la frontière Congolo-Ougandaise : Autopsie de la rébellion ADF-NALU, in *Annales de L'Unigom*, Vol V-N°6, Goma, Décembre 2014, pp.76-106

Operations	Objectifs	Résultats	
		Forces	Faiblesses
			population locale ; -Retranchement de quelques chefs rebelles en Ouganda ;
<b>2. Mountain sweep</b> (Balayer la montagne) Le 27 avril 1998	-Sécuriser les frontières entre la RDC et l'Ouganda ; -Combattre la rébellion des ADF	-Ratissage de la région et intégration au sein des FAC des résidus des militaires des FAZ en cachette	-Cas d'enlèvements et assassinats perpétrés par les ADF ; -Incendie volontaire d'une grande partie de la forêt naturelle du Ruwenzori par l'UPDF et les FAC à la recherche des ADF ; -Naissance d'une nouvelle rébellion : le RCD ; -Ouverture de nouveaux maquis vers le nord de la région de Ruwenzori à Watalinga et à Beni-Mbau dont Madina (1999).
<b>3. North Night final</b> (Dernière nuit du Nord) Le 25 décembre 2005	-Pousser les ADF à adhérer aux programmes DDRRR et d'amnistie ; -Traquer les combattants ADF réfractaires à ces programmes.	-Découverte de plusieurs indices de collaboration entre les ADF et certains officiers tant des FARDC que de l'UPDF -Implication de la MONUSCO dans la traque des ADF au moyen de ses hélicoptères de combat ; -Documentation et publication par les experts de l'ONU des structures et organisation des ADF.	-Eparpillement des ADF dans les villages et forêts en Secteur de Beni-Mbau et en Chefferie des Watalinga ; -Implication des ADF dans le commerce frontalier de l'or, du bois, du café et de la papaine ; -Relâchement de la traque.
<b>4. Safisha Ruwenzori</b> (Nettoyer le Ruwenzori) Le 28 juin 2010	-Eradiquer l'activisme des ADF ; -Mettre en application les Accords de	-Destruction du quartier général des ADF à Mughalika ; -Arrivée des délégations	-Naissance et résurgence des groupes armés locaux (URDC, FRPI...);

Operations	Objectifs	Résultats	
		Forces	Faiblesses
	Ngurundoto ; -Sceller l'amitié J.Kabila – Y. Museveni avant la célébration de la fête du cinquantenaire de la RDC, le 30 juin 2010	gouvernementales en mission d'encouragement aux FARDC et de réconfort à la population de Mutwanga ; -Installation des bases de la MONUSCO à Mutwanga et à Kamango.	-Incendie du Chef-lieu du Secteur de Ruwenzori par les ADF en riposte contre les opérations ; -Déplacement massif de la population du secteur de Ruwenzori et du Graben des Bashu.
<b>5. Radi strike</b> (Coup de foudre) Le 20 mars 2012	Désarmer par la force les ADF et autres groupes locaux (FOLC, FRPI, MRC, URDC, mayi-mayi–Eric Kenzo, mayi-mayi-Kavawaseli).	-Participation de la délégation d'Eric Kenzo au dialogue social d'Oïcha, -Reddition du Colonel David Lusenge de l'URDC en janvier 2013 ; -Arrestation du Général Kakolele, Chef du MRC ; -Reddition du Commandant Kavawaseli.	-Multiplication d'actes ignobles contre la population civile par les ADF (enlèvements, kidnappings, assassinats par décapitation, vols) ; -Grande campagne de recrutement des ADF à l'intérieur comme à l'extérieur de la RDC ; -Fermeture des axes routiers Mbau-Kamango et Eringeti-Kainama ; -Attaques contre les hélicoptères et les cibles de l'ONU (MONUSCO).
<b>6. Sokola 1</b> (Nettoyer 1) Le 16 janvier 2015	-Sensibiliser les ADF à déposer les armes sans condition ; -Sensibiliser les Congolais ayant adhéré aux ADF de se désolidariser d'avec les Ougandais ; -Libérer les otages des ADF ; -Arrêter le cycle des enlèvements, des kidnappings, d'assassinats et toute autre forme de	-Réouverture de la route Mbau-Kamango ; -Libération et/ou évocation de certains otages ; -Reddition du Général dissident Hilaire Kombi de l'URDC ; -récupération de tous les quartiers généraux des ADF par les FARDC ; -Capture et/ou	-Emergence du terrorisme dans la région de Ruwenzori ; -Développement de la guérilla par les ADF ; -Plusieurs assassinats au sein de la population civile ; -Division au sein du leadership local ; -Arrestation arbitraire des leaders locaux ;



Operations	Objectifs	Résultats	
		Forces	Faiblesses
	répression sur la population congolaise ; -Mettre fin à la présence des ADF en RDC	reddition des plusieurs combattants ADF ; -Coupure des réseaux d'approvisionnement des ADF ; -Publicité et dénonciation du phénomène ADF au plan international ; -Déménagement des endroits jadis occupés par les ADF ; -Fuite de Jamil Mukulu, leader spirituel des ADF suivi de son arrestation en Tanzanie en Mai 2015 ; -Découverte des fosses communes ; - Capacitation des FARDC à la guérilla et en matériel de guerre.	-Division au sein de la société civile ; -Immigration et installation désordonnée des populations d'expression kinyarwanda. - Assassinats du Colonel Mamadou Ndala Moustafa et mort inopinée du Général Jean Lucien Bauma Ambamba dans des circonstances jusqu'à non élucidées.

Comme il ne sera pas facile de revenir sur les six opérations, l'analyse va plus porter sur deux opérations : *Safisha Ruwenzori* et *Sokola I*. La première pose les jalons sur les facteurs de l'échec dans toutes les autres qui ont précédé tel que récapitulés dans le tableau 1. La seconde permet de discuter de l'histoire du temps présent et donc de l'actualité sur ses écueils ainsi que ses conséquences sur la population civile.

## II. L'opération Safisha Ruwenzori

Le caractère géostratégique de la région du Ruwenzori, ses richesses, sa position frontalière, son histoire culturelle favorisent la permanence et la persistance du phénomène ADF. C'est pourquoi, l'opération Ruwenzori prise parmi toutes celles qui y ont été organisées pour la traque des ADF, constitue un modèle type non seulement de la persistance de ces inciviques ougandais mais aussi la preuve de l'existence d'un réseau important impliquant plusieurs acteurs et facteurs qui lient les ADF à leur zone d'influence.

L'opération Ruwenzori est officiellement et unilatéralement lancée le 25 juin 2010 à la veille de la célébration du cinquantenaire de l'indépendance de la RDC où le Président J. Kabila devait inviter ses homologues en général et en particulier le Président ougandais Yoweri Kaguta Museveni. Pour un observateur de l'ONU au Nord-Kivu, cette opération «*est essentiellement destinée à faire plaisir à Museveni et pour ce faire lui ôter le prétexte de menace imminente d'entrer au Congo alors qu'on s'approche des festivités cinquantennaires de l'indépendance du pays fixées au 30 juin 2010 et des échéances électorales de 2011*»<sup>4</sup>.

L'armée congolaise avait indiqué que cette opération devait se poursuivre jusqu'à la «neutralisation complète»<sup>5</sup> de ces rebelles qui avaient refusé de désarmer malgré la promesse d'un rapatriement en Ouganda, leur pays, assortie d'une garantie d'amnistie. L'on a en même temps signalé la complicité de certains officiers FARDC et UPDF dans un circuit maffieux en collaboration avec les ADF.

Ce désordre au sein des FARDC ainsi que la pesanteur externe de l'Ouganda qui exigeait son implication directe dans les combats contre les ADF ne pouvaient pas faciliter une bonne préparation des opérations.

Des infiltrations des ADF continuaient à être signalées tant en Ouganda qu'en RDC. L'Ouganda accusa de nouveau le gouvernement de Joseph Kabila et la Monusco de relâcher la pression sur les ADF et de faciliter leur réorganisation. Ce qui fait que l'Ouganda décida de positionner ses troupes sur les hauteurs du Mont Ruwenzori à l'intérieur de la RDC.

A l'issue de la réunion tenue à Lamia le 29 juillet 2009, traitant de cette question, le Mwami Roger Saa-Mbili Bamkoka de la Chefferie des Watalinga écrit que «*les Ougandais ont toujours justifié leur présence sur les hauteurs du Mont Ruwenzori, en violation des lois internationales, par les accusations selon lesquelles les Congolais hébergent leurs ennemis à Eringeti, Bovata, Kikingi et ailleurs. Cet argument sert de prétexte presque légitime, pour agresser la RDC*»<sup>6</sup>. Rappelons par contre que le Président ougandais avait déjà déclaré la «défaite» des ADF en avril 2001, en marge de plusieurs interventions militaires de l'UPDF pendant les deux guerres d'agression en 1996-1997 avec l'AFDL et en 1998- 2003 avec le MLC, le RCD et RCD-KML.

---

<sup>4</sup>Interview nous accordée par un haut fonctionnaire de l'ONU (Monusco) à Goma, le 14 juillet 2010.

<sup>5</sup>International Crisis Group, *L'Est du Congo : la rébellion perdue des ADF-NALU*, Briefing Afrique n°93, Nairobi/Bruxelles, 19 Décembre 2012.

<sup>6</sup>Résolution de la rencontre mixte autorités du district de Bundibugyo et du territoire de Beni tenue à Bundibugyo en date du 15 Décembre 2006.

Dans un tract intercepté par la population d'Eringeti, les rebelles ADF accusaient les militaires aussi bien congolais qu'ougandais d'être impliqués dans le circuit de trafic de l'or, du bois et du café en échange de matériels de guerre. Et dénonçaient ce qu'ils qualifiaient d'acharnement contre eux. Les ADF résistèrent à l'offensive des FARDC.

Après une certaine accalmie, entre 2005 et 2007 l'exploitation du bois et le trafic de l'or prirent de l'ampleur au point de bloquer les opérations de traque contre ces rebelles ougandais des ADF. Ce qui leur a facilité de récupérer leurs anciennes positions et d'étendre leur zone d'influence. C'est dans cette foulée qu'on peut situer l'attaque du 25 avril 2010 contre le Centre de Brassage et de Recyclage (CBR) de Nyaleke, à 7 km de la ville de Beni, au cours de laquelle une coalition ADF-Mayi Mayi avait massacré femmes et enfants appartenant aux familles militaires. Ceci obligea le gouvernement de la RDC à relancer les opérations contre les ADF, l'opération « *Safisha Ruwenzori* » est née.

Selon le Général Vainqueur Mayala<sup>7</sup>, cette offensive lancée le 27 juin 2010 avait permis aux troupes congolaises de récupérer Mughalika, le quartier général des ADF, dans le Graben, en chefferie des Bashu. Ce camp permettait aux ADF de se nouer d'importantes lignes logistiques notamment avec la ville commerciale de Butembo. Dans leur riposte, dans la nuit du 27 au 28 juin, soit la veille de la célébration du cinquantenaire de l'indépendance de la RDC, le 30 juin 2010, les ADF attaquèrent et incendièrent le bâtiment du bureau administratif ainsi que la résidence officielle du Chef de secteur Ruwenzori à Mutwanga<sup>8</sup>. Ils y furent 9 morts dont 7 civils et 2 policiers. Cette attaque provoqua un déplacement de 100.000 personnes vers Bulongo et Beni.

Le 31 juillet, à la veille de la visite du Ministre congolais de la Défense, Mwando Nsimba, à Beni et Mutwanga, des tracts signés par les ADF, le 23 juillet 2010, furent ramassés. Ceux-ci dénonçaient les exactions contre les ADF par les FARDC. Ces tracts<sup>9</sup> accusaient, comme ceux d'Eringeti, certains officiels de ne pas respecter « les arrangements » qu'ils auraient conclus avec elles. Ces accords leur autorisaient, selon les ADF, le séjour en RDC à condition de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures congolaises. L'écho de ces tracts fit des tollés en Ouganda qui décida de réorganiser

---

<sup>7</sup> Jaribu Muliwavyo, « Analyse des politiques d'éradication de la rébellion des ADF-NALU dans le Ruwenzori », in *CSSAP*, N°5, Goma, août 2016, pp. 16-36.

<sup>8</sup> Visite du lieu des événements et participation aux cérémonies funéraires de 9 victimes à Mutwanga le 28 juin 2010.

<sup>9</sup> Mémoire adressé au Gouverneur de la Province du Nord-Kivu par la notabilité de Mutwanga sollicitant l'installation d'une base de la MONUSCO pour sécuriser la population civile du secteur de Ruwenzori, Mutwanga, le 14 juillet 2010.

quelques rebelles pour se mettre aux aguets. Deux lettres manuscrites furent découvertes par les services spécialisés de la RDC au poste de Kasindi. L'on pouvait lire dans leur rapport : *« il se répand en effet en Territoire de Beni, des rumeurs selon lesquelles un mouvement subversif susceptible de déstabiliser la contrée voire même la Province ou le pays entier se prépare en Ouganda. Il s'agit d'un certain mouvement rebelle entretenu par une coalition d'ex-combattants issus du mouvement Mai-Mai/Ruwenzori et de l'ex-APC. Les précités ont adressé l'une des lettres au ministre ougandais de la défense et l'autre à un officier de renseignement ougandais à Mpondwe. Dans ces deux lettres, ce nouveau mouvement rebelle, baptisé Forces Œcuméniques pour la Libération du Congo FOLC en sigle, sollicite du Gouvernement ougandais un appui en armes, en hommes, en vivres, en médicaments, et un centre d'entraînement »*<sup>10</sup>. Heureusement, lors de la prestation de serment du Président Joseph Kabila pour son deuxième mandat en 2011, les relations entre la RDC et l'Ouganda s'étaient renouées. Dans l'autre camp, entre novembre et décembre 2011, les ADF conclurent une série d'alliances à la fois avec les FDLR<sup>11</sup> et le FRPI. Ces alliances permirent à un groupe de combattants ADF de rejoindre le Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) dans la région de Tchabi et Boga peut-être pour se constituer des zones de retrait en cas d'attaque. En cette même période, le Président Kabila ordonna le déploiement d'anciens membres du CNDP dans la région de Beni pour « sécuriser » le scrutin contre une éventuelle attaque des ADF ; l'on ne saura pas dire en faveur de sa réélection. Tout ce qu'il faut dire, c'est que, les anciens rebelles du CNDP avaient à leur tête un commandant originaire de la région qui, pour y avoir opéré notamment au sein des FAZ, dans l'APC et même sous son propre Mouvement Révolutionnaire Congolais (MRC)<sup>12</sup>, jouissait d'une confiance du chef de l'Etat congolais pour faciliter les bons offices auprès des ADF. Dans cette effervescence électorale, « cet officier militaire adhéra au PPRD, parti du Chef de l'Etat »<sup>13</sup>. Accusé d'être de mèche tantôt avec ses anciens compagnons du CNDP qui venaient de faire défection pour le M23, tantôt avec les ADF, il fut arrêté puis ramené manu-militari à Kinshasa. Il sera libéré quelques mois plus tard sans aucun procès.

---

<sup>10</sup>Assemblée provinciale du Nord-Kivu, synthèse des rapports des vacances parlementaires du 07 octobre 2013, in « Annales parlementaires de l'Assemblée provinciale du Nord-Kivu ».

<sup>11</sup>Entretien nous accordé par Abdoul, ancien élément des ADF, détenu à la prison centrale de Kangbwayi/ Beni, le 22-08-2014.

<sup>12</sup>Entretien nous accordé par le commandant B.K, autoproclamé Général des FARDC, Beni, le 5 janvier 2013.

<sup>13</sup> A la lumière de l'article 188 de la constitution de la RDC, les Forces Armées sont républicaines. Elles sont au service de la nation toute entière. Nul ne peut, sous peine de haute trahison, les détourner à ses fins propres. Elles sont apolitiques et soumises à l'autorité civile. A ce titre, les FARDC ainsi que la Police Nationale Congolaise (PNC) ne peuvent pas appartenir à un parti politique.

Dans son adresse à la population du Nord-Kivu, le 1<sup>er</sup> janvier 2012 à l'Hôtel Ihusi à Goma, Joseph Kabila informa les représentants des forces vives de la suspension des opérations militaires au Nord-Kivu. Cet arrêt d'opérations militaires permit aux ADF de reprendre leurs anciens campements de Chuchubo et Makembi, le 1<sup>er</sup> juillet 2011 ainsi que le village Bilimani le 29 juillet 2011. Les ADF consolidèrent leurs blockhaus à l'est d'Oïcha. Les rebelles repoussèrent l'armée congolaise mêlée aux soldats ougandais, et à la MONUSCO à Nadwi, Makoyova I et II, dans le Groupement Banande-Kainama.

De l'autre côté de la frontière en Ouganda, suite aux multiples attaques des rebelles contre les humanitaires, beaucoup d'agences d'aide internationale s'étaient retirées du district de Bundibugyo par crainte de la détérioration de la situation sécuritaire<sup>14</sup>. Ces mêmes pratiques vont s'observer en RDC avec l'enlèvement des agents de Médecins Sans Frontière (MSF) lors des dernières attaques de Kamango en novembre 2013.

Une carte d'identité de l'un de ces quatre agents avait été d'ailleurs retrouvée à Medina pendant l'opération *Sokola 1*. Cette carte avait permis aux services de sécurité de couper court aux spéculations sur l'identité des kidnappeurs dans le territoire de Beni. Désormais l'armée ainsi que l'administration locale savaient orienter les renseignements sur la libération des otages dont le nombre s'accroissait rapidement.

---

<sup>14</sup>Rapport for Refugee Law Project and Save the children, child Protection in the context of displacement : Ntoroko country and Bundibugyo District, Kampala, d2C ; 2004

**Tableau 2. Effectifs d'enlèvements de juin 2010 à août 2013**

Année	Groupement	Village (lieu d'enlèvements)	H	F	Total
2010		Abialose	21	3	24
<b>Sous total</b>			<b>21</b>	<b>3</b>	<b>24</b>
2011	Bambuba Kisiki	Tungudu-Kokola	16	1	17
	Batangi-Mbau	Bilimani-Tedeu	14	6	20
	Cité d'Oïcha	Q. Oïcha 1er, Cel. Hôpital	1	0	1
<b>Sous total</b>			<b>31</b>	<b>7</b>	<b>38</b>
2012	Bambuba-Kisiki	Kamakombu-Abialose-Tungudu	47	7	54
	Batangi-Mbau	Mbau-Centre, Bilimani, Tedeu, Totolito	39	22	61
<b>Sous total</b>			<b>76</b>	<b>39</b>	<b>115</b>
2013	Bambuba-Kisiki	Kamakombu-Silimbamba	165	120	285
	Batangi-Mbau	Mbau III, Mamundioma, Bilimani, Tedeu, Totolito, PK11-PK28 Route Kamango	299	152	451
<b>Sous total</b>			<b>464</b>	<b>272</b>	<b>736</b>
2013	Secteur Watalinga	Bahumu, Bawisa	203	35	238
<b>Sous total</b>			<b>203</b>	<b>35</b>	<b>238</b>
2013	Secteur Ruwenzori	Banyangala.	31	9	40
<b>Sous total</b>			<b>31</b>	<b>9</b>	<b>40</b>
<b>Total général</b>			<b>826</b>	<b>365</b>	<b>1191</b>

*Source : Constitué sur base des messages officiels du service Okapi du Territoire de Beni de 2010 à 2013.*

Ce tableau ne concerne que les enlèvements considérés officiellement comme ayant été effectués par les ADF. En plus de ces cas d'enlèvements répertoriés, d'autres individus avaient été exécutés par leurs ravisseurs. A Oïcha par exemple, le seul cas identifié et le tout premier au chef-lieu du territoire de Beni a été celui du Docteur Paluku Mukongoma, Médecin Directeur de l'hôpital général d' Oïcha, enlevé la journée du 1<sup>er</sup> juillet 2011, alors qu'il était en plein service. Il sera suivi de trois Pères assumptionnistes, enlevés le vendredi 19 octobre 2012 à la paroisse de Mbau, dont les pères Anselme Wasukundi, Jean-Pierre Ndulani et Edmond Kisughu. C'est dans la même série d'enlèvements qu'on peut citer le cas de quatre agents de MSF pendant l'attaque de Kamango, le 11 juillet 2013.

Ces enlèvements obligèrent les autorités congolaises à planifier une nouvelle opération militaire contre les ADF.

### III. L'opération Sokola 1

Une nouvelle planification d'opérations de traque contre les ADF baptisée Sokola I reprit le vendredi 22 novembre 2013, à Goma. Au centre de la réunion tripartite, étaient présents les Chefs des Etats-Majors, les

Généraux Didier Etumba pour les FARDC, Aronda Nyakayirima pour l'UPDF et Alberto Santos Cruz pour la MONUSCO.

A l'issue de cette réunion, les officiels congolais déclarèrent que « *la traque des rebelles va être l'affaire des seules FARDC* » avant de signifier que « *les assises avaient pour unique objectif de prévenir des dégâts collatéraux qui affecteraient l'Ouganda* »<sup>15</sup>.

C'est dans une déclaration de presse que le Colonel Mustafa Mamadou Ndala donne l'objectif de cette opération. Selon lui : « *l'ordre était donné à l'Armée pour libérer nos pères, nos mères, nos frères et nos sœurs qui ont été kidnappés par les ADF. S'ils sont morts nous devons retrouver leurs tombes et même s'ils ont été jetés dans l'eau (rivière Semuliki) nous devons retrouver le poisson qui les a avalés* »<sup>16</sup>.

Les ADF étaient déjà avisés du déluge qui se préparait contre eux. Elles développèrent des stratégies de protection ; les forêts du PNVi, difficiles d'accès leur étaient familières et leur avaient permis de se protéger des différentes attaques.

Le 6 janvier 2014, les FARDC lancent l'opération Sokola1 contre les ADF. L'opération est menée avec un appui logistique limité de la MONUSCO, y compris une mission d'évacuation sanitaire à Goma. Les soldats de la Brigade d'intervention de la MONUSCO furent basés à Mavivi et à Kamango mais ils ne participaient pas à des combats au sol ; sauf au cours du programme « Ulinzi bora »<sup>17</sup> pour la sécurisation de la ville de Beni. Une stratégie opérationnelle de lutte contre l'insécurité à Beni (SOLIB) fut mise sur pied avec mission de renforcer la PNC en formation et en logistique. Elle mit ensemble les éléments de la PNC et ceux de l'EUPOL (Mission Européenne de Police).

Quelques officiers ougandais s'étaient établis à Beni pour le suivi et l'évaluation de l'opération militaire. Le front était organisé sur trois axes, selon l'ordre de bataille (OB) consulté à l'Etat-major des opérations.<sup>18</sup> Ce sont :

- l'axe Mbau- Kamango en passant par Totolito, Mamundyoma, camp Kabila, camp Maître, Mukakati avec un détachement qui déborde

---

<sup>15</sup> Communiqué final de la tripartite RDC-Ouganda-Monusco pour les opérations de traque contre les rebelles Ougandais AFD-NALU, sur Radio Okapi, Goma, le 23 novembre 2013.

<sup>16</sup> Propos du Colonel Mustafa Mamadou Ndala, le 28 Décembre 2013.

<sup>17</sup> Entretien nous accordé par Alasan Samake, Commandant de la Police MONUSCO/Beni, le 22 août 2014.

<sup>18</sup> Entretien nous accordé successivement par : - K.M, Major des FARDC à Mamundyoma, le 09 août 2014 et A.M, Général de Brigade des FARDC, Beni, le 02 Avril 2015.

vers Medina en empruntant les lisières des rivières Lese, Bango et Abianlose sur la rive gauche de la Semuliki ;

- l'axe Tenambo-Bilimani-Kasuku-Mapobu-Silimbamba pour sortir vers Mamundyoma en jonction avec la première troupe ;
- l'axe Eringeti-Nadui-Saasitasaa-Kazaroho-Mokongo ya koba-Medina avec un détachement vers Kwele et le ratissage des bords de la Semuliki pour empêcher la traversée des ADF vers la rive droite pour le Ruwenzori.

L'opération aurait fait des centaines de victimes, principalement parmi les militaires, mais aucune vérification indépendante des chiffres n'a été réalisée. Toutefois, les officiers des FARDC avaient dit au groupe d'experts de l'ONU qu'au 7 mai, les FARDC avaient perdu 217 soldats morts au combat et recensé 461 blessés, parmi lesquels figurait un certain nombre de victimes de tirs fratricides et que 531 combattants ADF avaient été tués depuis le début de l'opération<sup>19</sup>.

Dans une séance de travail tenue à Goma, le 16 août 2016 entre les membres du Conseil Supérieur Militaire de la RDC et les députés provinciaux du Nord-Kivu, le Général Didier Etumba Longila confirmait que : *« Les hommes politiques ne devaient pas accuser les forces armées d'être auteurs des massacres à Beni. Les forces armées ont perdu pour ramener la paix en Beni. Pendant les dix derniers jours de combat intense qui nous avaient permis de mettre un terme à la guerre du M23 à Rutshuru, les FARDC avaient perdu 200 hommes. Par contre, pour prendre Medina, le quartier général des ADF, où résidait le Chef rebelle Jamil Mukulu, nous nous sommes battus contre l'ennemi pendant trois jours sans interruption et nous avons perdu 148 hommes de troupe. Ce qui atteste que la guerre contre les ADF exige plus d'efforts que celle menée contre les M23 en 2013 »*<sup>20</sup>.

Un de « nos enquêtés »<sup>21</sup> affirma que certains dirigeants de la rébellion s'étaient retranchés dans la ville de Beni pour échapper aux attaques des FARDC et que d'autres s'étaient dirigés vers le Nord-Est, dans la région d'Abia et Boga; ainsi que dans la forêt de Mambasa en Ituri.

En avril 2015, un porte-parole du gouvernement ougandais affirma que Jamil Mukulu, chef des ADF inscrit sur la liste noire des criminels recherchés

---

<sup>19</sup> Rapport à mi-parcours du groupe d'experts de l'ONU sur la RDC, New-York, le 19 juin 2014.

<sup>20</sup> Propos du Général d'armée Didier Etumba Longila, Chef d'Etat-major Général des FARDC. Musée de Himbi/Goma, le 16 Août 2016.

<sup>21</sup> Entretien nous accordé par le général-Major Jean Lucien Bauma Ambamba le 21 mars 2014 à l'hôtel Albertine de Beni, quelques jours avant sa mort.



par l'ONU, avait quitté la RDC. « D'autres sources »<sup>22</sup> informaient qu'il se serait retiré vers le Soudan et continuait à donner des ordres à ses hommes au moyen des radios VHF. Son arrestation à Kagezi, à la frontière entre la Tanzanie et le Kenya la nuit du 21 au 22 avril 2015, n'a été annoncée qu'en mai 2015 par le porte-parole du Gouvernement ougandais, Ofwono Opondo. D'autres sources indiquent qu'en réalité pour s'évader, « *Jamil Mukulu avait emprunté l'axe Eringeti-Bunia où il a pris un avion qui l'amena à Goma d'où il est parti avant qu'il ne se retrouve en Tanzanie via le Rwanda* »<sup>23</sup>. Il fut expulsé vers l'Ouganda, le 13 juin 2015.

Cette arrestation aurait bien sûr affecté le mouvement sans pour autant déclencher la fin de l'activisme des ADF. Les enlèvements, les assassinats et autres pratiques terroristes ont continué à être signalés dans la région.

L'arrestation de Jamil Mukulu serait le résultat de la collaboration entre les services spécialisés de la Grande Bretagne et de la Tanzanie. Certains de nos enquêtés pensent que c'est pour dénoncer cette incarcération que les ADF avaient multiplié des attaques contre les Casques bleus. C'est à cette même période qu'un contingent de Casques bleus tanzaniens de la Brigade d'Intervention de la MONUSCO va tomber dans une embuscade, le 5 mai 2015, sur la route Beni-Oïcha. Cet acte ignoble fit deux morts, 13 blessés, 4 disparus et un véhicule incendié. Toutefois, « un rapport des experts du Conseil de Sécurité de l'ONU »<sup>24</sup> accuse plutôt les FARDC pour cette attaque du convoi de la MONUSCO.

Tel que l'indique la figure ci-dessous, les tronçons qui traversent la zone habituellement sous influence des ADF furent de nouveau déclarés « zone rouge » et donc à haut risque pour les usagers. Ce qui fait douter de l'accomplissement et de la réussite des objectifs de départ de l'opération *Sokola 1*.

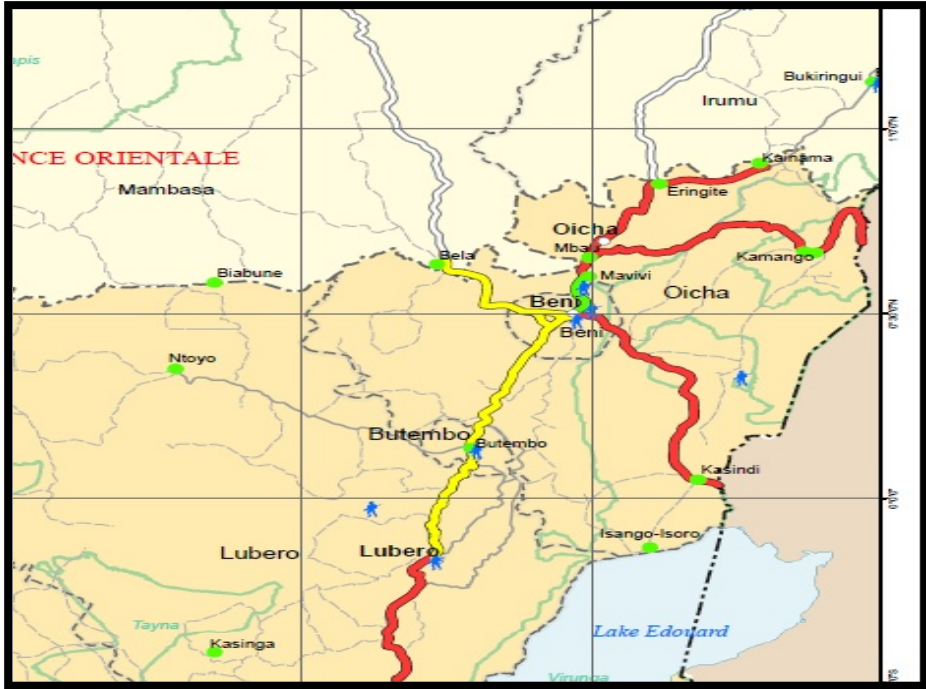
---

<sup>22</sup>Entretien nous accordé par Kambale Ushindi ; un élément ADF-NALU capturé par la population civile d'Oïcha et présenté au Bureau de l'Administrateur du territoire de Beni à Oïcha, le 7 août 2014

<sup>23</sup> Rafiki, Journal Indépendant d'Informations Générales, n° 19-Du 5 mai au 5 Juin 2016.

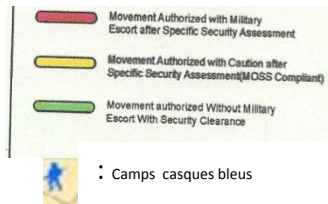
<sup>24</sup> [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr), lu le 5 Février 2016

Figure de la morphologie sécuritaire de la région du Ruwenzori après l'arrestation de Jamil Mukulu



Source : Rapport de monitoring de la section sécurité MONUSCO/Nord-Kivu, juin 2015

**Légende :**



Quatre raisons justifient la résurgence des exactions des ADF contre la population civile ainsi que la régression de la puissance des FARDC.

1. A la mort du Général Jean Lucien Bahuma Ambamba, les hommes de troupes étaient démotivés, les militaires FARDC qui étaient en première ligne des combats n'arrivaient pas à digérer cette mort à quelques mois de celle du colonel Mamadou Ndala. Tous les deux étaient morts dans des circonstances obscures ;
2. Après la mort du Général Jean Lucien Bahuma Ambamba, les militaires engagés dans l'opération firent trois mois sans recevoir leur solde. « Des épouses militaires du camp OZACAF manifestèrent

devant la mairie de Beni pour exiger le paiement de la solde de leurs époux engagés dans les zones des combats contre les ADF. Une soixantaine des femmes des militaires du 808<sup>ème</sup> régiment avaient marché, lundi 29 septembre 2014, à partir du camp de Mukakira/O'icha et tentèrent de rejoindre Beni sur un tronçon d'environ 30 km. Elles en furent empêchées et arrêtées à Mbau, à 7 km, par la PNC »<sup>25</sup>;

3. Les militaires de rang attendaient la désignation d'un nouveau Commandant des opérations en remplacement du Général Bahuma ; celui qui pouvait rassurer toutes les unités. A leur grande surprise, selon un colonel, « c'est le Commandant de la 31<sup>ème</sup> Brigade, contesté voire suspecté par la population suite aux comportements de ses hommes de troupes (tracasseries, assassinats présumés des civils) et pour son implication présumée dans l'assassinat du Colonel Mamadou Ndala, qui prit les rênes de l'opération Sokola 1, mais également de la zone opérationnelle grand-nord allant d'Eringeti à Kanyabayonga »<sup>26</sup>. De son exil à l'étranger, le 24 octobre 2014, l'ancien Ministre des Affaires Etrangères de Joseph Kabila, Monsieur Antipas Mbusa Nyamwisi, déclara que : « Cet officier était en même temps commandant des ADF et qu'il n'était pas le bienvenu à la tête des FARDC dans cette zone opérationnelle »<sup>27</sup> ;
4. La méfiance du gouvernement congolais vis-à-vis de la MONUSCO. En effet, selon les déclarations de Lambert Mende Omalanga, Ministre de l'Information et porte-parole du gouvernement, les FARDC étaient à elles-mêmes capables de traquer les ADF. *« les FARDC n'ont pas besoin d'une quelconque aide. Je vous donne le bilan des opérations Sokola à Beni. Plus de 200 éléments tués du côté des ADF. Les pertes sont insignifiantes du côté FARDC. Nous avons récupéré un important stock d'armes et de munitions par rapport à d'autres zones récupérées auparavant, ce qui nous laisse croire que Saasita-Saa était la dernière place forte de ces forces négatives... les combats ne s'arrêteront que lorsque le dernier ADF se trouvant en RDC aura été désarmé ou neutralisé ou aura quitté le*

---

<sup>25</sup> [www.radiookapi.net](http://www.radiookapi.net) lu le 29 Septembre 2014.

<sup>26</sup> Entretien nous accordé par le Chef de la section de communication de la MONUSCO/Beni, Mavivi, le 18 février 2015.

<sup>27</sup> Intervention d'Antipas Mbusa Nyamwisi, Député national élu de Butembo, sur la RFI, vendredi 24 octobre 2014. Ce dernier avait réitéré les mêmes propos sur la Voix des Africains du Canada (VAC), le 2 février 2015 en accusant le régime du Président Joseph Kabila d'être à la base des massacres des civils dans la région de Beni.

*territoire congolais. Avec ça, nous n'avons pas besoin d'une quelconque force étrangère qui mettra notre souveraineté en péril, surtout avec la montée en puissance des FARDC* »<sup>28</sup>. En comparant ce bilan donné par Lambert Mende Omalanga avec celui des experts de l'ONU précédemment référé, il y a lieu de croire à la véracité de ces renseignements même si le Ministre semble avoir dérogé au principe diplomatique du devoir de réserve.

Cette indiscipline aussi bien communicationnelle que militaire eut des conséquences néfastes sur la bonne marche de l'opération *Sokola 1* notamment :

- Les militaires au front furent désormais dans une zone opérationnelle où ils n'inspirent pas confiance à la population. Ils sont donc dépourvus d'informations nécessaires sur l'ennemi ;
- Les unités de lutte furent relevées de la zone de combats. Un colonel stigmatise : « le fait est que ces derniers avaient refusé de recevoir des ordres d'un officier qui n'était pas de leur unité ; les 41<sup>ème</sup> et 42<sup>ème</sup> bataillons des commandos des Unités de Réaction Rapide (URR) adapté à la guerre asymétrique, jadis commandés par le Colonel Mamadou Ndala Mustafa ». Ce qui entraîna un relâchement au niveau du front ainsi que la réorganisation des quelques camps des ADF.

Cette cacophonie au sein des FARDC fut profitable aux ADF. Elles se reconstituèrent en érigeant de nouveaux campements dont Isa, Banuku vers Medina, leur réinstallation à Mughalika et la prolifération des nouvelles bases autour de Supa-Kalau-Lisasa dans les périphéries du PNVI où ils ont repris et relancé le recrutement pour la formation des nouveaux combattants ADF. Les massacres prirent de l'ampleur.

Lancée le samedi 14 mai 2016, l'opération « *Usalama* » avec comme objectif « d'éradiquer totalement les terroristes ADF qui ne cessaient d'endeuiller la population du territoire de Beni sur qui ils commettaient des exactions meurtrières »<sup>29</sup>. L'armée congolaise appuyée par les forces de la MONUSCO, présente un bilan à mi-parcours de cette opération. Selon le Lieutenant Mak HAZUKAY, porte-parole militaire du secteur opérationnel Grand Nord et des opérations *Sokola 1* : « les FARDC avec la MONUSCO ont tué 37 combattants ADF et en ont capturé 15 autres. L'opération a permis

---

<sup>28</sup> Propos de Lambert Mende Omalanga, dans une conférence de presse tenue à Kinshasa et relayée par la presse locale, le 24 juin 2014.

<sup>29</sup> Entretien nous accordé par le Lieutenant Mak Hazukay, le 3 Août 2016 à l'hôtel Vyaka à Beni.

la récupération d'armes et munitions : 13 AK 47, 2RPG7, une caissette de munitions PKM, 2 bombes artisanales, 10 besaces et une batterie »<sup>30</sup>.

Ce bilan vanté par Joseph Kabila lors de son meeting à Kasindi, jeudi 4 août 2016 dans lequel il promet la paix a été perturbé par un nouveau massacre, la nuit du samedi 13 au dimanche 14 août 2016 à Mbelu en pleine ville de Beni, avant que le Chef de l'Etat ne clôture son séjour dans la région de Beni ; une sorte d'humiliation de l'autorité étatique.

En effet, en dépit de l'opération Sokola 1, un contexte sécuritaire anormal s'observe à travers plusieurs carnages. Beni devient ainsi une véritable boucherie humaine. Il s'y observe notamment (que) :

- l'extension de la menace terroriste sur la zone en conflit ;
- le nombre de personnes kidnappées, en majorité des civils, continue à galoper ;
- depuis le massacre du 11 au 17 décembre 2013 dans la région de Biangolo à nos jours, l'on compte environ 1113 personnes égorgées à la hache et à la machette;
- des bombes larguées et ou déposées dans des lieux populaires ont fait des victimes en pleine ville de Beni ;
- l'arrêt momentané des activités quotidiennes de la population : impossibilité d'accès aux champs, pas de scolarité, des centres de santé détruits ;
- une crise humanitaire devenue continue »<sup>31</sup>.

## CONCLUSION

Cette discussion sur les opérations militaires visant à éradiquer le phénomène ADF dans le territoire de Beni, présente les forces et les ratés des stratégies d'un long processus de pacification de la région du Ruwenzori. Ces stratégies se situent au déversoir des intérêts géographiques et géostratégiques qui en constituent aujourd'hui à la fois l'épine dorsale des conséquences néfastes vécues en ce lieu.

De la géopolitique de la région, des intérêts géostratégiques de l'Ouganda et du Zaïre à l'époque, RDC actuellement, la diplomatie par rébellions

---

<sup>30</sup> Idem.

<sup>31</sup> - Rapports d'activités de l'Association Africaine des Droits de l'Homme (ASADO/Beni), de novembre 2014 à août 2015.

- Human Rights Watch, RD Congo : des attaques menées par des rebelles ont fait plusieurs dizaines de morts, Goma, 16 décembre 2014.

- Assemblée Nationale, Rapport de la mission d'information et de réconfort auprès des populations de la ville de Beni et des agglomérations du territoire de Beni victimes des tueries du 02 au 21 octobre 2014.

interposées qui a jalonné les relations entre les deux Etats concourent à l'émergence de cette rébellion. La crise du leadership régional et local renforcée par la culture du silence et l'idéologie de la mort développées par ces rebelles leur ont permis de se constituer un réseau impliquant les acteurs de tous bords, les uns opposés et/ou alliés, internes et/ou externes.

C'est par exemple le renforcement des FARDC en équipement militaire, leur spécialisation par rapport à la zone des combats (les parcs aux forêts et le massif montagneux), la redéfinition des relations entre les FARDC et la population civile, la levée de la confusion sur l'utilisation des tenues des FARDC par les ADF, la relance et la rationalisation du programme de démobilisation, l'implication des leaders locaux dans l'appropriation des opérations par la population locale pour la destruction du réseau des ADF et l'évaluation citoyenne et/ou participative de l'opération *Sokola 1*.

Ces mesures permettront de renforcer l'autorité étatique en vue de la consolidation d'une paix durable au profit des peuples de la région et de Beni en particulier.

# Beni : silence, on tue !

Par Kennedy Wema Muhindo  
Analyste politique et journaliste

## 1. Beni, une ville et un territoire surmilitarisés

Beni devait être, en principe, le synonyme, ou l'anagramme d'un territoire qui porte l'affection des dieux, la terre bénie de Dieu. Mais depuis le mois d'octobre 2014, les habitants de ce coin, on dirait perdu de la République, se demandent si ce n'est pas l'inverse qui se produit. On croirait à une malédiction latente qui perdure : des dizaines de personnes sont massacrées, des innocents sont hachés dans leurs maisons par des gens présentés, par le gouvernement et les membres de l'administration publique comme des rebelles Ougandais de ADF<sup>32</sup>. La société civile parle de plus de 1000 morts dans ces carnages à répétition, sans compter les personnes enlevées dans leurs champs et dont on n'a aucune nouvelle. Mais jusques à quand ? Qu'est-ce qui se passe exactement ? Pourquoi la question ne mobilise-t-elle pas assez ? Qui sont les complices ou les vrais auteurs de cette barbarie sans pareil dans le pays depuis des lustres ? Est-ce un complot international lié au très redouté projet de balkanisation ? Autant de questions auxquelles trouver des réponses demande une étude, une recherche approfondie et pourquoi pas, une enquête internationale.

Lorsque vous entrez dans la ville de Beni par le Sud (en provenance de la ville voisine de Butembo), vous ne vous rendez pas compte directement de ce qu'endurent les populations de cette contrée ; les citoyens vaquent normalement à leurs occupations. En passant par le marché, les brouhahas sont habituels... le mot « ADF » est même encré dans le vocabulaire. Lorsque des amis se présentent au tour d'une bière, il n'est pas rare de les entendre s'accuser mutuellement en blaguant : Tu es vraiment un ADF. *« Au fait, c'est compliqué ici. Ceux qui arrivent ne nous croient pas. C'est comme si le peuple est devenu stoïque. A force d'assister à des atrocités répétitives, on a l'impression de s'y habituer mais détrompez-vous ! Dès qu'il fait soir, la panique s'installe. »*, m'explique le taximan qui m'a pris au parking.

---

<sup>32</sup> ADF : Allied Democratic Forces – rebelles ougandais présents dans la région depuis les années 80.

C'est en arrivant au centre-ville que la présence militaire frappe. On est en zone opérationnelle ici. Les troupes sont omniprésentes avec un bon nombre d'officiers. Les pickups de l'armée régulière traversent les rues et les avenues de la ville en trombe avec des soldats accrochés et armés de lance-roquettes, des mitrailleuses et autres armes lourdes. En fait, il faut aller un peu plus loin pour mieux comprendre, prendre l'axe Oïcha. Ici, les soldats sont même sur des motos sur la route, on les croise partout. A tous les carrefours, même les maisons abandonnées par les paysans au bord de la route comme dans la bourgade de Matembo, sont occupées par eux ou par leurs épouses. La plupart d'entre eux arborent fièrement le nouveau treillis vert foncé dont ils viennent d'être dotés, mais d'autres sont encore dans leurs anciennes tenues tachetées. Et ceux qui se reposent sous les manguiers sont simplement en tee-shirts tachetés. Mais tous sont reconnaissables. Il y a aussi des Casques bleus de la Monusco. Sur l'axe Oïcha, on les voit partout (Népalais, Tanzaniens, Sud-Africains) en embuscade à bord de leurs tanks blancs. En faction dans la brousse, ils ne saluent ni ne sourient à personne. On se croirait parfois dans un film. Ils sont nombreux, ils devraient rassurer, mais ce n'est pas le cas.

## 2. Les forces en présence

La zone où se déroule les massacres est occupée par plusieurs forces. Des forces régulières et des groupuscules armés qui s'affrontent parfois. Mais il y a lieu de se demander si une telle concentration est un avantage ou prête plutôt à confusion.

### 2.1. Les FARDC

Comme dans tous les corps habillés, les FARDC gardent en secret des effectifs jusqu'à l'organisation interne, surtout que la zone est opérationnelle. Une source qui a voulu rester anonyme nous a donné quelques détails sur l'organisation et nous ne livrons ici que des éléments qui, nous le croyons, ne peuvent pas compromettre les opérations en cours.

Beni, où se déroule l'opération Sokola 1 (laquelle opération couvre les territoires de Beni et Lubero, inclus les villes de Beni et Butembo) se trouve dans la zone de défense 3 regroupant l'ancienne province Orientale, le Nord et le Sud Kivu ainsi que le Maniema. Le secteur opérationnel de Beni est ensuite scindé en deux :

- **Sokola 1 Nord** qui part de la cité d'Oïcha (où se trouve son Etat-major) à celle d'Eringeti jouxtant la province de l'Ituri. Il y a cinq régiments et deux bataillons dits unités d'appui.

Le 13 03 basé à Mayisafi (en plein parc des Virunga)



Le 32 03 basé à Tenambo (à la lisière d'Oïcha)

Le 33 04 basé à Linzo

Le 33 10 à Eringeti sur l'axe Kayinama

Le 34 02 à Mbau sur l'axe Mamago.

A ceux-ci il faut ajouter 2 bataillons dits « Hindu » qui n'étaient pas partis avec le général Mundos. Il s'agit du 311<sup>ème</sup> et du 312<sup>ème</sup> bataillon (qui appartenaient à la 31<sup>ème</sup> brigade). Toutes ces forces sont massées ici dans la logique simple, car c'est la zone où se concentrent les ADF et le fameux triangle de la mort.

- **Sokola 1 Sud** est très vaste ; il contrôle de la cité de Mbau au Nord Mutwanga à l'est, Manguredjipa à l'Ouest jusqu'à Kanyabayonga au Sud.

Subdivisé en sous-secteurs, on y retrouve les troupes :

Le 33 03 basé en ville de Beni et environs

Le 34 01 à Kasando dans le Lubero

Le 34 06 à Mutwanga

A ceux-ci il faut adjoindre le fameux bataillon Tchui (52) et une partie du 311<sup>ème</sup> bataillon Commando (de feu le colonel Mamadou dont une autre partie se retrouve à Mbau).

Le gros de toutes ces troupes provient soit de l'ex- province Orientale, soit de l'ancienne 8<sup>ème</sup> Région militaire (Nord-Kivu) et soit de la province du Sud-Kivu. Actuellement toutes ces troupes sont de la 3<sup>ème</sup> zone opérationnelle.

Selon notre source, il s'observe quand même une certaine méfiance entre les hommes de troupes issues du mixage (les Régiments) et les autres (Commando et Bataillon Tchui et Hindu). *« Je peux t'affirmer que cette situation ne bénéficie pas aux commandants en place car c'est difficile de donner des ordres à des hommes qui ne vous portent pas dans leur cœur. Cette méfiance est toujours là. Il faut, pour y mettre fin, remplacer tous les hommes des régiments issus du CNDP »,* explique notre source. Toutefois, il faut admettre que dans l'évolution de la situation, il y a eu des moments où l'armée a été très adulée par la population civile qui plaçait en elle toute sa confiance. C'est l'époque du général Jean Lucien Bahuma Ambamba. *« On avait vu un homme engagé sur le front. Il galvanisait les troupes, parlait avec les populations et les approchait. Il était un vrai homme de terrain »,* reconnaît un soldat du 3304<sup>ème</sup> régiment rencontré à Oïcha. Ceci ne dit pas que les militaires sont moins engagés ces jours sur le front. Actuellement, lorsque nous écrivons ces lignes, des troupes sont engagées pour récupérer

les positions occupées à nouveau par les ADF. Mais plusieurs analystes s'accordent qu'après la mort du général Bauma « *il y a eu un relâchement. On a abandonné les soldats au front. Ils ont dû abandonner les positions chèrement conquises de mains des ennemies et cela a été l'élément catalyseur. Les choses se sont gâtées à ce moment-là, reconnaissons-le* », insiste le lieutenant SK<sup>33</sup>. La situation actuelle des forces loyalistes est telle qu'il faut reconstruire la confiance, non seulement entre les populations et l'armée mais surtout au sein de l'armée elle-même. « *Il y a eu trop de bouleversements : en partant du mixage au brassage, la déstructuration des régions militaires, la création des secteurs et des régiments... tout cela est arrivé au mauvais moment. Aussi avoir cru qu'on peut transposer les techniques ayant vaincu le M23 sur la guerre contre les ADF a été une mauvaise lecture. Ici on est en face des terroristes, dans une forêt dense. Le M23 c'était des troupes organiques dans des cités* », explique pour sa part Nicaise Kibel bel'Oka.

La question des effectifs est aussi remise en cause. Certaines sources au sein des FARDC reconnaissent que les bataillons ne sont plus organiques, que les régiments ont perdu des hommes. Le gouverneur Julien Paluku déclarait le 29 juillet 2016 dans un meeting public à Butembo que dans cette guerre, les FARDC avaient perdu plus de 1000 soldats.

Il y a enfin la mauvaise thèse de monter les populations contre l'armée. On a vu des notables affirmer que ce sont des Rwandais et des Ougandais qui tuent les gens à Beni. D'autres divaguent en accusant directement les FARDC. Ceci ne permet aucunement d'aider les forces armées dans leur noble mission de lutter contre ces terroristes.

## **2.2. Les Casques bleus de la Monusco**

On estime à plus de 19.000 les soldats des différentes nationalités engagés dans les opérations de maintien de la paix en RDC. La spécificité de cette mission est de comporter en son sein la brigade d'intervention créée en 2013 spécialement pour traquer et neutraliser les groupes armés. Cette Brigade comprend trois bataillons d'infanterie, une compagnie d'artillerie, une force spéciale et une compagnie de reconnaissance composée des soldats sud-africains, des tanzaniens et des malawites.<sup>34</sup> A Beni, ces jours, le contingent présent sur le terrain est composé des :

- Tanzaniens basés à l'aéroport de Mavivi, à Oïtcha à la sortie Nord de Tenambo, ainsi que sur le pont Semuliki sur l'axe Kamango,

---

<sup>33</sup> Il tient à rester anonyme pour des raisons de sécurité

<sup>34</sup> La brigade d'intervention de la MONUSCO est une force de 3.069 soldats dotée d'un mandat offensif. Elle a été créée par la Résolution 2098 (2013) du Conseil de sécurité de l'ONU du 28 mars 2013

- Indiens basés à Eringeti et à l'aéroport de Mavivi,
- Népalais qui ont la plus grande base à Boyikene en pleine ville de Beni
- Malawites à Tenambo et à Mavivi
- Sud-africains basés à l'aéroport de Mavivi
- Uruguayens à l'aéroport de Mavivi

Nous n'avons pas réussi à avoir les effectifs des troupes de la MONUSCO basées dans la zone, tellement le circuit est fermé. Mais on sait que la base de l'aéroport de Mavivi est très stratégique avec des hélicoptères de combats, des chars et d'autres armes lourdes.

### 2.3. Les rebelles ougandais de l'ADF

Faut-il rentrer ici sur l'histoire de ces rebelles ougandais qui en principe devait s'opposer au gouvernement de leur pays ? Ceux qui ont étudié la question les présentent brièvement ainsi : *« En 1995, après avoir été chassés d'Ouganda d'où ils sont originaires, les ADF, un groupe armé de tendance radicale-islamiste, ont établi leur base arrière dans le Territoire de Beni (Est du Congo) suite à une alliance avec l'Armée nationale pour la Libération de l'Ouganda (NALU), un autre mouvement rebelle ougandais installé dans le Territoire de Beni depuis 1988. Cette fusion donna naissance à une coalition connue sous l'acronyme « ADF-NALU ». L'objectif commun de ces deux groupes était de renverser le gouvernement ougandais. En décembre 2007, les combattants de NALU se sont rendus, dans le cadre des pourparlers de paix avec Kampala ».*<sup>35</sup>

Mais les choses ont largement changé, surtout après l'arrestation en Tanzanie de leur supposé chef Jamil Mukulu qui a ensuite été transféré en Ouganda où il attend son procès, non pour les massacres de Beni à ce que nous sachions, mais pour participation à un mouvement insurrectionnel. Un rapport détaillé du CRDH affirme que les ADF se sont scindés en plusieurs groupes que nous citons ici :

- **Le groupe Baluku** commandé par un certain Seka Musa Baluku : ce groupe aurait reçu des renforts ou aurait des accointances avec le groupe du colonel déserteur des FARDC Richard Bisambaza. Il serait le groupe le plus organisé et le plus virulent autour de Kayinama avec une base secondaire à Mwalika.
- **Le groupe de Feeza** qui serait actif dans la zone de Tchotchubo.

---

<sup>35</sup> Boniface Musavuli : ibidem

- **Le groupe Matata** : ce dernier aurait des commandants congolais dont un certain Pascal Undebi et qui vit de la rapine et des pillages autour d'Eringeti.
- **Le groupe de Muzei** qui régnerait à Mwalika

Tous ces groupes auraient des connexions entre-eux<sup>36</sup> et s'échangeraient informations, hommes et expériences.

#### **2.4. Les autres groupes armés**

Plusieurs autres groupes armés, mais qui n'ont pas pignon sur rue, ont été signalés dans cette région tumultueuse de Beni. Plusieurs recherches ont indiqué que des anciens du RCD-K-ML seraient dans la brousse sans qu'ils soient identifiés comme un groupe précis. Les seuls ayant existé formellement étant les FOLC (Forces œcuméniques pour la libération du Congo) de Kava wa Seli ou l'URDC (Union pour la réhabilitation de la démocratie au Congo) du colonel Hilaire Kombi, des officiers ayant rejoint ensuite les FARDC.

Mais c'est au cours du mois d'octobre 2016 que l'on vit un groupe s'identifier et même des éléments de ce groupe présentés comme Mayi Mayi Mazembe parader dans les rues de Beni sous les applaudissements des citoyens. Ceux-ci, sans un chef vraiment identifiable, ont déclaré qu'ils venaient appuyer les FARDC dans la traque des ADF. Très vite, ils ont quitté la ville par l'ouest avant d'aller s'installer dans une ferme à Kabasha sur l'axe Butembo-Beni. Ils en seront délogés le jeudi 20 octobre 2016 causant la mort de quelques civils. Certains d'entre eux sont encore, au moment où nous achevons ces lignes, basés sur la colline Mont Carmel-Misevere à l'est de la ville de Butembo.

### **3. A qui imputer les massacres ?**

Je suis allé passer expressément dans le quartier Rwangoma où il y a eu la dernière tuerie, la plus frappante, le 13 août 2016 (au lendemain du dernier passage du chef de l'Etat dans la région). Ce sont des habitants touchés dans leur chair que tu rencontres dans cette bourgade de collines rocheuses surplombant le Nord-Est de la ville. Ils ne sont pas bavards et ne veulent même pas en parler. *« La veille, nous avons vu des mouvements suspects et avons alerté le chef de quartier. Il avait promis avoir informé les autorités. Le lendemain, les assaillants ont canardé une centaine des pauvres gens. Moi j'ai échappé de justesse car je me suis caché dans les toilettes...C'était affreux. Ils ont opéré pendant plus de 3 heures sans que*

---

<sup>36</sup> Nord Kivu menacé par des crimes Internationaux, CRDH, Octobre 2016, pages 9 à 12

*personne ne les inquiète* », m'explique Kambale Maghano, un rescapé du massacre. Et d'ajouter « *les tueurs portaient la tenue des FARDC et s'exprimaient en lingala et en swahili. Cela a fait que les habitants ne pouvaient se douter de rien... Il paraît que partout c'est comme cela que ça se passe* », dit-il en étouffant difficilement une larme de son œil gauche... Il parle dans la douleur et avec désolation de cette horreur, de cette cruauté barbare.

Mais les autorités ne sont pas de cet avis. Ils ont déjà trouvé les tueurs. « *On peut accuser l'armée mais c'est vraiment de la supercherie. Comment les FARDC peuvent-elles tuer les personnes pour lesquelles elles sont en mission ? Les soldats meurent sur le champ d'honneur pour vaincre les ADF et la société civile accuse l'armée ? Mais c'est de l'intoxication qui ne nous aide aucunement. C'est même absurde !* », s'efforce d'expliquer le capitaine Mike Azukay, porte-parole des opérations Sokola I. Pour lui, ceux qui pointent du doigt l'armée loyaliste dans cette situation macabre jouent le jeu de l'ennemi.

Pourtant, plusieurs rapports ont mis en cause certains éléments des FARDC dans cette situation énigmatique. Le groupe d'étude sur le Congo a, par exemple, dans son rapport intitulé : **Qui sont les tueurs de Beni**, indexé une certaine responsabilité des FARDC dans ces tueries. Une certaine complicité, passant par une passivité complice sur le terrain des opérations pousse à ce que l'on se s'interroge sur le rôle exact de certains éléments de l'armée régulière. Il y a aussi la proximité des camps militaires par rapport à certains endroits où les civils sont massacrés.<sup>37</sup> Parfois moins de 200 mètres d'un campement militaire, comme lors des massacres de Mbelu et Rwangoma. Il y avait bien un campement de soldats à Mbelu où le massacre avait commencé le 13 août 2016 dernier et qui a coûté la vie à 52 personnes selon certaines sources, 150 selon d'autres. Et les témoignages des rescapés sont plus virulents et accablent les FARDC. Monsieur « Le blanc »<sup>38</sup> a reconnu ses assaillants la nuit du 2 octobre 2014 et a même comparu contre le major Bwamungu (à l'époque car il est ensuite devenu colonel) comme étant le chef de ceux qui avaient voulu l'égorger.

Les accusations vont plus loin. Certains analystes, membres de la société civile sont formels. Le complot est international. « *On veut exterminer le peuple Nande qui résiste contre la balkanisation. Tout cela est bien connu et on ne cédera pas*», avance Jean- Paul Paluku Ngahangond du CRDH.<sup>39</sup> Et il y a pire. Il y a la thèse du génocide qui circule de plus en plus. Elle est souvent

---

<sup>37</sup> Qui sont les tueurs de Beni, GEC, Mars 2016, Page 17-18-19

<sup>38</sup> Il aime qu'on l'identifie ainsi dans ce dossier

<sup>39</sup> Convention pour le respect des droits Humains

soutenue par le site benilubero.com et le Kyaghanda Yira. Et parfois même par certains Nande de la diaspora. Boniface Musavuli par exemple, qui est un acteur des droits de l'homme vivant à Lyon en France, s'efforce de mobiliser pour que le terme génocide soit reconnu dans ce qui se passe à Beni. Et il accuse le Rwanda et l'Ouganda d'être les manipulateurs des éléments rwandophones au sein des FARDC pour exécuter cette sale besogne. *« Ces régiments sont formés majoritairement d'anciens miliciens du CNDP, l'ancêtre du M23. Ce dévoiement de l'armée amena la population de Beni à désigner ses tueurs par l'appellation sarcastique d'« ADF-FARDC ». Ces soldats FARDC (ADF-FARDC) qui tuent la population, sous le masque ADF, sont évidemment des faux ADF et n'ont rien à voir avec Jamil Mukulu. »*<sup>40</sup>

L'armée est toujours la grande muette et surtout en zone de guerre. On a plusieurs fois écouté des leaders locaux l'accabler à Beni et même citer nommément des officiers comme le général Mundos (Charles Muhindo Akili) qui a été vilipendé dans ce dossier. Jamais on ne l'a entendu ni se défendre, ni nier les faits portés contre lui. Le lieutenant KS nous explique que c'est une obligation de réserve dictée par la discipline militaire. *« L'armée est un corps organisé. Elle ne communique pas pêle-mêle surtout sur des dossiers comme celui-ci. Vous risquez de trop parler pour vous mettre vous-même en danger. Le silence parle plus que les armes dans une zone de combat »*, se contente-t-il de nous expliquer. Mais Mike Azukay, le porte-parole de l'armée dans l'opération Sokola 1 ne cache pas son indignation face à toutes ces accusations : *« Tous ceux qui portent ces accusations ne sont pas sur le terrain des affrontements. C'est une aberration de continuer à charger les FARDC. Il faut que la population nous fasse confiance. C'est la seule manière qui nous permettra de gagner cette guerre. Nous sommes face à des terroristes. Nous charger, c'est leur donner un champ libre. Ça doit s'arrêter, cette manière de voir les choses »*, insiste-t-il.

Mais faut-il disculper les ADF dans tout cela ? *« Je crois que c'est une erreur d'écarter la piste ADF. Il faut plutôt creuser cette piste car le terrorisme sous cette forme est plus dangereux : tuer pour tuer, pour terroriser et ensuite retourner les gens contre l'armée. C'est une grosse erreur à mon avis que commettent ceux qui se penchent sur cette question. Les ADF existent bel et bien et bénéficient d'une grande complicité d'anciens groupes rebelles qui*

---

<sup>40</sup> Boniface Musavuli, Massacres : qui sont les tueurs de Beni, <http://www.agoravox.fr/actualites/international/article/rd-congo-massacres-qui-sont-les-183706>, consulté le mardi, 16 Août 2016.

*ont dominé cette région.* », analyse le journaliste Nicaise Kibel Bel'Oka qui est très perspicace sur cette question ADF.

Et dans les faits, on se pose des questions par rapport aux hypothèses des possibles tueurs dans la question de Beni, il y a lieu d'opposer la seule question : A qui profite le crime ?

- Certains croient que ce sont les FARDC : mais pourquoi tueraient-ils des personnes, juste pour le plaisir de les tuer ? Cela dure tout de même. On n'a jamais vu une armée, nulle part en tout cas, fût-elle celle des sauvages, commettre autant de crimes sans qu'un courageux se lève pour dénoncer les faits abominables, même au sein de ses rangs!
- D'autres accusent les éléments résiduels des ex-APC <sup>41</sup>(Armée du peuple congolais), et donc par ricochet, Mbusa Nyamwisi leur chef entré en dissidence avec Joseph Kabila en 2011. Mais que gagnerait-il, Mbusa Nyamwisi, à tuer ses électeurs parce que son fief politique est le Beni-Lubero avec Butembo comme centre névralgique ?
- D'autres parlent du complot international visant à éliminer les Nande qui seraient un blocage au projet tant évoqué de balkanisation. Mais sans avancer de preuves... même déjà ceux qui croient à une potentielle partition de la RDC en plusieurs Etats ne donnent que des analyses des faits sans preuve ou de la documentation appuyant cette thèse.
- Certains supputent un conflit entre les communautés locales, c'est-à-dire les peuples habitants la région dont les Mbuba et ou les Watalinga qui s'opposeraient à l'hégémonie Nande qui domine ou s'accapare du pouvoir local. Mais penser à cela serait une hérésie parce qu'il n'est pas acceptable que des peuples qui vivent en harmonie depuis des lustres puissent aller jusque-là sans aucune manipulation politique.
- Et ceux qui pensent à un génocide contre les Nande? Mais qui tuerait juste pour tuer ? Un génocide vise à exterminer un peuple avec objectif de dominer et ou de prendre le pouvoir ; mais quel pouvoir prendront les tueurs parce que dans un génocide, il faut s'assurer de connaître ceux qui veulent exterminer un peuple. Si ce sont les Banyarwanda (Hutu et Tutsi congolais), comment pensent-ils pouvoir tuer un peuple en entier, seulement à Beni et jamais à Butembo, à Rutshuru ou à Goma ? Ceux qui se hasardent sur cette piste, évoquent la problématique des migrants, ces peuples qui quittent Masisi et Rutshuru. Mais en ce qui les concerne, il s'est avéré qu'ils vont plutôt

---

<sup>41</sup> APC : Armée du peuple congolais, bras armé de la rébellion du RCD-KML qui a contrôlé la région dès 1999 à 2004.

vers l'Ituri. Ils sont visibles à Boga et Tchabi. Pour autant, on ne connaît, en tout cas selon notre reportage, aucun village où les gens ont été massacrés pour être occupés ensuite par les migrants ; on n'en a pas vu un seul ni en avoir entendu parler.

- Et s'il ne s'agissait que de terrorisme ? Et que des acteurs politiques en profitent pour se régler des comptes pour que chacun en tire sa partition ? Pourquoi ne pas explorer cette piste ? On sait que si Mbusa<sup>42</sup> accuse Mundos, et par conséquent Kabila, ce sont des personnalités qui se connaissent très bien. On sait qu'une autorité provinciale avait nommément accusé Mbusa. On ne se doute pas dans quel contexte ces accusations furent portées.

Mais plus loin, il y a la guerre du leadership provincial. On sait, et ce n'est un secret pour personne que ; contrôler Goma, je veux dire le pouvoir provincial procure le contrôle, au mieux la main mise sur l'ensemble de la province. Et si la piste du contrôle de la province du Nord-Kivu entre les deux peuples Nande et Hutu pouvait être explorée ? Il est vrai que la lutte pour contrôler Goma ne passerait pas par des tueries mais en politique, tous les coups sont permis. Je suis trop simpliste sur cette piste mais je crois que c'est celle qu'on creuse le moins possible. Pourtant, je pense qu'il faut l'approfondir à partir du moment que, historiquement, on sait que les Hutu et les Nande, les deux peuples les plus grands en termes de démographie au Nord-Kivu, ne s'apprécient pas.

Par cette dernière hypothèse, il est possible, à notre avis de faire une recherche approfondie sur la question Hutu- Nande ou Nande- Hutu, comme on le veut. Le fait que dans les derniers mois on a vu des gens de ces deux communautés s'entre-tuer à Miriki et environs, de la même manière et presque avec la même haine (mode opératoire : égorger les adversaires), laisse à penser que cette piste est plausible : Profiter du terrorisme pour se régler des comptes et surtout pour le contrôle du pouvoir provincial. On sait que le gros des troupes issues du mixage entre les soldats du CNDP et les FARDC est celui déployé dans la région. Or, une

---

<sup>42</sup> Mbusa Nyamwisi a plusieurs fois incriminé nommément le général Charles Muhindo Akili comme étant l'instigateur des massacres de Beni. Ce dernier n'a jamais répondu à ces accusations. Il faut aussi lire : Mbusa Nyamwisi : Joseph Kabila est le vrai chef des ADF-NALU à Beni <https://vacradio.com/mbusa-nyamwisi-joseph-kabila-est-le-vrai-chef-des-adf-nalu-a-beni/>

Lire aussi utilement : « *ADF-Nalu : un ancien ministre congolais met en cause un haut gradé* », [www.rfi.fr](http://www.rfi.fr), 25 octobre 2014.



grande partie, si pas la majorité de ces soldats sont d'expression kinyarwanda.<sup>43</sup>

#### 4. Un conflit oublié

Les massacres de Beni, on n'en parle pas assez. Vu l'ampleur et l'atrocité avec laquelle elles sont perpétrées, ces tueries feraient longtemps la une des journaux mais, c'est comme un simple conflit oublié. Est-ce que l'opinion nationale se souviendra n'avoir pas assez fait pour mobiliser en faveur de la fin de cette tragédie ? Une journée ville morte, quelques délégations officielles ou religieuses, quelques articles dans les journaux européens et ensuite quelques rapports et on fait comme si c'était normal. On a pourtant vu dans les autres Etats (France, Etas-Unis, Cameroun, Niger ou Nigeria...), la mobilisation qui suit pareil cas. Et alors, que conclure de la passivité, sinon de l'insouciance larvée de l'Etat congolais face à la situation de Beni ? On a en effet comme l'impression que c'est une situation, presque normale. *« Tu sais, ça m'étonne entièrement qu'on ne songe pas à un simple mémorial, même un simple monument pour ces personnes innocentes ayant perdu leurs vies dans ces circonstances inouïes. Au risque de croire que ces pauvres gens n'étaient pas des citoyens congolais »*, se lamente Pascal Mapezi, un journaliste et directeur de la radio Moto Oïcha.

Mais il faut aller voir les corps mutilés pour comprendre, s'interroger sur cette attitude du pouvoir envers cette situation qui est innommable. Aussi, la manière même dont les corps sont traités est étonnante. On a vu par exemple lors des massacres de Ngadi, les corps être enterrés dans une fosse commune au cimetière de Masiani. A Rwangoma, des soldats se sont précipités même à entasser les cadavres dans leurs pickups, comme des stèles de bois. Une photo de cette scène choquante qui a circulé sur les médias sociaux à l'époque des faits avait même provoqué l'indignation totale des internautes.

Dans la cité de Oïcha autour de laquelle se sont déroulés la plupart des massacres, les ONG ne se pressent pas non plus. Or il y a encore des rescapés dans les familles d'accueil. *« Je peux vous jurer que nous sommes abandonnés. Il n'y a pas de compassion pour ces déplacés, victimes collatérales de ces tueries. Seules les organisations religieuses se mobilisent pour eux »*, affirme Didi Kabuyaya de l'ONG locale CRVS (Comité de Lutte contre les violences sexuelles).

---

<sup>43</sup> Qui sont les tueurs de Beni, GAEC, Mars 2016, Page 25

## **5. Et que peut-on attendre**

Malgré le manque d'engagement décisif pour que cette situation s'arrête, il y a tout de même des voix qui s'élèvent. Des populations qui manifestent dans les rues de Butembo et Beni, parfois spontanément pour dénoncer ces massacres, une journée ville de deuil en mémoire des victimes décrétée par le gouvernement, des élus de Beni qui sèchent quelques plénières à l'Assemblée nationale...et ensuite ? Les victimes de Beni méritent plus que cela. Un mausolée ? Un mémorial ? Peut-être mais il en faut plus : la justice. La justice pour ces familles, par centaines, qui ont perdu les leurs dans une barbarie inouïe dans ce qui ressemble à une indifférence complice. La punition contre ces tueurs, la punition contre ceux qui n'ont pas assez fait pour protéger les civils, les innocents. Lorsque ces gens-là seront arrêtés, déférés devant une justice équitable, alors seulement ces morts pourront reposer en paix et Beni redeviendra la cité bénie de Dieu.

*Kennedy Wema  
De retour de Beni  
28 octobre 2016*

# Une lecture économique de la crise de Beni

*Par Dr.Nene Morisho Mwana Biningo*

*Coordinateur*

*Pole Institute*

## **I. Introduction**

Depuis 2013, la situation sécuritaire dans la ville de Beni et ses environs n'a cessé de se détériorer. Les populations font face à une insécurité quotidienne caractérisée par les massacres des individus innocents. Les responsables de ces massacres ne sont pas clairement identifiés. En effet, alors que le gouvernement et la Monusco accusent le mouvement rebelle ougandais ADF-NALU, d'autres spécialistes sont beaucoup plus réservés et considèrent que la situation est tellement complexe qu'il est difficile à l'heure actuelle d'identifier clairement les vrais responsables des tueries de Beni.

L'instabilité que connaît actuellement le territoire et la ville de Beni n'est pas nouvelle en soi. Elle est la dernière d'une série de rébellions et guerres que la province du Nord- Kivu a connues ces 20 dernières années, celles de l'AFDL en 1996 et RCD et RCD – K-ML en 1998, étant les deux grandes et les plus connues dans cette zone.

Cette instabilité profite énormément aux hommes en armes et aux bandits de tous genres qui ont un contrôle sur toute une partie de l'économie nationale. C'est le cas du commerce transfrontalier dont dépend en grande partie l'économie de la région. Par ailleurs, cette insécurité affecte aussi et surtout les populations rurales qui, craignant pour leur vie, ne vaquent plus normalement à leurs occupations, conduisant ainsi à la baisse de la production agricole locale. La crise actuelle affecte profondément les stratégies de survie de la population locale qui n'a que trop souffert des guerres à répétition. Ainsi, même l'agriculture de subsistance qui permet de nourrir des milliers de ménages paysans disparaît progressivement suite à la pression persistante des groupes armés.

L'objectif de ce papier est de présenter une brève analyse de la manière dont l'économie dans le territoire de Beni est affectée par la crise actuelle. Les données ont été collectées grâce aux interviews réalisées en octobre

2016 dans le territoire de Beni et les statistiques rendues disponibles par certains services étatiques et certaines entreprises encore opérationnelles dans la zone.

## **II. De l'impact de la crise sur l'économie locale**

Dans cette section, les effets de la crise actuelle de Beni sur plusieurs secteurs de son économie sont analysés. Rappelons que l'économie du territoire de Beni souffre des conséquences des guerres depuis le milieu des années 90 marquant le début de l'instabilité dans cette région du Kivu. Ainsi par exemple, certaines infrastructures économiques importantes ont été détruites par les guerres successives que toute la province du Nord Kivu a connues. L'usine de bois de l'ENRA à Beni appartenant à Monsieur Bemba Saolona avait par exemple été pillée par les rebelles de l'AFDL, du RCD, RCD-K-ML et par les forces du MLC dirigées par son propre fils Jean-Pierre Bemba Gombo. L'usine de Savon SAIBU et l'usine des boissons gazeuses SOBEKI ont également été pillées pendant la même période au point qu'aujourd'hui elles ne sont plus fonctionnelles (Vlassenroot et al, 2004). L'une des conséquences de cette destruction de l'industrie locale est le renforcement de la dépendance du territoire de Beni à l'importation dans la ville de certains biens qui jadis étaient produits localement.

L'impact de la crise actuelle sur les secteurs-clés de l'économie du territoire comme la culture et l'exportation du café, du cacao et du bois et des secteurs de moindre importance comme l'hôtellerie, le secteur bancaire, le petit commerce, l'importation et la consommation du carburant sont passés en revue dans ce papier. Comme on pouvait s'y attendre, il est démontré dans les lignes qui suivent que cette crise est en train de fortement changer l'économie du territoire.

### **1. Domaine du café et du cacao**

Le café est l'une des cultures les plus pratiquées dans le territoire de Beni. Une insécurité qui affecte les zones rurales de ce territoire a donc des conséquences importantes sur les conditions de vie de nombreux ménages. Pendant la crise de 2001-2002, la production locale des produits avait été sensiblement affectée ; elle était passée par exemple de 30 000 tonnes en 1990-1991 à 6 500 tonnes entre 2000 et 2001.

Les statistiques enregistrées par l'Office National du Café (ONC) montrent curieusement une certaine augmentation de la production du café pendant la période de crise qui a commencé vers fin 2013. En effet cette production est passée de 4 950,12 tonnes en 2014 à environ 5 204,04 tonnes en 2015. Pour le premier semestre de 2016, la production était estimée à environ 4 810,5 kgs. On constate que la production a augmenté entre 2014 et 2015

avant une chute brutale en 2016. Les entrevues réalisées à Beni avec certains spécialistes du secteur révèlent que la production a augmenté en 2015 à cause de la forte production dans le Graben et les zones montagneuses où l'ONG Veco RDC a soutenu les paysans dans la production. Cette zone n'était pas directement touchée par les massacres. Soulignons par ailleurs que bien qu'étant loin de Beni, cette zone déclare sa production du café auprès de l'ONC Beni. Comme il était encore possible en 2015 aux producteurs d'acheminer leur production jusque dans la ville de Beni, l'augmentation de la production dans la zone a permis de gonfler les statistiques de l'ONC Beni. Cependant avec l'intensification de l'insécurité en 2016, la production de cette zone n'atteignait plus facilement la ville de Beni provoquant une baisse de la production du café enregistrée par l'ONC.

Pour le chef du service commercial à l'ONC/Beni, l'insécurité dans la région affecte aussi négativement l'exportation du café et du cacao. Par exemple, avec une production du cacao estimée à 14 223 tonnes pour l'année 2015, l'ONC n'a enregistré que 11 042,26 tonnes du cacao exporté. Il en ressort un écart d'environ 3 180,74 qui n'est pas exporté. Il est possible que cet écart ait été consommé ou transformé localement. Des discussions avec les agents de l'ONC/Beni nous ont cependant révélé que cet écart entre la production et l'exportation serait dû à la fraude d'une bonne partie de la production du cacao qui n'est pas enregistrée comme exportations par les services étatiques spécialisés.

Un des responsables de l'ESCO chargé de l'encadrement des planteurs dans la zone de Beni, a informé notre équipe de recherche que la production du cacao, en particulier celle de son entreprise a fortement diminué à partir de l'année 2014. Selon lui, en 2014, la production hebdomadaire enregistrée par l'entreprise ESCO était de 4 à 5 tonnes à Mbau, 5 à 6 tonnes à Mavivi et 12 à 15 tonnes à Boïkene. Depuis le début de cette période d'insécurité, les agriculteurs ont abandonné leurs champs provoquant une baisse de la production. A Mbau, ESCO atteignait difficilement 2 tonnes par semaine, à Mavivi la production varie entre 500 kgs et 6 tonnes et à Boïkene, l'entreprise réalisait difficilement 2 tonnes. Cette baisse de la production se justifie par le fait que près de 80 % des champs des producteurs de cacao sont situés dans la zone occupée par les belligérants. Notons par ailleurs qu'avant le lancement des opérations militaires dans la région de Beni, ESCO déversait chaque semaine au moins 100 000 USD à Watalinga et 5 000 USD dans chaque point d'achat à Mbau, Mavivi et Boïkene. Aujourd'hui ce montant est réduit à plus de 70 %. Comme l'indique le tableau 1 qui récapitule une partie de la production de l'année 2016 de l'entreprise ESCO,

la production du cacao continue de baisser et il est fort à craindre que cette baisse ne s'estompera pas tant que l'insécurité persistera.

**Tableau 1 : Achats du cacao par ESCO-Kivu en 2016**

Dépôt	Janvier	Février	Avril
Mangina	16.081,50	8.250,20	6.476,20
Kyanzaba	22.952,30	14.442,50	6.499,60
Cantine	40.268,20	27.227,20	15.185,60
Mantumbi	22.703,82	6.631,40	8.338,60
Kabasha	10.437,75	7.542,40	3.092,80
Mavivi	15.504,00	7.032,30	7.424,40
Mbau	25.466,70	17.216,50	13.447,90
Mabalako	35.224,40	20.427,00	10.506,00
Oïcha	108.826, 20	34.455,86	68.855.10
Eringeti	-	-	-
Mamove	12.494,30	9.996,20	7.725,10
Bambausu	75.638,30	47.909,90	35.893,50
Bahumu	45.956,70	24.713,30	26.530,40
Nobili/SAM	291.075,40	195.180,10	74.355,00
Nobili/BIO	86.463,00	50.418,40	56.179,60
Kamango	60.828,40	39.047,40	37.968,20
Bugando	8.553,10	3.620,30	17.637,21
Kasindi	-	-	-
Halungupa	22.559,60	18.496,80	12.333,60
Bulongo	93.370,90	9.209,42	20.128,70
Mutwanga	21.297,30	9.209,42	6.144,50
Mwenda	21.748,60	9.209,42	9.764,80
TOTAL Kgs	1.037.450,47	560.236,02	443.982,41
Valeur en FC	<b>1.908.908.864,80</b>	<b>927.750.849,12</b>	<b>816.927.684,40</b>

Soulignons par ailleurs que certains hommes armés, non contrôlés, se livrent aux pillages de champs des paysans. Ainsi par exemple, un acheteur grossiste du cacao rencontré à Oïcha (cœur névralgique du conflit et de production du cacao), et qui a voulu rester anonyme pour des raisons de sécurité, nous a confirmé qu'il achète du café aux femmes des hommes armés. Ces dernières qui ont accès avec leurs époux aux champs abandonnés par les paysans, récoltent le cacao et le vendent à vil prix. « *Le problème est que leur cacao est de très mauvaise qualité parce que ces femmes ne connaissent pas les techniques de traitement après récolte. Elles cueillent seulement les fèves et ne savent pas comment les sécher proprement, comment les conserver... mais bon, on les prend car ensuite si vous refusez l'offre, vous risquez d'avoir la colère de leurs maris déversée sur vous* », nous a-t-il confié.

## **2. La production du bois**

Avec le café et le cacao, la production du bois représente une des activités importantes soutenant l'économie de la région. Cette production a été pratiquement divisée par 5 en deux ans. Ainsi, alors qu'elle était estimée à environ 843 m<sup>3</sup> en 2014, cette production est passée à 266 m<sup>3</sup> en 2015 et les informations collectées sur terrain estimaient la production de janvier à juin 2016 à environ 80 m<sup>3</sup>. Une simple projection montre que pour l'année 2016, la production annuelle n'a pas dépassé 160m<sup>3</sup>.

Selon le responsable du service de l'environnement dans le territoire de Beni, la grande partie de coupes de bois encore productives sont situées dans la partie Est du secteur Beni-Mbau, où les différents acteurs impliqués dans cette activité ne peuvent se rendre facilement à cause des opérations Sukola I. Dans la partie sécurisée, c'est-à-dire, l'ouest du secteur Beni-Mbau, la chefferie de Watalinga et le secteur de Ruwenzori, plusieurs coupes de bois sont déjà abandonnées. Cet abandon se justifie par le fait que les exploitants ont déjà abattu presque tous les arbres de catégorie 1. Selon les informations collectées lors de notre enquête, depuis 2014, ce sont les hommes armés qui exploitent illégalement le bois dans la partie insécurisée. Toutes les quantités exportées par ces acteurs ne sont pas comptabilisées. Actuellement, il n'y a que 8 exploitants officiels et plus ou moins 50 négociants qui travaillent encore difficilement dans la région.

## **3. Le secteur des institutions financières**

Les activités des institutions bancaires ont sensiblement diminuées. Certaines maisons de microfinance (par exemple la COOPEC Imara, Coopeco...) ont fermé leurs portes. La CADECO/Oïcha est aujourd'hui incapable de servir un montant de 800,00 USD à ses clients. D'après la direction de cette institution financière, son agence est à court de liquidité et ce à cause de la baisse des transactions économiques. 99 % des opérations ne consistent qu'aux retraits de fonds et les dépôts se font des plus en plus rares. Le seul versement important que l'institution a encaissée au cours de ces deux dernières années a été celui de l'ONG PAP-RDC, estimé à environ 30 000 USD au premier trimestre de 2016, lorsqu'elle assistait les déplacés de guerre d'Oïcha et environs.

Même le seul client le plus important de l'institution, la DGRNK, qui versait régulièrement les recettes de différentes taxes ne réalise plus que près de 25 % du montant qu'elle versait avant la guerre. Cette information montre également l'impact de l'insécurité persistante sur les recettes fiscales du gouvernement. Il est en effet normal que suite à la baisse des transactions économiques, l'Etat collecte moins des taxes.

Le secteur des banques commerciales est également impacté par cette crise. La BIAC ayant fermé, Beni ne compte plus que trois banques : La BCDC, la FBNBank et la Rawbank. Les activités de ces banques ne se limitent actuellement qu'au paiement des salaires des fonctionnaires. Dès que le virement ou approvisionnement de leurs comptes est annoncé, ils envahissent les banques pour le retrait de leurs salaires comme qui dirait « qu'il faut tout retirer pour éviter tout désagrément surtout qu'on ne sait pas de quoi sera fait demain ». A la BCDC/Beni, l'adjoint au gérant a insisté sur la baisse des activités de son organisation, en particulier les activités de crédit. Il a mentionné par exemple que depuis le début de la crise, les demandes de crédit ne dépassent plus cinq par an et viennent principalement des agents des ONGs.

#### **4. Secteur de l'hôtellerie et du petit commerce**

L'industrie touristique, surtout dans la ville de Beni, a été frappée de plein fouet par l'insécurité. Ainsi par exemple, depuis le début de l'insécurité dans la région en 2013, la majorité des clients des hôtels de Beni sont les officiers militaires et les membres des délégations officielles. Selon le chef du service de tourisme en ville de Beni, les hôtels ne sont plus fréquentés par les visiteurs ordinaires, surtout que les touristes ne visitent presque plus la région. Outre les militaires et les délégations officielles, quelques rares agents des ONGs internationales qui ont gardé leurs activités dans la région sont également des clients de ces hôtels.

La conséquence de la baisse de cette fréquentation des hôtels est automatique. Les prix normaux des chambres d'hôtel ne sont plus applicables compte tenu de la baisse de la demande. Ainsi pour une chambre qui coûtait 60 USD avant la guerre, les rares clients qui l'occupent paient entre 35 et 40 USD. Certains hôtels ont fait faillite et leurs propriétaires ont décidé d'utiliser leurs infrastructures pour d'autres fins. Ainsi par exemple, lors de notre enquête, nous avons constaté que sept hôteliers ont changé d'activités ; ils ont transformé leurs hôtels en hôpitaux.

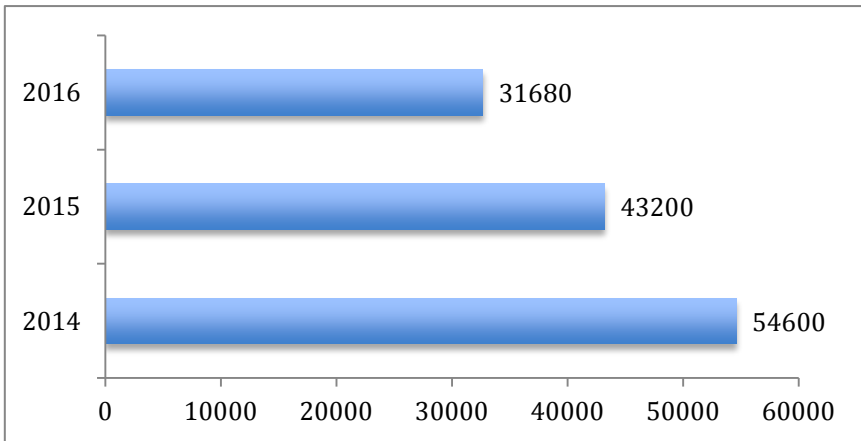
Soulignons par ailleurs que, outre le secteur de l'hôtellerie, le secteur du petit commerce est également affecté par cette crise. Selon le chef de la FENAPEC/Beni, de début 2014 à juin 2016, plus de 80 business des petits commerçants ont fermé à Beni ville et territoire. Les milieux les plus concernés sont les localités sur l'axe Oïcha-Eringeti, Mbau et Mavivi. Toutes les anciennes boutiques sur cet axe sont actuellement habitées par les militaires. Par ailleurs, certains commerçants ont délocalisé leurs activités vers des zones moyennement sécurisées, comme Beni-ville, Butembo, Mangina et Kasindi. D'autres sont tombés en faillite (pillage, incendie des



boutiques, etc.). Les recettes de cotisation des membres de FENAPEC ont diminué de 35 % durant ces deux dernières années.

Soulignons enfin que l'évolution de la vente du carburant sur les trois années sous étude est également un indicateur de l'impact de la crise sur l'économie du territoire de Beni. Comme le montre le graphique ci-bas, les importations du carburant ont baissé d'environ 42% entre 2014 et 2016.

**Graphique 1 : Importations du carburant pour 2014, 2015 et 2016 pour la ville de Beni**



Alors que les importations étaient estimées à 54600 m<sup>3</sup> en 2014, elles sont tombées à 43.200 m<sup>3</sup> en 2015 et à 15.840 m<sup>3</sup> entre janvier à juin 2016, soit une estimation annuelle d'environ 31680 sur 12 mois en 2016.

## **5. La production vivrière**

Un impact attendu de ce type de conflit est d'affecter le commerce, en particulier le commerce des biens produits localement. Dans un contexte de baisse ou de disparition de la production locale, les populations sont confrontées à une hausse des prix des produits importés qui remplacent les biens qui jadis étaient produits localement. D'un autre côté la situation d'insécurité permanente s'accompagne d'une baisse de la demande locale consécutive à la baisse de revenus de nombreux ménages. Ce rétrécissement de la demande provoque une baisse des prix de produits agricoles. Vlassenroot et al (2004) montre par exemple que le sac de haricot de 100kg qui coûtait 80 USD avant la guerre de 2002 était vendu durant la période de la guerre à environ 28 USD.

Une analyse des données collectées lors de notre enquête montre que la production vivrière est fortement affectée par la crise. L'incapacité des paysans d'aller aux champs affecte la production de leurs produits agricoles. Nous avons utilisé les données relatives à l'exportation d'un

certain nombre de produits pour comprendre comment leur production a été affectée par la crise.

**Tableau 2 : Exportation de certains produits agricoles**

<b>Nature de produit</b>	<b>Lieu de provenance</b>	<b>Quantité/ tonne De janvier à décembre 2015</b>	<b>Quantité/ tonne De janvier à juin 2016</b>
Cossette de Manioc	Mangina, Oïcha et Kisima	5.912	1.212
Banane plantain	Lume, Bulongo, Mutwanga	4.766	8.003
Huile de palme	Oïcha, Lume, Mutwanga	318	105
Riz local	Mangina, Mwenda, Kyalenga	5700	902

L'analyse de ces statistiques montre qu'en 2016 la production de ces produits agricoles a fortement baissé. Bien que les statistiques ne portent que sur six mois, une projection sur toute l'année montre qu'à l'exception de la banane plantain, la production et l'exportation de trois autres produits baisseront de plus que moitié entre 2015 et 2016.

Il nous a été rapporté lors de nos entretiens à Beni que la baisse de la production de certains produits agricoles est principalement due à l'isolement des milieux ruraux que provoque l'insécurité. Non seulement l'insécurité empêche les agriculteurs d'aller aux champs affectant ainsi négativement leur production, mais aussi ils sont incapables d'acheminer le peu qu'ils produisent vers les marchés. Il faut aussi noter que l'insécurité sur les routes reliant les lieux de production vers la frontière pour l'exportation des produits agricoles est de nature à affecter la production locale. En effet, dès lors qu'il est impossible aux agriculteurs d'écouler leur production, ils se découragent et diminuent ou arrêtent de produire les biens qu'ils sont incapables de vendre.

Etant donné l'importance des échanges transfrontaliers sur l'économie du territoire de Beni, cette crise, en affectant ces échanges, a donc des répercussions importantes sur le bien-être des milliers des gens. En effet la ville de Beni étant située à une cinquantaine de kilomètres de la frontière avec l'Ouganda, son économie est fortement dépendante des transactions transfrontalières entre Kasindi et l'Ouganda (Lubiriha). On considère par exemple que le modeste processus d'industrialisation de Beni-Lubero (et en particulier l'industrie agricole) ainsi que le business de la vente en gros et le développement du système bancaire étaient principalement dus aux échanges transfrontaliers avec l'Ouganda.

Le commerce transfrontalier avec l'Ouganda est très important pour l'économie de la ville de Beni. Les villes de Beni et de Butembo sont considérées par beaucoup de spécialistes comme deux plateformes d'envergure régionale compte tenu de l'importance du volume des échanges entre ces deux villes et les pays de l'Afrique de l'est. Elles sont aussi considérées comme un élément central dans la route commerciale qui relie le port de Mombassa à la RDC (Musila, 2015). Alors que la zone exporte des produits agricoles comme le café, le cacao, le bois et la banane, et certains minerais, elle importe des produits manufacturés asiatiques et surtout les produits pétroliers.

Soulignons enfin que des informations concordantes font état des hommes armés qui contrôlent une bonne partie de la production agricole de la région. Les populations rurales sont donc doublement affectées par cette crise : non seulement que la crise réduit la production agricole, mais la présence des groupes armés harcèlent la population et accaparent le peu qu'ils produisent.

### **III. Conclusion**

Ce papier est une lecture économique de la crise que traverse actuellement le territoire de Beni. Bien qu'il y ait un petit groupe d'acteurs qui profite économiquement de cette crise, en particulier les hommes armés qui ont développé des mécanismes pour contrôler une bonne partie de l'économie locale grâce à leur pouvoir militaire, la majorité de la population voit son bien-être négativement affecté par la crise. D'un côté les agriculteurs qui représentent la majorité de la population ne sont plus en mesure d'exercer leurs activités agricoles en toute sécurité et de l'autre les commerçants et le gouvernement voient leurs recettes baisser. Les activités commerciales dans la ville de Beni ont fortement baissé ; plusieurs petites boutiques et hôtels ont fait faillite. Cette baisse d'activités des acteurs privés a entraîné une baisse des taxes que ces derniers paient au gouvernement.

Il ressort de ce qui précède que les seuls vrais gagnants, sur le plan économique, de cette crise sont les hommes en armes. Tous les autres acteurs, en particulier la population, sont perdants. Les conséquences de cette crise sont nombreuses, et ne se limitent pas seulement au secteur économique qui fait l'objet de ce papier. Elle affecte quotidiennement le bien-être de la population de Beni et devrait interpeller le gouvernement de la RDC ainsi que les Nations-Unies, qui ont une force imposante dans la zone, afin de multiplier et conjuguer leurs efforts pour identifier les vrais causes et acteurs de l'insécurité dans cette zone et d'y trouver des solutions durables.

## **Références**

Vlassenroot, K. et Raeymaekers, T. (2004), *Conflit et transformation sociale à l'est de la RDC*, Academia Press, Gent

Musila, C. (2015), *Economie et géopolitique du Kivu : territoire et espace frontalier oriental de la République Démocratique du Congo*, Paris

# ADF-NALU: Fondements historiques et développements actuels d'une violence transfrontalière

*Par Aloys Tegera, PhD  
Chercheur Senior  
Pole Institute*

Un bilan lourd ! 736 victimes innocentes, massacrées pour la plupart à l'arme blanche dans les alentours de Beni au 2 octobre 2016. Et depuis lors le chiffre macabre s'est alourdi. Tantôt ces massacres sont imputés aux rebelles ougandais ADF/NALU tantôt les rapports des experts de l'ONU et autres indépendants pointent du doigt les responsabilités de l'armée congolaise FARDC. Toujours est-il qu'au-delà des suspicions, des témoignages, et des spéculations de toutes sortes, le calvaire qu'endurent les populations de Beni depuis octobre 2014 est tout simplement inacceptable et le bout du tunnel reste invisible. Comment comprendre ces massacres dans lesquels les victimes et les bourreaux présumés partagent plutôt un passé commun ?

## **1. Un continuum culturel riche de part et d'autre de la Semuliki**

Situés à la périphérie des puissants royaumes ougandais du XIX<sup>ème</sup> siècle, notamment le royaume du Bunyoro, la région de Beni et ses alentours ont de tout temps été sous influence de leur voisin ougandais. Les sources coloniales attestent la présence des populations Baamba et Babwizi dans la plaine de la Semuliki et sur les contreforts du Ruwenzori à la frontière actuelle entre la RD Congo et l'Ouganda. Les mêmes sources coloniales attestent aussi qu'autant les Baamba formaient une unité ethnique, autant les Babwizi formaient plutôt un agglomérat de groupements claniques comprenant les Watalinga, Bawesa, Badugia, Basongora, Bashu, Baniamwera, Wanisanza, Babandi, Batama et Bamate<sup>44</sup>. La plupart de ces groupements claniques se sont aujourd'hui fédérés sous un commun dénominateur Nande. D'ailleurs, certains intellectuels Nande se réclament appartenir au prestigieux passé d'un empire Kitara regroupant une grosse partie de l'Ouganda actuel et leurs ancêtres, les fondateurs dudit empire.

---

<sup>44</sup> Moller, A., *Les grandes lignes des migrations des Bantous de la Province orientale du Congo-Belge*, Bruxelles, 1936, p. 89 ; « Les populations de la vallée de Ruwenzori », AIMO, 1581, p. 4

Ainsi, lors d'un colloque tenu à Bukavu en 1980, M. Mashauri énonça cette thèse, sans s'appuyer sur aucune recherche sérieuse et sans produire de preuves solides pour étayer une telle allégation.<sup>45</sup> Le lien fait par certains fils de la région de Beni que les Wanisanza seraient les descendants de Isaza, un des héros Bacwezi qui se situent entre les mystérieux Batembuzi et les très historiques rois Babito dont les derniers descendants ont régné au Bunyoro et au Toro, fait partie de la fascination d'appartenir à ce passé prestigieux de l'ouest ougandais. Comme le dit bien Chrétien, « Les Bacwezi ont dans une certaine mesure joué dans l'histoire de l'Afrique orientale le même rôle que les Doriens dans l'historiographie de la Grèce antique : combler un vide de plusieurs siècles (là, avant les cités classiques, ici, avant les royaumes modernes émergeant réellement au XVII<sup>ème</sup> siècle), et surtout situer le passé dans une perspective socio- raciale susceptible de séduire successivement les idéologies les plus variées du gobinisme au marxisme... Le récit des Bacwezi est enfin de compte un chapitre essentiel de l'histoire des pays des Grands Lacs aux XIX et XX<sup>ème</sup> siècles. Elle y a représenté, en effet, une référence prestigieuse pour une série de royaumes affaiblis ou divisés et qui se sentaient menacés dans leur identité par des rivaux plus puissants tant à la veille de la conquête européenne que sous la domination coloniale». <sup>46</sup> L'institution socio-religieuse du culte de « Kiranga » dont la forme burundaise ou rwandaise est le « Kubandwa » tire son inspiration de ce passé prestigieux des héros Bacwezi, avec des divinités gravitant autour d'une figure principale telle que Kiranga, Wamara ou Ryangombe, selon les cas.

Au-delà de ce continuum culturel indéniable de part et d'autre de la frontière actuelle entre l'ouest ougandais et l'est congolais, c'est la montée en puissance du royaume du Bunyoro, ses divisions internes au XIX<sup>ème</sup>, sa résistance farouche à la pénétration européenne, et enfin le choix délibéré de la colonisation britannique de soutenir et renforcer ses rivaux, les princes Babito au Toro pour affaiblir ce royaume au nord, qui sont à la base d'une nouvelle configuration socio-politique défavorable aux populations Baamba et Bakondjo.

Les frustrations de ces derniers se sont muées en mouvements de contestation faisant de l'ouest ougandais un territoire rebelle, un creuset de résistance à l'autorité de l'Etat et enfin un refuge des dissidents en quête d'un espace de réorganisation. Il est important de retracer la chronologie des faits pour comprendre comment une revendication identitaire des

---

<sup>45</sup> Mashauri Kule Tambite, « Organisation étatique des Yira et son origine », in *La Civilisation ancienne des Peuples des Grands Lacs*, Karthala, Paris, 1981, pp. 160 – 161, 172.

<sup>46</sup> Chrétien, JP, *L'invention de l'Afrique des Grands Lacs*, Karthala, Paris, 2010, pp. 245 – 246.

Bakondjo et Baamba peut à la fois entretenir sur la durée une quête d'autonomie locale face à une administration locale Toro jugée injuste et discriminatoire et être en même temps un havre de résistance NALU et ADF aux agendas nationaux ayant pour objectif de combattre le régime ougandais de Yoweri Museveni.

## **2. Un bref rappel historique de la résistance du Bunyoro face à la conquête britannique<sup>47</sup>.**

Quand les premiers explorateurs britanniques, Speke et Grant, arrivent dans le Bunyoro en 1860, le Mukama Kamurasi (1852 – 1869) est en campagne militaire, en guerre contre le prince Ruyonga dans le nord du royaume aux environs des sources du Nil. Il suspecte les deux Européens de prêter main forte à son rival. Cette suspicion et la méfiance qui s'en suit donnent une mauvaise impression aux deux visiteurs européens qui jugent le Mukama (« Roi ») injuste et pas accueillant. Speke transmettra ses préjugés défavorables envers le roi Kamurasi à Sir Samuel Baker, un autre explorateur des sources du Nil. L'insistance de Samuel Baker de pousser son expédition jusqu'au lac Albert que Speke n'avait pas eu la chance de voir exacerba la suspicion de Kamurasi. Quand Samuel Baker revient dans la région en 1872, il revient renforcé de par ses nouvelles attributions de gouverneur de la province d'Equateur au Sud Soudan, mais dans l'entretiens, le Mukama Kamurasi est décédé et remplacé par son fils Kabarega. Ce dernier est en pleine restructuration de son armée « Barusura » et de son territoire. Il a reconquis le Toro au sud que son père avait perdu, et chassé les deux dynasties Bito du prince Kaboyo et Nyaika qui se disputaient le leadership de la province auto-proclamée indépendante du Toro.

Comme pour tester la bonne volonté du visiteur, le roi Kabarega sollicite de l'aide auprès de Samuel Baker pour combattre son ennemi Ruyonga dans le nord du royaume afin de le mettre hors d'état de nuire une fois pour toutes. Sir Samuel Baker déclina la demande et proposa plutôt qu'une garnison militaire permanente soit installée dans le nord et que le royaume du Bunyoro soit annexé au pouvoir du Khédivé Egyptien. Face à ces propositions inacceptables pour Kabarega, la rupture était consommée entre lui et Samuel Baker et un jeu d'alliances pour un rapport des forces avantageux aux explorateurs européens voyait le jour. Sir Samuel Baker pouvait alors compter sur les deux rivaux du roi Kabarega, le prince Ruyonga, son ennemi numéro un bien enraciné dans le nord du royaume et le royaume du Buganda, au sud-est. En effet, c'est dans le Buganda que

---

<sup>47</sup> Ce condensé s'inspire de l'œuvre de Steinhart E.I., *Conflict and Collaboration in the Kingdoms of Western Uganda*, Fountain Publishers Ltd, Kampala, 1999.

s'était réfugié le prince Kasangama, fils de Nyaika et prétendant au trône de Toro.

En 1891, le capitaine Frederick Lugard traverse le canal de Kazinga à la tête des troupes composées essentiellement de Soudanais et de Zanzibarites. Deux protestants influents à la cour du roi Mutesa du Buganda, Yafeti Byakweyamba, lui-même d'origine Bito, et Zacharia Kizito Kisingiri, persuadent Lugard que son soutien au prince Kasangama et sa reconquête du royaume de Toro lui donneraient un allié solide face au puissant Kabarega, roi du Bunyoro. Une proposition qui séduit Lugard. C'est dans ce contexte que le prince Kasangama revint de son exil pour reconquérir le royaume de Toro, accompagné d'un noyau d'exilés dont Rukambuza, Kasami et Karokoro qui allaient par la suite devenir les chefs du Bwaamba et du Busongora, territoires se prolongeant dans l'actuel RD Congo et fiefs actuels des éléments ADF-NALU.

La résistance de Kabarega fut farouche face aux forces de Lugard mais elle ne dura que huit ans au bout desquels il fut vaincu et déporté loin de son royaume en 1899. Le Bunyoro défait militairement perdit non seulement une partie de ses territoires dont l'actuel district de Mubende au profit du Buganda, mais aussi dans sa partie sud au Toro, les dynasties Bito aidées et entourées par une aristocratie Hima renforcèrent leur emprise et domination sur les agriculteurs Bairu et Bakondjo. Il est important de noter ici que le schéma diffusionniste du XIX<sup>ème</sup> et du début XX<sup>ème</sup> siècles en cours dans les Grands Lacs africains avait assimilé des catégories dites agricoles (Bairu – Bahutu) et pastorales ( Bahima – Batutsi) à deux grandes races dites bantu et hamite. Le fantasme hamitique voulant que toute culture y ait été introduite par des immigrants récents venus d'Ethiopie et faisant des Bahima et des Batutsi de la région des Grands Lacs des sortes de Zoulous civilisateurs.<sup>48</sup> Les frustrations des Bakondjo et des Baamba qui se sont appropriés ce fantasme hamitique sont au cœur de leur résistance durant quasiment tout le XX<sup>ème</sup> siècle.

### **3. La résistance Bakondjo ou Mouvement Rwenzururu<sup>49</sup>.**

La rébellion armée des Bakondjo en 1919 connue aussi comme « Abayora<sup>50</sup> revolt » contre le royaume de Toro sous administration générale des Britanniques est tout d'abord une revendication des populations Bakondjo et Baamba pour une redistribution équitable du pouvoir au sein du

---

<sup>48</sup> Chrétien, JP, Op. cit. 15

<sup>49</sup> Cette synthèse s'inspire d'un document de travail préparé par : Syahuka-Muhindo et Kristof Titeca, « The Rwenzuru mouvement and the struggle for the Rwenzuru kingdom in Uganda, March 2016. Cfr [www.Ideas.repec.org](http://www.Ideas.repec.org)

<sup>50</sup> Les puissants commerçants autour de Musienene à Butembo se disent appartenir au clan Bayora.



royaume Toro dans lequel tous les postes politiques et administratifs étaient détenus par les Batoro représentant à peu près 55 %. Les Bakondjo et les Baamba (44%) étaient exclus du pouvoir et se sentaient plutôt comme citoyens de seconde zone. Cette rébellion initiale Bakondjo s'élevait non seulement contre l'assimilation des Bakondjo dans la culture Toro et l'usage de la langue rutoro, mais aussi contre le travail forcé et l'impôt de capitation. Cette rébellion qui, en fin de compte, ne dura que trois ans, fut matée en 1921 et ses trois meneurs, Nyamutswa, Tibamwenda et Kapoli furent pendus.

La résistance Bakondjo et Baamba réapparut dans les années 1950 quand l'administration coloniale voulut refonder une identité nationale inclusive intégrant l'élite politique Bakondjo et Baamba dans l'administration du pays. Cette main tendue par l'administration fut refusée par les Bakondjo pour qui, les concepts de « développement » et de « modernité » étaient incompatibles avec la domination de la monarchie Toro.

La réaction Bakondjo fut plutôt la création en 1954 d'une institution culturelle, le « Bakonzo life History Society », ayant pour objectif l'étude des traditions et coutumes Bakondjo de l'Ouganda et les Banande du Congo. Le mouvement Rwenzururu tire son inspiration de travaux culturels de cette institution. Dès 1956, un mémorandum demandant la répartition équitable des postes administratifs et l'inclusion des minorités Baamba et Bakondjo dans la constitution du royaume de Toro fut adressé au monarque Toro. L'incapacité du royaume Toro et de l'administration coloniale de répondre positivement à ces demandes fut à l'origine de la création du mouvement Rwenzururu par les étudiants Baamba et Bakondjo, exigeant la création d'un district distinct et séparé du gouvernement monarchique Toro.

En 1962, Isaya Mukirane, un Mukondjo influent sur les contreforts de Ruwenzori, présenta au gouvernement ougandais d'Entebbe un autre mémorandum dénonçant toujours l'exclusion et la marginalisation des Bakondjo et des Baamba et demandant la création de leur propre district. Comme par le passé, la réaction du gouvernement central fut l'arrestation à Kampala de Mukirane avec ses deux camarades<sup>51</sup>.

Quand Mukirane fut libéré sous caution, il se retira dans les massifs du Ruwenzori et se proclama premier Roi du royaume de Rwenzururu le 30 juin 1963. Il procéda par la mise en place de son gouvernement, la structuration de son royaume, la perception des taxes et la construction des écoles. Il fit même une demande aux Nations-Unies pour la reconnaissance

---

<sup>51</sup> Il s'agit d'un certain Yeremiya Kawamara et Petero Mupalys

du royaume de Rwenzururu incluant les Bakondjo de l'Ouganda ainsi que les Banande du Congo.<sup>52</sup>

A la mort de Mukirane en 1966, son fils lui succéda et à sa majorité il fut intronisé sous le nom de Omusinga Charles Wesley Mumbere Irema Ngoma<sup>53</sup>. Ces velléités sécessionnistes des populations Baamba et Bakondjo allaient devenir un sérieux problème auquel se sont butés les différents régimes ougandais.

La réaction du gouvernement Milton Obote fut l'abolition pure et simple de tous les royaumes dans le pays en 1967. Celle du gouvernement d'Idi Amin fut la création effective en 1971 de deux districts séparés de Semliki (actuel Bundibugyo) et de Ruwenzori (actuel Kasese) dans lesquels les Bakondjo et Baamba pouvaient exercer des responsabilités au niveau local. De retour au pouvoir en 1980, Milton Obote se voulut réconciliant. En 1982 il proposa une large autonomie et l'intégration des leaders du mouvement Rwenzururu dans l'administration de Kasese et Bundibugyo en échange de la déposition des armes par l'aile armée du mouvement. Le noyau dur préféra continuer une guérilla de moindre intensité, exigeant plutôt la création d'un système de gouvernement fédéral dans lequel le leader<sup>54</sup> du mouvement Rwenzururu serait le chef du district de Kasese. Face au refus du nouveau président Yoweri Museveni, le leader du mouvement, Richard Kinyamusitu délocalisa en 1987 son quartier général sur les flancs du Ruwenzori en territoire congolais à partir duquel il pouvait mener des incursions et harceler l'armée ougandaise et les populations civiles.

#### **4. L'agenda national NALU - ADF.**

Dans l'entre-temps, un autre natif de Kasese, Amon Bazira, ancien ministre du gouvernement Obote, avait été emprisonné à Kampala<sup>55</sup>. Quand il fut relâché en janvier 1988, il se refugia au Zaïre de Mobutu et fonda le mouvement national pour la libération de l'Ouganda (NALU). Les deux leaders Bakondjo se retrouvaient ainsi sur le sol congolais, cependant l'aura d'un Bazira ancien ministre séduisit une bonne partie des leaders du Rwenzururu Freedom Mouvement de Kinyamusitu. Quand ce dernier fut tué lors d'une contre-offensive de l'armée ougandaise, tous ses éléments

---

<sup>52</sup> Doorbos, M., « Kumanya and Rwenzururu : two responsees to ethnic inequaleity », in R.I. Rotberg and A.A. Mazrui (Eds), *Power and Protest in Black Africa*, New York, Oxford University Press, 1970.

<sup>53</sup> A l'issue des tractations entre l'élite politique Bakondjo et le gouvernement Museveni le 10 octobre 2009, le « Obusinga bwa Rwenzururu » de Charles Wesley Mumbere Irema Ngoma, a été reconnu par une commission ministérielle conduite par Henry Muganwa Kajura comme une institution culturelle mais pas un royaume, n'ayant aucun fondement historique.

<sup>54</sup> Il s'agissait du chef d'état-major du mouvement, Richard Kinyamusitu.

<sup>55</sup> Avait-il été emprisonné dans la foulée du nettoyage fait par le NRM en 1986 ? Toujours est-il qu'à la sortie de la prison il s'en prend directement au gouvernement Museveni.

rescapés rejoignirent le NALU d'Amon Bazira ayant un agenda national contre le régime de Museveni et jouissant du soutien des pays tels le Kenya, le Soudan et le Zaïre de Mobutu. Selon un rapport de ICG du 19 décembre 2012, les rebelles NALU reçurent un accueil chaleureux de la part des combattants congolais Mai-Mai Kasindi commandés par Enoch Nyamwisi en collaboration avec les anciens membres Simba de la rébellion de années 1964 de Gaston Soumialot.<sup>56</sup> En effet en cette période, Enoch Nyamwisi est un homme fort proche de Mobutu mais il connut une fin peu glorieuse. En effet, l'illusion de sa toute- puissance le poussa à traiter avec mépris un soldat des Forces armées zaïroises à Butembo. Ce dernier lui logea une balle sans doute sans savoir la grandeur de l'homme qu'il venait d'abattre et ses connections avec la présidence de la République.

La tentative de NALU d'occuper le district de Kasese en août 1993 fut un fiasco militaire et son leader, Amon Bazira fut dans la suite assassiné à Nairobi, probablement par les services secrets ougandais.

Il est important de noter à ce stade une convergence d'intérêts divergents dans le bassin des sources du Nil. Yoweri Museveni vient de conquérir l'Ouganda en 1986 en chassant Obote avec l'aide des réfugiés rwandais qui, quatre ans plus tard, allaient eux-mêmes entrer en guerre civile contre le régime rwandais de Habyarimana soutenu par Mobutu.

A cette époque les spécialistes de la théorie du complot parlent de la résurgence d'un empire Hima dans les Grands Lacs africains incarné par Yoweri Museveni et ses poulains du Front Patriotique Rwandais (FPR). Les idées panafricanistes de l'Université de Dar-es-Salam où Museveni a fait ses études foisonnent dans la région et dans ce sens la rébellion de John Garang au Sud Soudan reçoit un soutien inconditionnel ougandais. Dans ce contexte, la récupération de forces rebelles contre Kampala séduit non seulement Mobutu mais aussi le puissant idéologue soudanais Hassan El Tourabi. En effet, ce dernier était en contact avec le mouvement Tabliq, une secte religieuse introduite en Ouganda par les leaders religieux ougandais formés en Arabie Saoudite. Ces derniers prônaient l'installation d'un islam strict et radical et s'érigeaient contre l'islam traditionnel tel qu'enseigné en Ouganda. Les confrontations entre les deux écoles de pensée et surtout les dissensions au sein de la communauté musulmane ougandaise n'échappèrent pas à la vigilance de Museveni. La tentative de Museveni de vouloir gérer cette crise au sein des musulmans ougandais fut mal accueillie par les membres du mouvement Tabliq et provoqua des

---

<sup>56</sup> André Kissage, commandant des Mai-Mai Kasindi, va réapparaître quelques années plus tard comme fondateur de l'AFDL avec Laurent Désiré Kabila.

violences en 1991 durant lesquelles 400 membres du mouvement Tabliq furent emprisonnés dont un leader nommé Jamil Mukulu.

Quand Jamil Mukulu sortit de la prison en 1993, il créa en collaboration avec d'autres membres du mouvement Tabliq la fondation Salaf (SF) dotée d'une branche armée nommée « Uganda Muslim Freedom Fighters » (UMFF) et soutenue par le Soudan. L'armée ougandaise détruit le camp d'entraînement de l'UMFF en février 1995 et tua plusieurs rebelles. Les survivants dont Jamil Mukulu se réfugièrent au Zaïre de Mobutu. Ils furent installés dans un premier temps à Bunia. Avec la disparition d'Amon Bazira, les éléments NALU restés au Zaïre se joignirent aux nouveaux venus de l'UMFF et se constituèrent en Alliance des Forces Démocratiques (ADF) en juin 1995. Dans ce sens les ADF sont nés au Congo et le gouvernement Mobutu a énormément contribué à leur enracinement dans la région de Beni. Le leadership ADF a cultivé les anciennes connections NALU d'Amon Bazira avec la communauté locale nande. Pour la survie des ADF, il fallait à tout prix tisser et renforcer les relations commerciales avec les locaux et l'élite politique locale. Ce qui leur a permis de créer et de maintenir toute une infrastructure de base : on retrouve dans les camps ADF des mosquées, des écoles, des centres de santé, un tribunal, une police, des forces de sécurité, une prison et un appui-conseil aux familles mariées.<sup>57</sup>

La période de la naissance ADF au Congo correspond à la crise des réfugiés rwandais à l'est de la RD Congo et à la naissance de plusieurs rébellions congolaises dès septembre 1996, ce qui a quasiment occulté la présence de cette rébellion ougandaise made in Congo et qui y a élu domicile. La chute précipitée de Mobutu après sept mois de campagne militaire dans laquelle le Rwanda et l'Ouganda ont joué un rôle important annonçait inexorablement non seulement la fragilisation des ADF au Congo, mais aussi l'enracinement d'une prophétie annoncée, notamment, « la menace hima ». En effet, cette supposée domination hima perçue comme une menace et une clef de lecture pour comprendre les mutations socio-politiques en cours dans les Grands Lacs qui se sont soldées par un génocide au Rwanda et deux rébellions au Congo aux conséquences humanitaires estimées en millions de morts, reste aujourd'hui un commun dénominateur de mobilisation pour toutes sortes de bandes armées maï-maï et autres défenseurs de l'autochtonie. La rwandophobie agitée dans les milieux nande de Beni-Butembo à chaque massacre de paysans autour de

---

<sup>57</sup> Titeca Kristof and Fahey Daniel, « The many faces of a rebel group : the Allied Democratic Forces in the Democratic Republic of Congo », in *International Affairs*, September 2016, pp. 1194

Beni puise ses ressorts et ses virulences dans cette supposée menace hima.<sup>58</sup>

Ceci dit, la guerre de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL) de Laurent Désiré Kabila fut une occasion propice pour les éléments ADF d'attaquer l'Ouganda soupçonné d'appuyer l'AFDL. En novembre 1996, les rebelles ADF entrèrent dans le district de Kasese en passant par le poste frontalier de Mpondwe. Tout en se battant contre l'armée ougandaise, les rebelles ADF n'épargnaient pas les populations civiles si bien qu'entre 1997 et 2000 on pouvait estimer à 240 000 déplacés internes dans le district de Kasese et 70 000 dans le district de Budibugyo.<sup>59</sup>

L'entrée officielle de l'Ouganda dans les guerres du Congo, d'abord avec l'AFDL de Laurent Désiré Kabila, ensuite avec le RCD-K-ML de Wamba dia Wamba, John Tibasima et Mbusa Nyamwisi, provoqua une situation militairement inconfortable pour les éléments ADF qui furent contraints de se réfugier et de s'isoler dans les massifs du Ruwenzori. Entre 1998 et 2003 quand l'armée ougandaise quitte le Congo, leurs actions étaient réduites aux simples actes de sabotage mais sans aucune envergure inquiétante pour le gouvernement ougandais. Les ADF étaient certes affaiblies mais loin d'être éradiquées. Un rapport de la mission onusienne MONUC d'août 2005 atteste que les ADF sont équipées par les armes basiques de l'infanterie et de mortiers légers. Un rapport d'IRIN de 2010 estimait les effectifs ADF entre 4.000 et 5.000 avant l'entrée de l'armée ougandaise au Congo. Avant le lancement des opérations Sokola 1 et 2 par les FARDC appuyées par la MONUSCO en janvier 2014, les effectifs ADF étaient estimés entre 1.600 et 2.500. Ils sont commandés par les officiers supérieurs ougandais mais le gros des effectifs des forces ADF sont recrutés localement parmi la communauté nande.<sup>60</sup>

Cette présence ADF, certes moins menaçante pour le gouvernement ougandais, allait être exploitée autrement, notamment dans le cadre de la montée globalisée du jihadisme international.

## **5. ADF et le terrorisme international.**

En date du 11 juillet 2010, l'explosion de deux bombes à Kampala tuant 80 personnes, fut revendiquée par Al-Shabaab en réaction à l'engagement de l'armée ougandaise dans la mission de l'Union Africaine en Somalie

---

<sup>58</sup> Certains natifs de la région de Beni-Butembo voient dans les massacres des paysans aux alentours de Beni une tentative rwandaise de dégager des terres dont ses propres ressortissants devraient venir occuper. Pour eux, les auteurs de ces massacres sont les anciens ex-CNDP intégrés dans l'armée congolaise FARDC et manipulés par le Rwanda et l'Ouganda. Interview avec journaliste, novembre 2016.

<sup>59</sup> Stacey, T., *The hidden history of the mountains of the moon*, London, Stacey International, 2003.

<sup>60</sup> Titeca, K et Fahey D, op. cit.

(AMISOM). Le gouvernement ougandais y vit très tôt le rôle de l'ADF supposée être la face locale d'Al-Shabaab. Pour le gouvernement ougandais, l'ADF faisait partie du terrorisme international coopérant avec Al-Shabaab dans la corne de l'Afrique et Al-Qaeda au Maghreb. Ces accusations furent prises au sérieux par le gouvernement américain qui dès décembre 2001 avait ajouté ADF et LRA ougandais sur la liste des groupes terroristes.<sup>61</sup> En effet, le gouvernement ougandais a toujours présenté de façon systématique l'ADF comme un mouvement terroriste menaçant son existence. Dès 1999, il avait créé un « Joint Anti-Terrorisme Task Force » ayant pour mission de traquer les ADF. Une telle force pouvait aussi à cette époque profiter de la présence de l'armée ougandaise sur le territoire congolais pour les anéantir. Ce qui n'a pas été le cas.

Cependant, les rapports du groupe des experts de l'ONU de 2013, 2014 et 2015 n'ont pas trouvé de preuves avérées de liens entre ADF et AL-Shabaab ou Al-Qaeda. Malgré l'absence de preuves, il n'empêche pas que le gouvernement ougandais reçoit un appui militaire américain du fonds américain contre le terrorisme international qui de 2001 à 2014 est passé de 77 millions à 399 millions de dollars américains.<sup>62</sup> Des revenus non négligeables. La présence des ADF au Congo est finalement profitable au gouvernement de Kampala.

Cette qualification des ADF comme un groupe terroriste ayant de ramifications internationales n'est pas le seul fait du gouvernement ougandais. Elle est aussi partagée par la mission onusienne au Congo, MONUSCO. Malgré le fait qu'en date du 7 août 2014, Martin Kobler, le patron de cette mission à l'époque, avait déclaré que les forces ADF ont été détruites et qu'il ne restait que leur propre ombre,<sup>63</sup> curieusement, les rapports de la MONUSCO ont fait un revirement après août 2014. Plusieurs de ses rapports décrivent les ADF comme un groupe armé ayant des liens avec le terrorisme international de groupes tels Al Qaeda, Al-Shabaab, le Hesbollah, Boko Haram et les Talibans et soutenus par les gouvernements tels le Soudan, l'Iran et l'Afghanistan.<sup>64</sup> Un des rapports fait état d'un voyage du leader des ADF, Jamil Mukulu, au Pakistan pour recruter les Talibans et les jihadistes Boko Haram, les amener à Beni et attaquer la MONUSCO dès septembre 2014.<sup>65</sup> La menace a changé de camp.<sup>66</sup> Ce sont les populations

---

<sup>61</sup> Titeca, K et Fahey, D., op.cit.

<sup>62</sup> Titeca, K et Fahey, D., op.cit.

<sup>63</sup> Martin Kobler, « Statement to the United Security Council », New York, 7 August 2014, p. 2

<sup>64</sup> Fahey, D., « Congo's Mr X, the man who fooled the UN », World Policy Journal, 33 :2, Summer 2016, pp. 92, 98.

<sup>65</sup> Fahey, D., op.cit., p. 99

<sup>66</sup> Notons quand même la mort de deux casques bleus tanzaniens tués dans une embuscade et dont 26 blessés en mai 2015. Cette embuscade fut imputée aux ADF par la MONUSCO mais il s'avéra dans la

civiles vivant aux environs de Beni qui sont régulièrement massacrés depuis octobre 2014 jusqu'aujourd'hui. Une liste non exhaustive à notre possession fait état de 736 morts entre le 02 octobre 2014 et le 02 octobre 2016.

La lutte contre le jihadisme international est devenue un enjeu majeur. En février 2016, Hervé Ladsous, , chef du département onusien des opérations de maintien de la paix, a fustigé les ADF comme responsables des massacres et tueries de Beni en collaboration avec Al-Shabaab somalien.<sup>67</sup> En imputant les massacres de Beni aux ADF, la MONUSCO aimerait sans doute apporter sa contribution en annonçant une action musclée contre ces inciviques<sup>68</sup> tout en renvoyant aux calendes grecques son désengagement du Congo. Entre 2004 et 2009, l'engagement de la MONUC auprès de l'armée congolaise FARDC contre les rebelles du CNDP était une raison d'être en soi si bien qu'un adage disant que « No Nkunda no job » était bien répandu à Goma, le quartier général de la MONUC de l'époque. Les forces onusiennes présentes à Beni ont aujourd'hui du pain sur la planche et pour longtemps.

### **ADF et les enjeux congolais.**

D'aucuns s'attendaient à ce que la défaite du M23 en novembre 2013 soit suivie par la traque des FDLR afin de vider l'argument sécuritaire rwandais à la base de plusieurs rébellions depuis 1996. Curieusement, la priorité du gouvernement Kabila fut plutôt la traque des ADF présentées comme une menace à la survie de la communauté locale nande dans la région de Beni. Une action musclée contre les ADF fut annoncée par Joseph Kabila le 28 novembre 2013 et les opérations militaires des FARDC appuyées par la brigade internationale de la MONUSCO (FIB) furent engagées en janvier 2014. Dès octobre 2014, ces opérations militaires contre les ADF tournèrent au cauchemar pour les populations civiles. Les deux opérations militaires Sokola 1 et 2 ont certes affaibli les ADF mais ne les ont pas mises hors d'état de nuire. Les populations civiles sont massacrées souvent dans un périmètre proche d'une position FARDC ou de la MONUSCO si bien que d'aucuns se demandent à quoi sert leur présence. Les visites officielles des autorités congolaises sont systématiquement suivies par les massacres des civils. Une façon de les narguer et de montrer leur impuissance.

---

suite que la responsabilité de cette attaque revenait aux soldats congolais. Cf. UN Security Council, « Group of Experts progress update », 15 January, 2016, p.1

<sup>67</sup> Boisbouvier, C., « Mali, RDC, RCA : le chef des casques bleus fait le point sur les missions en cours », RFI, 2 février 2016.

<sup>68</sup> Radio Okapi, « La MONUSCO annonce une action très forte contre les rebelles des ADF, 6 mai 2015.

Malgré le fait que les ADF ont une longue tradition d'attaquer les populations civiles, plusieurs témoignages attestent qu'elles ne sont pas les seules responsables. Certains rapports de l'ONU pointent du doigt les responsabilités des FARDC dans les massacres.<sup>69</sup> L'élimination du colonel Mamadou Ndala en janvier 2014 fut imputée à certains indisciplinés irresponsables FARDC en collaboration avec les ADF.<sup>70</sup>

Ceci dit, la traque des ADF a permis au gouvernement congolais d'arrêter ses opposants supposés collaborer avec les rebelles et de museler les médias censés faire leur propagande. C'est dans ce cadre que cinq radios furent fermées dans Beni-Butembo le 14 novembre 2014.<sup>71</sup>

Notons aussi le coût financier des opérations militaires qui deviennent prioritaires par rapports aux autres dépenses de la République et justifiables aussi longtemps que persistent les massacres à répétition.

Quant à la communauté locale nande, certains de ses fils et filles ont tissé sur la longue durée des relations commerciales avec les ADF-NALU et la contrebande transfrontalière alimente ces liens d'amitié, de solidarité et d'affaires. D'ailleurs une rumeur non encore confirmée raconte que le fils de Jamil Mukulu serait caché par un notable de Butembo.

Nous avons interrogé l'histoire récente des royaumes de l'ouest ougandais pour mieux cerner les frustrations et les revendications des Bakondjo et Baamba au cœur de mouvements armés qui ont fait de cette région un territoire rebelle.

En revendiquant une inclusion politique au sein du royaume Toro dominé par des princes babito et par une aristocratie hima, le combat des Bakondjo et des Baamba était avant tout un rejet d'une inégalité sociale dont ils se sentaient les victimes. L'incapacité de la classe dirigeante Toro et du gouvernement central de répondre favorablement à leurs aspirations est à la base de violences armées depuis quasiment un siècle. Il a fallu attendre 2009 pour qu'enfin le gouvernement Museveni reconnaisse aux Bakondjo une institution culturelle au sein de laquelle leur Omusinga (roi) a sa place et d'aucuns pensaient qu'une solution idoine était trouvée. Mais les violences se sont récemment intensifiées cette fois-ci entre les Bakondjo et les Baamba quand le même gouvernement Museveni a reconnu en juin 2014 la même institution culturelle aux Baamba au sein de laquelle leur chef traditionnel peut avoir sa place. Pour les Bakondjo, Museveni veut les

---

<sup>69</sup> UNJHRO, « Rapport », mai 2015, para. 54

<sup>70</sup> Juakali Kambale, « DR Congo : was col. Mamadou Ndala death a conspiracy ? », *African Review*, 7 January 2014.

<sup>71</sup> UNJHRO, « Rapport », mai 2015, para. 65 ; UN Security Council, S/2015/19, para. 43.



diviser pour mieux régner. Les Basongora vivant en Ouganda veulent aussi leur propre institution culturelle séparée du royaume Rwenzururu de Wesley Mumbere Irema Ngoma. Les luttes fratricides sont inéluctables et leur récurrence est aujourd'hui inquiétante.

Quant aux ADF qui sévissent de l'autre côté de la frontière au Congo, la situation reste complexe. Les différents acteurs se rejettent les responsabilités si bien qu'il n'est pas facile d'accéder à toutes les données afin de déterminer avec exactitude le coupable derrière les massacres répétés des populations civiles à Beni. Une chose est claire par contre. Les différents acteurs impliqués de près ou de loin dans la traque des ADF à Beni ont-ils vraiment la volonté de mettre fin à cette crise face aux enjeux qui clairement bénéficient aux uns et aux autres ? Dans l'entre-temps, le long calvaire enduré par la population civile continue ainsi que les rancœurs ressassés contre une hypothétique menace hima devenue quasi une obsession.

*Goma*

*Novembre 2016*

# **Beni : une horreur vécue par des “oubliés de la terre”**

*Par Jean-Pierre Kabirigi  
Chercheur Senior  
Pole Institute*

## **Jusqu’où ira le cauchemar de Beni?**

Depuis plus de deux ans, j’ai chaque fois pensé que c’était la dernière fois que l’innommable se commettait là-bas! Peine perdue ! Car, peu de temps après, de pauvres paysans voyaient déferler sur eux des barbares munis de machettes, gourdins, fusils de guerre et autres armes pour les massacrer. Ce cycle infernal a déjà ôté la vie à plus de sept cents personnes et fait de nombreux blessés. Indistinctement: de nouveaux-nés, des jeunes, des vieillards, et d’autres adultes. Parmi eux, des agents des forces de sécurité et des Nations-Unies. Le traumatisme est à son comble dans ce paisible territoire de l’Est de la République Démocratique du Congo (RDC) en province du Nord-Kivu. Comment, en effet, trouver sommeil dans un environnement si cruel où on s’attend chaque soir à être la prochaine victime désignée?

En plus de ces massacres, il y a régulièrement eu : des enlèvements de plusieurs personnes, des destructions massives des infrastructures d’utilité publique (écoles, centres de santé, marchés, etc.).

Et pourtant, à plusieurs reprises il a été annoncé la fin de cette tragédie humaine. Par le Chef de l’Etat lui-même, le Premier Ministre, plusieurs Ministres et autorités à différents niveaux, des responsables des Nations-Unies, de la Communauté internationale et des églises qui tous ont rendu visite à Beni. En outre, le territoire paraît être sous bonne garde d’importantes troupes de l’Armée nationale et des Nations-Unies. Rien à faire! Les assaillants sont parvenus à maintes reprises à se frayer un passage pour exécuter leurs forfaits.

Un lourd défi pour toute la communauté congolaise!

## **En fait: “A qui profite le crime”?**

Des réponses diversifiées et souvent contradictoires ont été souvent données. En tête de liste: l’Alliance des forces démocratiques-Armée

nationale de libération de l'Uganda (ADF-NALU). Cette nébuleuse formée de ces deux milices d'origine ougandaise qui se sont mises ensemble est pointée du doigt par la plupart des témoignages et analyses. Parties de leur pays vers les années 80-90, sous pression de l'armée ougandaise, elles ont trouvé un terrain de prédilection en RDC pour continuer leur lutte contre le régime du président ougandais Yoweri Museveni. Devant leur incapacité de faire face à l'armée ougandaise à l'intérieur du pays, elles ont élu domicile en RDC, ventre mou de la région des Grands Lacs, à Beni et précisément dans la région de hautes montagnes du mont Ruwenzori. Plus de vingt ans de présence sur ce terrain les ont transformées en une mafia sans idéologie claire déclarée. C'est dans ce climat qu'ont commencé les tueries des populations civiles à Beni, souvent dans les villages mais parfois aussi dans les quartiers de la ville. Les rescapés, mais aussi les habitants rapportent avoir vu parmi ces miliciens des femmes couvertes de burqa et 'avoir observé d'autres pratiques islamistes chez elles. Plusieurs rapports d'experts signalent que les ADF-NALU seraient en accointance avec les Al Shabbab somaliens. Sur la même lancée, le gouvernement congolais n'a pas hésité à les traiter de terroristes, proches de l'Etat islamique, du même acabit que Boko Haram du Nigeria.

Dans ce cas, faudrait-il réduire le drame que vivent nos compatriotes de Beni à la seule sale besogne exécutée par les ADF-NALU ? Ce n'est, en tout cas, pas l'avis de plusieurs spécialistes qui ont travaillé sur ce dossier. D'après eux, ce mouvement a certes une grande part de responsabilité dans ce qui arrive mais il y aurait à ses côtés d'autres éléments armés, parmi lesquels certains soldats de l'armée régulière. Un rapport de l'Université de New York a semé le trouble en soutenant cet argument. Le gouvernement congolais nie toute implication de ses troupes dans ces opérations contraires à sa mission. Il a mis en place un tribunal militaire d'exception qui a fait le jugement de six personnes détenues de trois nationalités différentes : des Congolais, des Tanzaniens et des Ougandais. Accusations : « participation à un mouvement insurrectionnel, crimes contre l'humanité par meurtre et terrorisme ». Ce jugement va-t-il apporter des éclairages sur les horreurs que continuent à vivre les populations de Beni ? Il y a lieu d'en douter au vu de l'état de la justice dans le pays. Faut-il alors se pencher vers la création d'un tribunal pénal international comme de nombreuses voix commencent à le réclamer ? Référence faite aux expériences récentes dans ce domaine, cas du Rwanda et de l'ex-Yougoslavie, ce serait une tâche gigantesque qui risque de ne pas attirer l'appui des bailleurs de fonds potentiels.

Et pourtant, ce serait là une bonne voie vers la justice envers toutes les victimes ainsi que toutes les populations éprouvées. Aussi, pourrions-nous dès lors répondre à la question de savoir à qui réellement profite le crime. Un livre qui vient de paraître s'est penché sur la question et nous donne des pistes de réflexion nous renvoyant vers la voie islamique. Nicaise Kibel'bel Oka, journaliste congolais d'investigation a vécu de longues années à Beni. Dans «L'avènement du Djihad en RD-Congo, un terrorisme islamique ADF mal connu » (éd. Scribes), ce journaliste dit que le recrutement de jeunes dans les villages est favorisé par trois facteurs : la peur, l'impunité et le lucre. Il évoque le fait que des étrangers islamistes venus de plusieurs pays ont trouvé un terrain favorable pour exercer leurs activités. Depuis plus de vingt ans, ils se sont mariés à des femmes issues de tribus locales et les enfants issus de ces liens matrimoniaux sont actifs dans la milice. Cela rend complexe la distinction entre les étrangers et les Congolais impliqués dans ces forces du mal.

### **Beni n'est ni Kolwezi, ni Bunia, encore moins Alep !**

L'ancien président congolais Mobutu, grand bénéficiaire des avantages qu'offrait la guerre froide entre les puissances capitalistes et communistes, avait pris l'habitude de recourir auprès de ses amis capitalistes chaque fois que la RDC était attaquée. C'est ainsi qu'il a, en 1978, convaincu le président français Valéry Giscard d'Estaing d'envoyer des troupes para commandos pour sauter sur Kolwezi, occupé par les fameux gendarmes katangais venus de l'Angola communiste. Plusieurs Européens et Congolais avaient été tués dans la ville. Kolwezi est alors le poumon de la production du cuivre et d'autres différents minerais stratégiques utiles à la France ainsi qu'à d'autres puissances. En plus, à l'époque, le monde vit au rythme de la guerre froide entre le bloc capitaliste et le bloc communiste. Il n'est donc pas question de laisser à des rebelles venus de l'Angola communiste menacer le pouvoir ami capitaliste de Mobutu. La ville a été vite libérée par les militaires français, les Européens résidents évacués et les envahisseurs mis dehors.

En 2003, au moment où la RDC vivait ce que le monde a appelé la première guerre africaine, impliquant plusieurs pays africains, la ville de Bunia en Ituri (Nord-Est de la RDC) connaît une situation d'insécurité indescriptible. Malgré la présence des troupes des Nations- Unies, la population est pratiquement prise en otage par des miliciens dirigés par des seigneurs de guerre qui ont fait fortune et disent se battre pour la défense de leurs ethnies. La région d'Ituri est réputée pour ses mines d'or et pour le gisement de pétrole dans le lac Albert. Très vite, la France entre en action et mobilise d'abord l'Union européenne, puis les Nations- Unies pour une

intervention rapide. Le Conseil de Sécurité, vite persuadée par l'Union européenne, vote la résolution 1484 le 30 mai 2003 qui autorise une intervention militaire européenne dont la mission est : « stabiliser les conditions de sécurité et améliorer la situation humanitaire. Assurer la protection de l'aéroport et des personnes déplacées se trouvant dans les camps à Bunia et, si la situation l'exige, contribuer à assurer la sécurité de la population civile, du personnel des Nations- Unies et des organisations humanitaires dans la ville. » Tout ceci se fait dans l'esprit du fameux Chapitre VII de la charte des Nations- Unies qui autorise des combats par les troupes des Nations-Unies. Et c'est la première opération européenne de ce genre en dehors du vieux continent. 18 nations y prennent part, 2200 soldats (80% fournis par la France, rompue à ce genre d'intervention en Afrique). Elle se déroule en 3 mois (juin-septembre 2003) et crie fort neutraliser la rébellion en Ituri. Et pourtant, elle continue à sévir plus de 13 ans après.

Plus récemment, et encore aujourd'hui, nous avons assisté à une sorte de résurrection de la guerre froide à travers un bras de fer entre la Russie et les pays occidentaux (Etats- Unis d'Amérique, France, Royaume- Uni). Depuis 2012, le pouvoir d'Assad est secoué par des groupes rebelles de différentes obédiences locales et étrangères. La grande ville d'Alep, patrimoine mondial, a beaucoup fait parler d'elle à cause des souffrances atroces subies par sa population (plusieurs morts et déplacés), des destructions massives des infrastructures et des interventions des voisins et des puissances internationales. Cette guerre asymétrique n'a pas dit son dernier mot d'autant plus qu'il est difficile d'appréhender clairement les intérêts de forces qui s'affrontent sur le terrain.

Dans les trois cas ci-haut cités, ce sont les intérêts des puissants qui ont motivé les interventions. Comme cet adage qui dit : « les Etats n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts ». Beni n'attirant certainement pas encore l'attention de ces puissants, malgré la convoitise créée par ses forêts remplies d'essences de bois de grande valeur, fortement exploitées par des multinationales, il est abandonné à lui-même. Peut-être jusqu'au moment où ces forces obscures qui massacrent de pauvres paysans seront enfin considérées comme une menace pour la sécurité de ces Etats puissants.

### **Qui dès lors sauvera Beni ?**

A côté de tout ce que nous venons d'analyser ci-dessus, Beni est un coin oublié et qui doit se résoudre à vivre seul son supplice. Il l'est en premier lieu par ceux qui ont la mission de veiller sur sa sécurité : le gouvernement congolais qui semble passer son temps à s'occuper d'autres priorités. Dans le passé, de tels cas ont existé sans que cela n'émeuve le monde. La région

de Fizi-Baraka qui a beaucoup souffert de la rébellion muléliste vers les années 1964 a vécu une longue période d'occupation militaire. En 1975, en visite dans cette contrée j'avais été choqué par l'atmosphère de non-droit qui s'y était installée. Je me croyais en dehors de mon pays au vu de la misère qu'enduraient les habitants livrés à des forces véreuses. Kinshasa était très loin d'eux.

Aujourd'hui, il faut déplorer plusieurs endroits à travers le pays qui ont cessé de vivre dans la paix et le développement. Dans l'ex-Katanga, dans la partie Nord, ceux qu'on appelle les Pygmées et leurs voisins qualifiés de Bantous se massacrent depuis plusieurs mois. Dans la même région, le fameux seigneur de guerre Kyungu a été l'auteur de nombreux massacres restés impunis. Au Nord et au Sud-Kivu, les groupes armés pullulent un peu partout. Ils vivent sur le dos de la population en faisant payer des redevances de toutes natures. Les éléments de ces groupes cohabitent parfois avec ceux des forces armées nationales ainsi que celles des Nations-Unies, nombreuses et bien équipées!

Au Kongo central, on reparle du mouvement « Bundu dia Kongo » dont les dernières apparitions ont provoqué des pertes en vies humaines à Kimpese. Ces nombreux forfaits se commettent alors que le pays héberge les forces des Nations-Unies les plus importantes en nombre dans le monde. Elles sont là depuis bientôt 20 ans. Il faudrait encore combien d'années avant que ces forces étrangères se targuent d'avoir aidé les Congolais à recouvrer la paix ?

### **La RDC est malade de son élite.**

Les gens qui sont victimes des affres que nous avons décrites dans les pages précédentes appartiennent à la classe du menu peuple. Tout se passe comme si les nantis n'étaient pas concernés. Au contraire, ils sont préoccupés par les gains qu'ils tirent de leurs places dans les institutions publiques. Autrement, comment expliquer les salaires mirobolants que s'octroient ceux qui se disent les représentants du peuple quand ce même peuple croupit dans la misère ? Ils gagnent des revenus évalués à cent fois plus que les soldats qui les gardent jour et nuit. Malgré tout, les tentatives de les majorer sont régulières. Et quand le pays traverse des périodes difficiles comme les guerres ou d'autres sortes de crise, les yeux sont tournés vers l'extérieur, plus particulièrement vers la « Communauté internationale » de laquelle on attend des solutions.

Il y a une sorte de refus de prendre ses responsabilités face à des défis qui ne manquent pas dans la gestion d'un pays.

En essayant de regarder combien de fois notre pays a recouru à des médiateurs étrangers, spécifiquement africains, dans des moments de crise ces vingt dernières années, j'ai été sidéré par leur nombre et notre degré de dépendance (pour un pays qui devrait être l'un des plus importants en Afrique). De manière non-exhaustive, près d'une dizaine de chefs d'Etats et autres hommes d'Etat sont venus au chevet de la RDC malade. Président Mandela (1997), Président Chiluba (1998), Président Kadhafi (1999), Président Masire (1999), Président Mbeki (2002), Monsieur Niasse (2002), Président Obasanjo (2009) et Monsieur Kodjo (2016). Cette facilité d'attendre des réponses à nos questions existentielles des autres devrait interpeller notre élite. Il est en effet aberrant de clamer sa souveraineté et sa dignité quand on ne peut pas trouver soi-même des solutions à des problèmes que l'on rencontre.

La question de Beni sera résolue par les enfants de la RDC et pas quelqu'un d'autre !

*Goma, ce 07 février 2017.*

# **Repenser et réorienter la sécurité intérieure et extérieure de la République Démocratique du Congo après les massacres de Beni**

*Kä Mana*

*Directeur de la Capacitation*

*Pole Institute*

Il me semble utile et important de réfléchir aujourd’hui sur la tragédie sanglante de Beni du point de vue de ses enjeux vitaux pour notre nation, notamment : les enjeux de la sécurité de nos populations et de la défense de notre territoire. Une telle réflexion a pour devoir de mettre en lumière l’urgence de tirer les leçons de deux années d’atrocités innommables pour penser une réforme d’ensemble et une réorientation globale de nos forces de sécurité intérieure et extérieure.

## **Une alternative qui donne à penser**

Depuis les premiers massacres commis sur de paisibles villageois qui ont vu subitement s’abattre sur eux l’apocalypse dans des cruautés inattendues et une sauvagerie inimaginable, cette urgence est dans tous les esprits et dans tous les souhaits de nos populations. Plus précisément : il n’y a pas un seul habitant de l’est de notre pays qui ne cherche pas à comprendre comment ce qui est arrivé et arrivé dans une zone où les forces de sécurité et de défense ont concentré leurs énergies militaires et leurs forces stratégiques, à côté de l’imposante présence de la MONUSCO dont la mission est d’accompagner les FARDC dans leur travail de sécurisation et de stabilisation du pays. En scrutant cette question, on est confronté à l’alternative suivante : ou nos forces de sécurité intérieure et extérieure sont aujourd’hui profondément défaillantes, malgré tout le discours public qui vante leurs mérites et leur engagement sur le terrain, ou c’est l’orientation même de leur mission et la vision de leur perception d’elles-mêmes qui posent problème.

Quel que soit le terme de l’alternative que l’on choisit, les calamités répétées de Beni mettent en lumière l’urgence de réfléchir à fond sur ce à quoi devraient servir aujourd’hui les formes armées, la police, les services de renseignement et toutes les instances qui s’occupent de la sécurité intérieure et extérieure de notre nation.



## **Une mauvaise vision de la sécurité**

J'ai mené une micro-enquête parmi les jeunes de l'est du pays sur cette nécessité, autour de la question suivante : *pourquoi une nation comme la République Démocratique du Congo doit-elle se doter d'une armée forte, d'une police efficace, de services de renseignement performants et d'institutions de sécurité énergiques ?*

Majoritairement, les réponses ont eu une tournure profondément militariste, en vue de la sécurité du pays.

- Et qu'est-ce qu'est la sécurité du pays ? ai-je naïvement demandé.

Ma question suscita un crépitement intellectuel de paroles lancées comme de balles de la part des jeunes que j'ai interrogés. Selon eux, la sécurité consiste fondamentalement en ceci :

- Empêcher qu'un pays étranger vienne balkaniser notre nation et s'emparer de nos richesses.
- Montrer que notre patrie peut frapper fort tout ennemi qui oserait s'attaquer à nos intérêts.
- Nous faire respecter dans le monde par notre capacité de dissuasion, avec une bombe nucléaire, s'il le faut.
- Ne pas permettre, armes à ma main, que les décisions concernant notre pays soient prises ailleurs que chez nous.
- Disposer d'une armée modernisée, avec des troupes d'intervention rapide partout, surtout aux frontières poreuses de notre pays.

La litanie fut longue et son avalanche coulait dans le même sens. Elle me fit comprendre à quel point le contexte de guerre subie par la RDC ces dernières années a forgé un imaginaire guerrier qui réduit la sécurité d'une nation à la force des armes.

On a même oublié que les armes s'achètent et que la dépendance d'un peuple à l'économie et au commerce d'engins de mort dans le monde appauvrit sa capacité à s'attaquer à d'autres domaines que moi, j'avais en esprit quand j'ai posé la question de notre sécurité. Notamment : les domaines du développement, de l'alimentation, de la santé, de l'éducation, des infrastructures routières, de l'écologie, du souci des générations futures et de la capacité pour le Congo, à rayonner partout par ses richesses culturelles, éthiques, politiques et économiques.

Dans la chaleur de leurs ambitions guerrières, les jeunes ont aussi oublié que c'est l'organisation sociale où ces domaines sont prioritaires qui éloigne

la guerre et le besoin des armes et non les armes et toutes les dépenses qu'on y consacre qui assurent le bonheur d'une société.

J'ai perçu ainsi un renversement de priorités dans l'intelligence que les générations montantes se font au Congo de la sécurité pour les citoyens et pour notre pays lui-même dans son ensemble.

### **Une perspective plus vaste qu'on ne pense**

Si cette vision n'était que celle d'un petit nombre de jeunes, il n'y aurait pas eu de quoi s'inquiéter outre mesure. On doit s'inquiéter quand on se rend compte que cette vision domine le discours public, l'orientation de la gouvernance et l'ensemble de l'imaginaire populaire dans notre nation, comme j'ai pu m'en rendre compte dans tous les milieux où j'ai discuté de notre sécurité. Qu'il s'agisse du monde universitaire où je vis chaque jour ou des sphères populaires comme les marchés, les Eglises et les milieux de réjouissances populaires, la sécurité du Congo se pense en termes de puissance militaire et tout semble s'orchestrer autour de cette puissance pour défendre le pays contre ses ennemis.

Il faut ajouter particulièrement ici que la vision militariste de la sécurité gangrène même la manière dont le système politique pense sa mission dans notre société. Cette vision, c'est, pour les dirigeants du pays, de durer le plus possible à la tête de l'Etat et de pousser l'opposition politique à entrer dans la logique de confrontation, sans que la classe politique dans son ensemble se préoccupe des priorités et des intérêts qui fassent de la nation une aire de félicité et du bonheur d'être Congolais. Le pays devient ainsi un champ d'affrontement permanent où les services de défense et de sécurité s'arment à outrance pour mâter toutes velléités de révolte populaire ou de résistance individuelle. La sécurité devient alors la sécurité du système de pouvoir en place et non la sécurité du pays et de ses populations.

Ici aussi, il y a une inversion des priorités. Toute la gouvernance de l'Etat, toutes les ressources économiques et financières ainsi que toutes les possibilités d'enrichissement véritable des communautés risquent de se tourner fortement vers l'armement, au détriment du bonheur des populations. Si l'on considère que les maîtres du système se préoccupent plus d'accumuler l'argent et de s'enrichir à outrance en prévision de mauvais jours qui ne manqueront pas d'arriver tant les esprits sont déterminés par l'idée d'une guerre imminente ou lointaine qui peut tout faire basculer dans le chaos, on doit dire que l'orientation fondamentale de la vie dans le pays est la peur et non la paix.

C'est ainsi que l'Agence de renseignements (ANR) est devenue essentiellement une agence d'investigation pour traquer et neutraliser toute menace individuelle ou communautaire qui pourrait peser sur l'ordre régnant, sans jamais se soucier des rôles aussi essentiels que ceux qui promeuvent l'engagement civique au service de la grandeur du pays. Notamment :

- l'action éducative des personnes qui passent entre ses murs pour qu'elles comprennent en profondeur les choix du gouvernement au lieu de se voir soumises à d'atroces tortures physiques et mentales ;
- l'espionnage technologique pour l'avancement scientifique de la recherche en République Démocratique du Congo ;
- le lobbying pour placer les Congolais aux grands postes de responsabilité dans les institutions mondiales ;
- et l'investigation pour connaître la mentalité des peuples qui font peurs aux Congolais actuellement afin de maîtriser les ressorts de leur univers imaginaire.

C'est ainsi que l'Armée est devenue pour les hauts officiers un lieu d'enrichissement personnel au détriment des troupes qui se démoralisent et se démobilisent face aux tâches de la défense du territoire et du maintien de l'ordre public.

La Police et la Gendarmerie se mettent à la même enseigne et deviennent un mouvement pour rançonner le petit peuple et entretenir un esprit de corruption généralisée, à l'intérieur comme aux frontières du pays.

Ce même esprit de corruption gangrène aussi les services chargés de protéger nos écosystèmes par la conservation de notre faune, de notre flore et de notre sous-sol. Dans ces domaines, les politiques publiques favorisent la prédation où se bradent nos espaces écologiques, encourageant ainsi la vénalité des gardiens chargés d'y faire respecter la loi.

Ajoutons qu'en RDC, les forces de l'ordre pénitentiaire, au lieu d'être des espaces de reconstruction de la personnalité dans une perspective d'éthique citoyenne par de travaux d'intérêt collectif et d'expiation positive de peines, ont fait plutôt des prisons de notre pays des enfers pour ceux qui y sont enfermés, régulièrement ou de manière abusive, par un système juridique perçu globalement comme une structure sans crédibilité aux yeux de nos populations.

Même des institutions comme les forces douanières qui doivent garantir la sécurité de la richesse de l'Etat sont complètement privatisées pour assurer l'enrichissement d'une certaine « classe de gens » dans la société.

On se trouve ainsi dans un désordre qui devient un mode d'être et de vivre, faisant du Congo un pays divisé contre lui-même.

### **Quand l'insécurité fait loi**

Dans une ambiance où toutes les forces censées organiser la vie dans la société deviennent de structure de violence sur les populations, chaque citoyen se sent condamné à une insécurité individuelle grandissante due aux conditions politiques, économiques et financières dont il ne profite pas. La même insécurité s'empare des communautés locales qui, à l'instar des individus, se sentent affaiblies, démoralisées, humiliées et condamnées à une forme de dépression de l'être dont les conséquences sont le repli sur une identité peureuse et agressive, la méfiance face aux autres entités ethniques, le refus d'un vivre-ensemble au service des intérêts nationaux et le désarroi face à un système politique noyauté par des institutions d'oppression physique et mentale.

Les révoltes, les rébellions et les résistances de tous acabits ont leur terreau dans cette insécurité profonde. Quand un peuple a le sentiment qu'il est à la merci du pouvoir des armes, il se cabre et livre son destin à toutes les organisations qui, sous une forme ou une autre, lui promettent la liberté et la dignité comme piliers d'une véritable sécurité. Fausses promesses, espérances illusoire ou possibilités réelles, la soif de la liberté et de la dignité peut se transformer en dispositions psychiques de désordre et de chaos.

Ce sont ces dispositions des imaginaires humiliés qui nourrissent des tragédies comme celles de Beni. Ce sont elles qu'il convient de détruire par une nouvelle politique et une nouvelle économie de l'imaginaire, en repensant et en réorientant toutes les institutions de sécurité intérieure dans le pays.

### **Dans quel sens faut-il aller ?**

Il faut dans cette perspective privilégier les dimensions de la sécurité vitale de la société. Cela veut dire :

- Promouvoir une culture éthique de la régénération du lien social entre les personnes, les communautés de terroir local et les grandes aires ethniques qui constituent le tissu de la nation.

- Promouvoir une politique globale de santé, d'alimentation, d'éducation, d'administration et de valorisation d'une dynamique de transformation fondée sur une même volonté de faire du pays un espace de paix heureuse.
- Promouvoir une économie globale organisée autour du souci du bonheur partagé, sans que les richesses de la nation soient concentrées entre les mains d'une minorité prédatrice.

Après la tragédie de Beni, Il est urgent que cette vision de la sécurité intérieure du pays prenne le pas sur les forces de violence et les appareils idéologiques d'Etat qui s'en nourrissent. Sans cette réorientation fondamentale, il est à craindre que les révoltes, les rébellions et les résistances armées imposent leur loi dans l'espace public et embrasent à leur guise et selon leur rythme certains coins de notre nation.

### **Sécurité extérieure**

Dans notre pays, la sécurité extérieure de la nation est fondée sur les alliances sous-tendues par le besoin de conservation du pouvoir au sein de la classe politique dirigeante et une diplomatie à géométrie variable face aux menaces extérieure perçues du pont de vue purement militaire.

A l'échelle de notre positionnement géopolitique et géostratégique en Afrique, nous sommes dans un jeu de bascule où certains pays voisins sont un temps perçus comme des ennemis et un autre temps comme des alliés, sans aucune ligne de démarquage visiblement claire, sauf peut-être celle des intérêts propres à la classe dirigeante, loin des nécessités vitales propres aux populations comme ensemble politiquement organisé. D'autres nations deviennent des amis ou des partenaires possibles dans les organisations régionales où notre poids politique, économique ou culturel est de second ordre. Nous sommes dans ces organisations, mais notre cœur est ailleurs, par manque de lisibilité de notre positionnement géopolitique et géostratégique.

A l'échelle mondiale, aucune vision pour séduire les autres nations ou rayonner partout en vue d'attirer des partenaires éventuels n'est visible dans une pensée globale dont chaque Congolais aurait une perception claire de la splendeur de sa nation. On voit cette faiblesse dans quatre domaines :

- Nous sommes *un paradis écologique* sans politique touristique rayonnante pour attirer les étrangers dans notre pays. Notre politique d'octroi de visas aux personnes qui veulent venir chez nous est plus dictée par la peur et la méfiance face aux autres que par le souci de les

séduire et de leur ouvrir les magnificences de notre pays. Notre administration n'est pas conçue pour accueillir les touristes, leur faciliter le déplacement chez nous et les pousser vers les niches écologiques où ils peuvent dépenser le plus possible leur argent au bénéfice des Congolaises et des Congolais. En fait, nous ne savons pas « vendre » l'image positive du Congo dans toutes les splendeurs qui peuvent fasciner et « inouïr » les étrangers, pour ainsi dire.

- Nous sommes un *miracle géologique* sans une politique d'inventivité et d'innovation pour la mise en valeur économique de notre sol et de notre sous-sol dont nous pouvons transformer les richesses sur place et offrir au monde notre génie scientifique. A ce manque d'imagination économique et technologique se greffe un esprit de tracasserie administrative et un esprit généralisé de corruption qui découragent tout investisseur sérieux. Seuls s'aventurent dans notre jungle les prédateurs mal famés et les vampires sans foi ni loi qui s'allient aux prédateurs et aux vampires locaux pour une économie de sorcellerie qui mange le souffle vital de nos populations. Même entre nous, la vie économique n'est pas une vie d'un génie créateur national qui crée des emplois par la force de notre esprit. Aucun Congolais n'est sur la liste mondiale de grandes richesses. Ni dans la création d'entreprises et de trusts internationaux, ni dans l'accumulation du profit dans l'économie mondiale de marché dont la rationalité domine la planète, on ne trouve un Congolais qui compte vraiment. On ne nous trouve largement que dans l'économie de la jouissance, du mensonge et de l'escroquerie de basse échelle. Au lieu de créer une grande économie d'invention et d'innovation, c'est la politique qui intéresse des pseudo-riches qui, sans vergogne, siphonnent les caisses de l'Etat.
- Nous sommes sans doute *le pays qui sème sur son territoire le plus grand nombre d'universités au kilomètre carré en Afrique*, mais nous n'avons aucune politique d'enseignement et de recherche qui placerait nos structures de formation supérieure au plus haut niveau du classement africain des institutions éducatives de qualité. Ce n'est pas dans cet état que nous pourrions attirer le plus grand nombre possible d'étudiants étrangers et élever le niveau de nos étudiants et de nos chercheurs à l'échelle de la compétition mondiale.
- Nous sommes *le pays de la joie de vivre et du bonheur étincelant*, selon une certaine réputation acquise depuis de longues décennies, mais nous n'avons pas de structures de dimension mondiale pour le déploiement de nos richesses culturelles dans le domaine de l'art, de la musique et des lettres. Nous dépendons principalement des promoteurs et des

éditeurs étrangers, faute d'une politique culturelle solidement implantée chez nous.

La sécurité extérieure d'une nation, c'est plus dans la solidité de ces domaines où nous sommes faibles qu'elle se construit que dans l'accumulation des instruments de violence et des armes de guerre qui ne peuvent même pas assurer un certain calme dans un pays dont le lien social et le tissu vital sont fragmentés. L'histoire de l'Afrique est pleine des récits de chefs d'Etat qui s'étaient armés jusqu'aux dents et ambitionnaient même d'avoir leur arme atomique avant de se faire abattre par leurs ennemis en plein jour ou de se faire chasser du pouvoir par des puissances extérieures. Leur erreur, c'était d'avoir cru que la sécurité de leurs pays dépendait de leurs armes dans un continent africain sans unité idéologique ni structures militaires communes destinées à défendre l'ensemble du continent comme puissance face aux pays qui sont, eux, unis, organisés pour dominer les institutions internationales et imposer leur vision des réalités mondiales partout.

Actuellement, tout le monde sait que la sécurité d'un pays n'est pas dans l'abondance de ses armées, mais dans la fécondité globale de sa matière grise.

Je n'ai jamais oublié une phrase d'Ernesto Sabato, un écrivain argentin qui vécut pendant ses années universitaires la tragédie sanglante que la dictature militaire fit vivre à la jeunesse de son pays dans d'indicibles atrocités. Sabato écrit :

*« La seule chose qui nous sauva du mépris universel, ce fut le haut niveau de nos professeurs, ingénieurs, biologistes, médecins, physiciens, mathématiciens, astronomes, écrivains et artistes qui étaient invités partout dans le monde, ce qui nous plaçait au-dessus des pays hautement développés. »*

Depuis que j'ai lu cette phrase, je dis toujours aux jeunes que la sécurité extérieure à promouvoir pour un pays, c'est le rayonnement de son intelligence, de ses cerveaux créateurs et des valeurs de base dont il illumine le monde. C'est cela qui impose respect et considération aux autres peuples. Cela et non l'agitation politicienne ou la force militaire.

Aujourd'hui, notre pays s'est enfermé dans l'illusion militariste, en dehors de toute possibilité de développer l'intelligence sociale et l'éthique des valeurs relationnelles fortes qui inspirent confiance. Signe qui ne trompe pas : le pays n'a même pas une Académie nationale des sciences où peuvent s'épanouir des professeurs, ingénieurs, biologistes, médecins, physiciens, mathématiciens, astronomes et écrivains de très haut niveau.

Comment assurer alors l'esprit d'émergence et de développement qui pourrait enrichir le Congo et le laisser se faire féconder par d'autres pays dans un esprit de renaissance africaine pour une altermondialisation créatrice, vraie garantie d'une paix mondiale dans les turbulences de l'Histoire.

Si à tout moment notre pays est victime d'agressions extérieures et de hordes de tueurs venus de l'étranger, ce n'est pas parce que les moyens militaires nous manquent. C'est essentiellement parce que nous manque l'intelligence de faire les choix qui assurent la vraie sécurité aux nations :

- Le choix d'une vie démocratique qui nous insère dans le circuit mondial des démocraties liées les unes aux autres.
- Le choix d'ouvertures économiques et financières qui nous enrichissent véritablement et libèrent notre génie créateur et innovateur.
- Le choix de nous doter de structures solides de formation humaine par la création et l'animation de hauts lieux de la connaissance et du savoir.
- Le choix de la culture de la grandeur dans un imaginaire de liberté et de valorisation de nous-mêmes dans nos manières d'être et de vivre.
- Le choix d'engager notre nation sur la voie de l'émergence ici et maintenant.
- Le choix de naître réellement à l'avenir que nous voulons comme peuple de paix et de bonheur.

L'impératif, c'est de nous consacrer à faire ces choix et de les fertiliser en nous. Nos forces armées, notre agence de renseignements, nos structures de police et de gendarmerie, nos organisations de sécurité économique et d'espionnage scientifique ou technologique qu'il faut développer et déployer dans le monde, c'est sur la base de ces exigences fondamentales qu'il faut les repenser et les réorienter pour notre sécurité extérieure. Nous disposerions ainsi d'un paradigme de la paix qui nous sortirait définitivement de la barbarie des guerres et de la sauvagerie des groupes armés.

Après les tragédies de Beni, nous savons maintenant que c'est dans cette direction qu'il faut conduire le pays et éduquer l'esprit de nos populations en République Démocratique du Congo.





Lorsque l'on évoque Beni, à l'est de la République Démocratique du Congo (RDC), les images qui défilent sont celles des personnes égorgées, des femmes enceintes éventrées, des prêtres enlevés et disparus, des cases brûlées, des survivants en déshérence, hagards, hébétés, muets à force d'avoir crié au secours sans autre réaction que le retour hideux de leur écho, fourbi après avoir parcouru à perte d'haleine des kilomètres de chemins, des sentiers et des broussailles dans une zone devenue au fil des mois « *un piège sans fin* », comme dirait le Béninois Olympe-Bhêly Quenum.

Depuis que les massacres se sont installés dans ce territoire frontalier de l'Ouganda, plusieurs rapports ont été produits, plusieurs analyses ont été faites, des visites officielles ont été organisées, le Nonce apostolique est allé verser des larmes de compassion sur le Mur de Lamentation d'une cabane abandonnée définitivement par des propriétaires égorgés, un procès a même été initié par un tribunal militaire spécial, mais personne, absolument personne n'a pu dire aux habitants de Beni, aux Congolais et à l'humanité abasourdie « qui sont les tueurs de Beni », pour reprendre le titre d'un des nombreux rapports sur la question. Ou, pour être plus précis, qui sont les vrais tueurs des habitants de Beni.